

Le Monde

idées

L'EMBOUTEILLAGE

C'est une idée commune, depuis Marx, que le quantitatif, à partir d'un certain seuil, devient qualitatif. L'époque actuelle en multiplie les exemples, dans la mesure où elle est génératrice d'une production de masse qui débouche, dans tous les domaines, sur un encombrement, un engorgement prodigieux, pour tout dire un embouteillage.

Lucien Kalfon et Jean Delyon en démontrent deux effets : la tentation d'employer des machines pour gouverner ces Français dont chacun est déjà, en moyenne, fiché deux cents fois ; le mythe de la « performance », pour répondre au défi du temps, devenu notre pire ennemi.

Quant à Pierre Drouin et à Gabriel Matzneff, ils suggèrent chacun, pour résister à l'étouffement, une médication : garder intact l'esprit de curiosité, comprendre que toute saisie du réel est illusoire, ou même, tout simplement, vivre sur une autre planète.

Des machines à gouverner ?

par LUCIEN KALFON (*)

DEUX faits sont impressionnants : il existe actuellement en France cent vingt mille fichiers automatisés et il s'en crée cent vingt mille chaque année. Un Français est en moyenne fiché deux cents fois.

Chacun sait que ces fichiers automatisés ont sur les fichiers manuels un double avantage : productivité et fiabilité. Par conséquent, il semble fort improbable qu'on doive jamais ralentir leur extension. Aujourd'hui déjà, il est à leur portée de recenser jusqu'aux moindres éléments d'une existence humaine.

La liberté serait-elle prise dans les rets du savoir ?

En tout cas, sous nos yeux et promptement s'organise une mémoire colossale, aussi prodigieuse par sa capacité que par sa durée, et qui prend en compte de façon incroyable et pérenne les choses, les êtres, la société.

Naguère encore, toute administration gardait jalousement ses archives et recourait, s'il le fallait, à la corvée pour obtenir des informations sur une catégorie de citoyens. Désormais, il faut octroyer à chaque personne un droit au secret de sa vie privée et un droit d'accès aux documents administratifs.

Jusqu'à maintenant, l'humanité

s'est largement préoccupée de trouver les moyens de conserver et de transmettre l'information (tradition orale, écriture, imprimerie, audiovisuel). A présent, pour protéger la liberté, il faut reconnaître un droit à l'oubli.

Ce n'est pas une évolution, c'est une révolution, un singulier renversement des valeurs ; en tout cas, une bien nouvelle approche des droits de l'homme.

La liberté serait-elle réduite aux limites de la normalisation et de la prévision ?

Chaque administration ne retient qu'un aspect d'un individu. A cet égard, il n'a que des semblances — qui ne sont pas toujours des frères. C'est une autre part de lui-même qu'il présente à une autre administration. Ces fractions d'individus sont autant d'abstractions. L'administration établit des portraits robots et traite avec des hommes abstraits.

L'interconnexion des fichiers, en ajustant ces différents profils, dessinerait une image idéale de chaque individu à laquelle il pourrait être incité à s'identifier. C'est ce que nous promettrait Orwell pour 1984. Il a fallu prévoir un contrôle de l'interconnexion.

Responsables d'un choix

L'interconnexion des fichiers n'est pas seulement une automatisation. Les informations données peuvent être traitées pour obtenir des informations déduites. Un exemple : à partir d'une photo d'identité prise aujourd'hui, on peut obtenir celle qui serait prise dans vingt-cinq ans. On peut donc se voir opposer des informations nous concernant que nous n'avons ni données ni même supposées. C'est ce qui se prépare dans le Château de Kaifeng. Faudra-t-il prévoir un contrôle de la déduction ?

Dans cette affaire, le plus grave danger qui pèse sur les libertés est d'ordre idéologique. L'ordinateur, dit-on, est une intelligence artificielle et froide, et le cerveau un ordinateur naturel. Ces relations ne sont au mieux que des analogies.

L'ordinateur est incapable d'in-

vention, de création, puisque inventer, créer, c'est toujours abolir une contrainte. Bref, une machine est capable de tout sauf de machinerie. Les machines à gouverner ne sont pas — d'elles-mêmes — des machines à influencer.

Ce sont des machines logiques qui, théoriquement, ne sont pas susceptibles d'erreurs. C'est oublier que, en réalité, elles se détériorent, vieillissent et se détériorent. On voudrait, néanmoins, qu'elles aient toujours raison. Nous accordons notre confiance à des hommes dont nous jugeons qu'ils ont les qualités requises pour nous conduire ou nous gouverner. S'agissant de machines prétendument infallibles, devrions-nous leur marquer une confiance aveugle ? L'ordinateur

(*) Ancien élève de l'ENA.

Le puzzle

par PIERRE DROUIN

« OTEZ toute chose, que fu vole », demandait M. Teste. Il est des lieux où les enfants de M. Teste se multiplient et crient grâce devant le gonflement de l'Inutile. De l'administration, le fleuve de papier a gagné les bureaux de l'industrie, l'université, les banques, les moyens de communication. Les ordinateurs enrichissent des informations qui submergent leurs servants. Le courrier s'enfonce de missives insignifiantes ou trop polies pour être honnêtes. Les dépêches d'agence débordent des orbeilles à papier. Les tables des critiques littéraires coulent sous les livres.

Plus ça va, plus s'allonge le temps passé à trier. « Réduire, réduire, réduire », écrivait Marcel Duchamp. Déjà trop courtes dans nombre de métiers, les journées sont encore rogées par cette obligation d'éliminer le superflu, pour surnager dans le fatras des sollicitations tous azimuts. Ces opérations s'accompagnent d'une angoisse : la peur de jeter l'enfant avec l'eau du bain. Si, dans le document reposé, dans l'article ignoré, dans le catalogue évacué, il y avait justement une pièce du puzzle que tout un chacun essaie de reconstituer pour accomplir sinon son destin, du moins honnêtement son métier...

Nous sommes au rouet. Il faut absolument pour pouvoir avancer lutter contre l'étouffement, mais aussi se nourrir de tout ce qui nous parvient par les voies les plus variées. Les communications scientifiques déferlent, et les heures prises pour en extraire la substantifique moelle ne peuvent que croître. Ces moments écorchés d'une recherche originale, mais aussi quelle déraison serait de s'empoussiérer à découvrir en solitaire ce qui est déjà trouvé !

Quelle machine saurait extraire de la masse de données celle qui fait avancer la connaissance, d'un recueil de poèmes celui qui peut vous émouvoir, de l'ouvrage d'un philosophe le chapitre qui éclairera votre vie ? Des filtres humains, des décrypteurs de pépites, seraient sûrement mieux adaptés, mais qui nous garantiront qu'ils ne feront pas d'une revue un digest sans âme, d'une suite de raisonnements une bouillie sans vitamines ?

La sélection est l'acte le plus individuel qui soit. Nul ne saura déceler la petite flamme vacillant dans les yeux de celui qui nage au beau milieu de la papérasse envahissante. Une petite flamme qui soudain grandit au contact de telle information, de tel fragment d'histoire, de telle démonstration.

On le constate dans la vie de tous les jours : malgré les bibliothèques, les encyclopédies, les services de documentation ou les banques de données, l'homme d'action ou de réflexion, l'écrivain ou l'homme politique, le journaliste, le savant... ou le retraité se constituent leurs petits trésors de connaissances. Ils découpent, classent, notent, à mesure que leur arrive la prose imprimée ou ronéotypée choisie ou subite. Parfois, ils ne savent pas vraiment ce qu'ils cherchent, mais leur cellule photodélectrique personnelle a réagi.

Il faut s'y résigner : impossible de déléguer ce travail de fouille, cette œuvre de détection des brindilles du savoir opérationnel dans les vagues d'information de plus en plus hautes qui viennent battre à nos portes. La meilleure façon de ne être pas submergé, c'est d'ouvrir très grands les yeux. La curiosité reste l'une des vertus cardinales.

L'autre planète

par GABRIEL MATZNEFF

SCHOPENHAUER se promène dans un jardin public. Il parle tout seul, à haute voix, en agitant les mains. Un gardien, inquiet, s'approche du philosophe, et lui demande, d'un ton rogne : « Qui êtes-vous ? » Alors l'oncle Arthur se lève et s'exclame : « Ah monsieur, si seulement vous pouviez me le dire ! Voilà cinquante ans que je me pose cette question, et je n'ai pas encore trouvé la réponse. »

Cela se passait au siècle dernier, à Francfort. Aujourd'hui, la société entière s'est mise à rassembler au gardien de square de Francfort. A tout instant, et dans chaque acte de sa vie, l'homme doit décliner son identité. Nous sommes même parfois contraints de fournir un « relevé d'identité bancaire », ce qui est un délicat pléonasme dans un monde fondé sur la puissance de l'argent. Dans les sociétés traditionnelles, l'identité exprimait l'être ; dans notre univers mercantile, elle désigne l'avoir. Aujourd'hui, tout contrôle d'identité est un contrôle d'identité bancaire. « Qui êtes-vous ? » veut dire « Que faites-vous ? », qui signifie « Combien gagnez-vous ? »

Voilà dix ans que, chaque automne, l'éditeur d'un Dictionnaire biographique de personnalités (sic) m'envoie un questionnaire que je suis censé remplir, et voilà dix ans que je lui réponds que je désire ne pas figurer dans son répertoire. Il s'obstine néanmoins. D'vidence, il ne comprend pas qu'un homme qui s'avance sur un certain chemin (au sens spirituel ou initiatique du terme) aspire à devenir une personne, mais se soucie peu d'être pris pour une personnalité.

Ce questionnaire est d'une débilité instructive, car il est à l'exacte image de notre société du bluff, de la vanité et du mé. On vous y demande d'énumérer vos décorations, les prix et les distinctions que vous avez reçus, les cercles auxquels vous appartenez, votre résidence secondaire, et même les noms et prénoms de vos gendres. A la lecture d'une semblable liste, un homme qui n'a ni gendre, ni résidence secondaire, ni adresse professionnelle, ni décoration, qui n'appartient à aucun cercle, et qui n'a jamais reçu ni prix ni distinction, éprouve avec une acuité extrême qu'il n'a pas sa place dans une société dont les critères d'identité sont caulkés, et, parmi ses compatriotes, il se sent étrangement étranger.

Le plus long paragraphe de ce Dictionnaire biographique de personnalités est consacré à la « carrière ». En tête figure cette note savoureuse : « Préciser chaque fois les dates des différentes étapes et développer les sigles. » Par quelque bout qu'on l'examine, cette phrase est en vérité insupportable. Elle resserre tout le gémissement, la soif, l'arrivisme et la vulgarité morale de notre monde. L'éditeur de ce catalogue des vanités sociales ne semble pas se douter que nous sommes quelques-uns dont le désir cardinal est de ne pas faire une « carrière ». Nous désirons quelques-uns pour qui l'essentiel, l'important, l'unique, nécessaire, est ailleurs. « Qui êtes-vous ? » A cette question indiscrète, à cette familiarité de goujat, il n'y a qu'une réponse possible : « Je suis quelqu'un qui ne vit pas sur la même planète que vous. »

Le mythe « perf »

par JEAN DELYON (*)

DANS l'océan des informations, toujours la même vague de fond : la performance. Pour augmenter la performance de ce mot, on le réduit à « perfo » et même à « perf ».

Pourquoi l'univers a-t-il attendu cette fin de siècle pour émettre ces vagues ? Est-ce simplement parce que les chiffres restés longtemps les serviteurs obscurs de la pensée humaine prennent maintenant leur revanche ? Tout ce qui ne peut se numériser, se « digitaliser », cessera d'exister, en particulier tout ce qui est qualité. On ne va plus vivre que par eux et pour eux. Certains hommes, pour envelopper les autres dans la spirale de leur puissance, ont trouvé excellent le fœtus de la perfo. Plutôt que de planer en idées générales, prenons quelques exemples dans des domaines tout à fait différents, mais où chacun de nous peut se retrouver.

C'est dans les sports que le mot « perf » a pris son essor, en particulier le tennis. Ce mot est associé à un classement : il y a même la « contre-perf » à éviter de rencontrer. On ne veut que 2-6 ou 4-6 ou 30, par exemple. Le plaisir de jouer pour jouer va disparaître.

Un moyen facile à numériser est le temps. Le « chrono » est le seul à dire ce qu'il faut penser, que ce soit en course à pied, en natation, à ski, à vélo, etc. On suppose que le temps est associé à la qualité, au style. Pourtant, rien ne vaut le plaisir de voir évoluer les patineurs ou les gymnastes. Eux seuls, aux Jeux olympiques, me captiveront, et le relenti assurera la maîtrise du temps. Encore qu'il faille des chiffres, mais ils refléteront le sentiment des juges et des spectateurs. Au train où nous allons, le cervest sera chiffré, et, grâce aux éléments finis, on utilisera un Q.I. plus performant. Bientôt il en faudra deux pour assurer une descendance performante.

L'agriculture nous devance. Le seul critère chiffrable reste le nombre produit, qu'il s'agisse de maïs, de fraises, de lait, de porcs, de poulets.

Plus rien n'est bon, mais personne n'a la possibilité de le savoir. Comment comparer un poids de série qui a fait son poids dans le minimum de

temps dans sa prison grâce à une nourriture puante, avec un poulet qui a fait sa vie de liberté des son éclosion ?

La conclusion très fréquente de cette compétitivité est qu'il y a surproduction qui encombre et doit être jetée.

On oublie la famine dans le monde. Ce n'est pas pour la combattre qu'on surproduit, car ceux qui ont faim doivent payer, mais pour faire briller les performances des engrais, des aliments et d'une politique.

Tout ce qui ne devrait être qu'une expression de la vie pour elle-même tombe sous les feux des « perf ».

La notion de « perf » n'a de sens que vis-à-vis de l'expression de la vie des autres — ce n'est pas par fraternité, mais par compétitivité, qui est une manière de connaître ses frères.

Le temps ennemi

Le temps, qu'on pourrait s'efforcer de dompter pour vivre mieux, est vraiment devenu notre pire ennemi. Chronos, le père des dieux, doit être heureux de voir partout des gens de plus en plus pressés, toujours en retard, capables de risquer leur vie ou celle des autres pour gagner une minute sur un trajet d'une heure. On est pourtant si confortablement bien dans sa voiture, avec de la musique même. Mais ils ont acheté une voiture performante, genre « le kilomètre arrêté en... secondes ». Un des moyens modernes de marketing est de faire croire à l'identification de l'être avec ce qu'il a acheté. Ainsi, dans la revue *Tennis* de juin, si Borg est n° 1, c'est grâce au Wassa qu'il mange, aux balles Penn, à la raquette Donnay, à la poudre Atsaver, aux chaussures Diadora, etc. On en a certainement oublié. Restet-il quelque chose d'authentiquement Borg ?

En attendant, on nous annonce que quelqu'un s'est payé un Van Gogh pour 250 millions. Ah ! ce qu'il doit être heureux ! Et pourtant, pour Van Gogh, ce tableau n'avait pas de prix.

Heureusement qu'ils furent et sont encore nombreux ceux qui n'accroient pas de chiffres à leurs œuvres, la notion de performance n'existe que pour eux seuls, ils savent que la compétitivité ne leur est qu'interne et que ce qu'ils apportent est unique, donc non comparable.

Ils échappent à l'exploitation d'un instinct profond de l'homme, recherche de son bonheur, par la comparaison exagérée avec celui

des autres. Elle impose une escalade effrénée mais chiffrable. Cette forme moderne d'exploitation de l'homme par l'homme, a pris une forme douce et suave qui consiste à faire imaginer que le bonheur ne consiste qu'à faire envie aux autres... par le critère de la performance.

Que de profits à tirer de la préparation de l'envie de la « perf », que de profits à tirer de la réalisation de la « perf ». Et, pour cela, ce ne sont pas les amateurs qui manquent, avec l'avantage de ne jamais risquer une contre-perf, des genres chefs d'orchestre qu'on n'a jamais entendus faire, une fausse note.

Pour ce faire, la grande masse des moyens d'information semble même insuffisante pour produire l'énorme déclenchement du grand incendie de la compétitivité qui s'amplifie de lui-même et force tout le monde à courir devant son front.

Certains se rendent compte de leur impuissance à suivre et, dégoûtés par cet emballement, se suicident. Pour beaucoup d'autres, la surproduction à laquelle on aboutit donne une indigestion généralisée de produits, depuis les produits de la terre jusqu'aux produits de l'esprit (ondes, livres, presse).

Il est à craindre que cette course que les « perf » ne s'arrête d'elle-même par un retour complet à zéro. Les nations elles-mêmes s'y engagent.

Pour bien concrétiser leurs vies de bonheur universel, elles s'efforcent de réaliser les meilleures « perf » dans les armements.

LA, l'indigestion de la surproduction risque de s'achever par un cataclysme total.

(*) Auteur de *L'Eloge de Pléme*.

B P&F

BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731

Domaines du Château de Beaune
« 80 hectares dont 68 hectares de premiers crus et grands crus »

Côte de Beaune Villages
« Clos Royer »
Savigny-les-Beaune
« Les Lavières »
Beaune Clos de la Mousse
(seuls Propriétaires)
Beaune Tenons
Beaune Marconnets
Beaune Grèves
« Vigne de l'Enfant Jésus »
(seuls Propriétaires)
Volnay Chaulin
Volnay Taillepiéds
Volnay Frémets
« Clos de la Rougette »
(seuls Propriétaires)
Volnay Caillerets
« Ancienne Carée Carnot »
Pommard 1^{er} cru
Le Corton
Chambolle-Musigny
Chambertin
Beaune Clos Saint-Landry
Meursault Genevrières
Corton Charlemagne
Chevalier Montrachet
Montrachet

Documentation/Mur demande à Maison
Bouchard Père & Fils au Château.
Boite Postale 70 - 21202 BEAUNE CEDEX
Tél. (03) 22.14.41 - Tél. Bouchard 350 830 F

Distributeur exclusif
des « Le Roman »
du Vosne-Romanée « Le Roman »
de la Société Civile
du Château de Vosne-Romanée

EQUIPOTEL International
HALL 3 - ALLEE 15 - STAND 35
(Porte de Versailles)

Le Monde

étranger

EUROPE

Union soviétique

Un membre du Comité de défense des croyants plaide coupable et met en cause des journalistes étrangers

De notre correspondant

Moscou. — Deux procès se sont terminés jeudi 9 octobre à Moscou, l'un par une condamnation ferme, l'autre par une condamnation avec sursis. L'ouvrier Youri Grum, membre de la rédaction de la revue non officielle *Fokis* (Fokishe), qu'il représentait une tendance démocratique - libérale, a été condamné à trois ans de camp de travail pour fabrication et diffusion de calomnies antisoviétiques. Seule la famille a pu assister au procès, au cours duquel l'avocat commis d'office a réclamé un non-lieu en raison de l'absence de preuves.

En revanche, M. Victor Kapitanchouk, ancien membre du Comité de défense des croyants a été condamné à cinq ans de privation de liberté avec sursis. Il est sorti libre du tribunal. Accusé de propagande et agitation antisoviétiques (article 70 du code pénal), il risquait une peine de sept ans de camp de travail, suivie de cinq ans de rélegation.

Contrairement à M. Grum, M. Kapitanchouk a plaidé coupable, admis ses "fautes" et reconnu s'être livré, de 1975 à 1979, à une "propagande antisoviétique écrite et orale, afin d'affaiblir le pouvoir soviétique". Il est apparu comme témoin de l'accusation dans un autre procès, celui du dissident orthodoxe M. Lev Regelson, qui, ayant également plaidé coupable, a été condamné à une peine de camp avec sursis.

Au cours de son procès, dont l'agence Tass a largement rendu compte, contrairement à celui de M. Grum, M. Kapitanchouk a

mis en cause le Père Gleb Yakouline, fondateur du Comité de défense des croyants, qui a refusé de coopérer avec les autorités judiciaires et a été condamné, au mois d'août dernier, à cinq ans de camp de travail à régime sévère et cinq ans de rélegation non assortie du sursis. M. Kapitanchouk a admis ne pas s'être "mêlé" à la répression politique en U.R.S.S. sur les perses des croyants qui avaient été traduits en justice ou envoyés dans des hôpitaux psychiatriques non pour des crimes concrets mais pour leurs convictions religieuses ou politiques, étaient "massivement diffusés et exploités activement" en Occident.

Il a mis notamment en cause plusieurs journalistes occidentaux, qui auraient contribué à diffuser ces "calomnies antisoviétiques". Certains d'entre eux ont quitté Moscou depuis plusieurs années mais d'autres sont encore en poste dans la capitale soviétique. Leur seul "crime" est d'avoir fait correctement leur travail d'information en refusant de s'en remettre simplement à la vérité officielle.

"Il a été souligné au cours du procès que Victor Kapitanchouk, par sa conduite, la reconnaissance de sa culpabilité et de sa part d'instruction et les audiences, par ses déclarations détaillées sur les circonstances de ses activités criminelles, a aidé à établir la vérité", écrit l'agence Tass, qui ajoute dans sa dernière déclaration que l'accusé a promis de chercher "par son travail à réparer le préjudice causé à l'Etat et au peuple soviétiques".

DANIEL VERNET.

Turquie

MM. ERBAKAN (dirigeant pro-islamique) ET TURKES (extrême droite) SONT INTERROGÉS PAR LES PROCUREURS MILITAIRES.

(De notre correspondant.)

Ankara. — Placés sous la protection de l'armée à l'Uskudar, base navale prise d'assaut, depuis le coup d'Etat du 12 septembre, MM. Erbakan et Turkes, respectivement chefs du Parti du salut national (proislamique) et du Parti du mouvement nationaliste (extrême droite), ont été conduits, jeudi 9 octobre, dans la capitale, au siège du commandement du chef d'Etat-major. Ils ont été entendus par cinq procureurs militaires.

Les deux dirigeants auront sans doute à répondre d'un lourd dossier devant le tribunal militaire, dès que l'instruction aura été achevée. M. Erbakan est accusé de "trahison" et de "trahison" ; M. Turkes est soupçonné d'avoir noué des liens avec les terroristes d'extrême-droite. Une enquête avait été ouverte avant même le coup d'Etat, notamment à la suite des accusations portées par le journal prokurien *Yedigöze* contre le Parti du mouvement nationaliste.

On apprend d'autre part que MM. Ecevit et Demirel, également "placés sous la protection de l'armée", retourneront chez eux au plus tard dimanche. On croit savoir qu'ils seront libérés, après une brève période de garde à vue à leur domicile. Ils seront, d'ici là, interrogés sur certains faits qui leur ont été reprochés avant le coup d'Etat, mais il s'agit, dans le pire des cas, de délits mineurs, comme le non-respect du délai légal imparti aux opérations de propagande électorale.

ARTUR UNSAL.

Tchécoslovaquie

Le P.C. décide de réviser en baisse les objectifs du prochain plan quinquennal

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Le comité central du parti communiste tchécoslovaque, réuni en session plénière du 7 au 9 octobre, a approuvé une analyse extrêmement critique de la situation économique et de la mise au point du projet de plan quinquennal (1981-1985) faite par le chef du gouvernement, M. Lubomir Strougal. Celui-ci a annoncé une révision, au moins partielle, des objectifs économiques pour les cinq années à venir : la croissance économique restera modérée, et les investissements seront sensiblement réduits. Ils seront, au total, de 600 milliards de couronnes (environ 220 milliards de dollars), dont deux tiers seront utilisés dans la production, en particulier dans l'industrie lourde, et un tiers pour les ressources énergétiques, notamment le charbon et le nucléaire.

M. Strougal a spécialement dénoncé le manque de discipline et d'efficacité dans le travail et les insuffisances de gestion dans certaines entreprises. Il a déploré que les besoins énergétiques du pays soient de 20 à 30 % supérieurs à ceux d'autres pays industrialisés. Pour M. Strougal, ces insuffisances expliquent, entre autres, la baisse de 50 % du taux de croissance et une hausse

Grande-Bretagne

Les rumeurs sur la démission de M. Callaghan de la direction du parti travailliste éclipse les débats du congrès conservateur

De notre envoyé spécial

Brighton. — Les rumeurs entretenu par le B.B.C. sur la décision qu'aurait prise M. Callaghan d'abandonner immédiatement ses fonctions de leader du parti travailliste ont quelque peu éclipsé les débats académiques du congrès conservateur. Dans la soirée de jeudi 9 octobre, le porte-parole de M. Callaghan démentait formellement que ce dernier ait déjà pris une décision qu'il doit communiquer, mercredi 15 octobre, à ses collègues parlementaires.

Pendant que les spéculations vont bon train, le congrès des Tories se poursuit de façon assez ternie. Sir Geoffrey Howe, chancelier de l'Echiquier, a déçu ceux qui s'attendaient à une diminution prochaine du taux de l'escompte. De même, il a exclu la possibilité d'une réduction d'impôts, si elle devait intervenir, "favoriserait en priorité, a-t-il dit, l'industrie et les petites entreprises". Il a surtout annoncé que pour maintenir le programme de réduction d'impôts en cours, il

BERLIN - EST IMPOSE DES RESTRICTIONS MONÉTAIRES A LA CIRCULATION ENTRE LES DEUX ALLEMAGNES

(De notre correspondant.)

Bonn. — Les dirigeants de la R.D.A. ont attendu l'issue des élections en République fédérale pour imposer de nouvelles restrictions à la circulation entre les deux Allemagnes.

Sans doute, le besoin urgent de se procurer des devises par tous les moyens a-t-il aussi joué un rôle dans les décisions prises jeudi 9 octobre par Berlin-Est. A partir de la semaine prochaine, les Occidentaux se rendant en R.D.A. (y compris dans la capitale) devront obligatoirement acheter 25 marks par jour, alors que jusqu'ici ce change forcé à un taux tout à fait artificiel, ne dépassait pas 13 marks pour les voyages en Allemagne de l'Est, et même 6,5 marks pour les visites à Berlin-Est. Les enfants âgés de six à quinze ans se voient également contraints de fournir une contribution de 7,5 marks. Enfin, les retraités ne bénéficieront plus des exemptions qui leur étaient accordées.

Dans les milieux politiques de Bonn, on estime que cette initiative est-allemande n'est pas seulement inspirée par des considérations financières. On voit aussi l'intention de réduire le nombre de rencontres personnelles entre citoyens des deux Allemagnes. Jusqu'à présent, beaucoup de familles (huit millions de personnes au total) — rendaient chaque année visite à leurs parents en R.D.A. Pour beaucoup, un tel voyage se déroulait trop coûteux. L'abolition de la situation en Pologne a également pu jouer un rôle en poussant les responsables de la République démocratique à limiter les contacts que leurs propres ressortissants pouvaient avoir avec l'Occident.

Le gouvernement de Bonn a fait savoir qu'il se veut ces décisions affectent sérieusement les rapports entre les deux Allemagnes, et contredisent l'intention maintenue fois proclamée à Berlin-Est de poursuivre la normalisation des rapports entre les deux Etats.

JEAN WETZ.

Les syndicats hongrois ont suggéré au gouvernement d'augmenter les allocations familiales et les retraites les plus basses. Au cours d'une réunion avec le chef du gouvernement, les dirigeants syndicaux ont dit que la maintenance des salaires réels à leur niveau moyen de 1980 et un approvisionnement du marché égal ou, dans la mesure du possible, supérieur à son état actuel constituent une importante condition d'une bonne atmosphère sociale. A annoncé l'agence M.T.I. Le gouvernement hongrois a assuré qu'il "prendrait en considération" ces suggestions au moment de l'élaboration du sixième plan quinquennal et du plan annuel pour 1981. — (A.F.P.)

ASIE

Corée du Nord

M. Kim Il-sung aurait choisi son fils pour lui succéder à la tête du parti

(Suite de la première page.)

Pour la R.P.D.C., qui ne semble pas se départir de la position d'équilibre entre ses deux grands voisins socialistes, la Chine et l'U.R.S.S. — quoique l'on puisse noter un certain rapprochement vis-à-vis de Pékin, — il s'agit également de renforcer sa position au sein du mouvement des non-alignés. Le non-alignement est le principe fondamental de la politique de Pyongyang.

En juin, devant le comité central, M. Kim Il-sung a souligné les risques de conflit dans le monde : dénonçant, certes, l'"impérialisme", il a en outre mis en garde contre l'"exacerbation des antagonismes et des dissensions entre forces dominatrices (le dominatisme) et forces dominées (le néo-dominatisme)". M. Kim Il-sung, âgé de soixante-sept ans, semble certes, au dire de ceux qui l'ont rencontré, en excellente santé et contrôler parfaitement le parti. Il reste que la plupart des membres du bureau politique et des comités régionaux sont âgés de plus de cinquante ans. M. Kim Il-sung, le sixième devrait être l'occasion de faire émerger les personnalités qui seront à la tête du pays dans les années à venir.

La question de la succession de M. Kim Il-sung par son fils, qui paraît aujourd'hui être en fait accompli, aura mis une dizaine d'années à être réglée : la campagne pour faire connaître M. Kim Jong-il dans le parti a commencé vers 1973. Après une mise en scène, pendant deux ans, à partir de 1976 — à la suite de l'incident de Pannonjon — elle a repris en 1979 avec la réapparition de plus en plus fréquente dans les textes officiels de l'expression consacrée pour le désigner : le centre du parti. Le fait qu'aujourd'hui le thème des trois grandes révolutions — idéologique, culturelle et technique — dont, semble-t-il, M. Kim Jong-il est le maître-d'œuvre, figure à côté de la pensée "Duithe" de son père, donne à penser qu'il n'y a plus d'opposition ou sein du parti à son ascension. Sa photographie figure en outre en bonne place dans les maisons privées, mais pas encore dans les lieux publics, à côté de celle de son père.

PHILIPPE PONS.

La question de la succession de M. Kim Il-sung par son fils, qui paraît aujourd'hui être en fait accompli, aura mis une dizaine d'années à être réglée : la campagne pour faire connaître M. Kim Jong-il dans le parti a commencé vers 1973. Après une mise en scène, pendant deux ans, à partir de 1976 — à la suite de l'incident de Pannonjon — elle a repris en 1979 avec la réapparition de plus en plus fréquente dans les textes officiels de l'expression consacrée pour le désigner : le centre du parti. Le fait qu'aujourd'hui le thème des trois grandes révolutions — idéologique, culturelle et technique — dont, semble-t-il, M. Kim Jong-il est le maître-d'œuvre, figure à côté de la pensée "Duithe" de son père, donne à penser qu'il n'y a plus d'opposition ou sein du parti à son ascension. Sa photographie figure en outre en bonne place dans les maisons privées, mais pas encore dans les lieux publics, à côté de celle de son père.

La question de la succession de M. Kim Il-sung par son fils, qui paraît aujourd'hui être en fait accompli, aura mis une dizaine d'années à être réglée : la campagne pour faire connaître M. Kim Jong-il dans le parti a commencé vers 1973. Après une mise en scène, pendant deux ans, à partir de 1976 — à la suite de l'incident de Pannonjon — elle a repris en 1979 avec la réapparition de plus en plus fréquente dans les textes officiels de l'expression consacrée pour le désigner : le centre du parti. Le fait qu'aujourd'hui le thème des trois grandes révolutions — idéologique, culturelle et technique — dont, semble-t-il, M. Kim Jong-il est le maître-d'œuvre, figure à côté de la pensée "Duithe" de son père, donne à penser qu'il n'y a plus d'opposition ou sein du parti à son ascension. Sa photographie figure en outre en bonne place dans les maisons privées, mais pas encore dans les lieux publics, à côté de celle de son père.

La question de la succession de M. Kim Il-sung par son fils, qui paraît aujourd'hui être en fait accompli, aura mis une dizaine d'années à être réglée : la campagne pour faire connaître M. Kim Jong-il dans le parti a commencé vers 1973. Après une mise en scène, pendant deux ans, à partir de 1976 — à la suite de l'incident de Pannonjon — elle a repris en 1979 avec la réapparition de plus en plus fréquente dans les textes officiels de l'expression consacrée pour le désigner : le centre du parti. Le fait qu'aujourd'hui le thème des trois grandes révolutions — idéologique, culturelle et technique — dont, semble-t-il, M. Kim Jong-il est le maître-d'œuvre, figure à côté de la pensée "Duithe" de son père, donne à penser qu'il n'y a plus d'opposition ou sein du parti à son ascension. Sa photographie figure en outre en bonne place dans les maisons privées, mais pas encore dans les lieux publics, à côté de celle de son père.

Chine

M. Giscard d'Estaing se rendra au Tibet au cours de sa visite officielle du 15 au 22 octobre

M. Jacques Hiot, porte-parole adjoint de l'Elysée, a rendu public, jeudi 9 octobre, le programme de la visite officielle en Chine de M. et Mme Giscard d'Estaing, des 15 au 22 octobre.

Le chef de l'Etat arrivera à Pékin à 14 h. 45 (7 h. 45, heure de Paris), le mercredi 15 octobre. Il aura un entretien avec M. Zhao Ziyang, premier ministre chinois, avant un dîner offert par le gouvernement chinois au Palais de l'Assemblée.

La journée du jeudi 16 octobre sera essentiellement consacrée à un entretien avec M. Huo Guohua, président du comité central du P.C. chinois et à une visite de la Cité interdite.

Le programme du vendredi 17 octobre commence par une réception de la communauté française à la résidence de l'ambassadeur de France. Puis M. Giscard d'Estaing aura avec M. Deng Xiaoping, vice-président du comité central, un entretien suivi d'un dîner. Dans l'après-midi, il aura une nouvelle entrevue avec M. Zhao Ziyang, avant un dîner offert par l'ambassade de France.

Le président de la République fera une visite d'adieu à M. Zhao Ziyang, dans la matinée du samedi 18 octobre, et quittera ensuite Pékin où il ne retournera plus au cours de cette visite d'une semaine.

Il se rendra tout d'abord à Xian (centre de la Chine, à quelque 2.000 kilomètres au sud-ouest de Pékin) pour un séjour de caractère culturel au cours duquel il visitera notamment le tombeau de l'empereur Qinshi Huangdi. Les 19 et 20 octobre, M. et


Mme Giscard d'Estaing séjourneront en visite privée, à Lhassa, capitale de la province autonome du Tibet. Le président de la République sera le premier chef d'Etat occidental à se rendre dans cette province. Le 21 octobre, le couple présidentiel gagnera Shanghai. Avant son départ pour la France dans la soirée, le président de la République prononcera un discours dans le grand amphithéâtre de l'université de Fudan sur le thème de la jeunesse.

Au cours de cette visite, le chef de l'Etat sera accompagné par M. Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères, Alain Peyrefitte, garde des Sceaux, Jean-François Deniau, ministre chargé des réformes administratives, ancien ministre du commerce extérieur qui, à ce titre, s'était récemment rendu à Pékin pour préparer la visite. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, et Pierre Sudreau, premier vice-président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale.

● L'incident de frontière sino-soviétique. — Le gouvernement soviétique a rejeté sur la partie chinoise la responsabilité de l'incident survenu dimanche 5 octobre à la frontière sino-soviétique, en Mongolie-Intérieure, et qui avait fait un mort de part et d'autre. Selon l'agence Tass, trois soldats soviétiques qui se bécotaient à la ligne à bord d'une embarcation sur la rivière Argoun ont été ce jour-là victimes d'une "provocation". — (A.F.P.)

TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE AU CHATEAU

en provenance directe, André Bouvier vous propose



Pour vos cadeaux.
Pour vos dîners.
Pour cadeaux d'entreprise
personnalisés.

Château de Barbe Blanche

| LUSSAC-SAINT-EMILION | 8 BOUT. F. | 12 BOUT. F. | 25 BOUT. F. | |
|----------------------|------------|-------------|-------------|------------------|
| 1978 ... | 155 | 240 | 475 | |
| 1977 ... | 160 | 260 | 510 | |
| 1976 ... | 175 | 300 | 590 | Francs domicile |
| 1973 ... | 180 | 320 | 630 | tous droits |
| 1972 ... | 190 | 340 | 670 | et taxes compris |

Ecrivez à : A. BOUVIER - Barbe Blanche - 33570 LUSSAC - Tél. : (56) 84-00-54

HENRI PIERRE.

DIPLOMATIE

A Bruxelles

VINGT ET UN P.C. D'EUROPE OCCIDENTALE ONT DISCUTÉ DE LA MONTÉE DU FASCISME

(De notre correspondant)

Bruxelles. — La montée du nazisme a été un des principaux thèmes abordés au cours de la réunion des vingt et un partis communistes d'Europe occidentale à Bruxelles, à huis clos, les mercredi et jeudi 8 et 9 octobre. Les participants ont estimé que la crise économique, sociale et politique s'accroît en Europe et que, comme dans les années 30, elle pouvait conduire à un renouveau du fascisme. Selon plusieurs délégations, les attentats de Bologne, de Munich et de Paris sont l'expression de ce climat.

Tous les représentants communistes ont exprimé leur inquiétude face à la course aux armements et à l'implantation des missiles nucléaires de l'OTAN en Europe. Ils espèrent que la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe, prévue pour novembre, aura des répercussions favorables pour la détente entre l'Est et l'Ouest.

Les participants ont unanimement condamné le coup d'Etat militaire en Turquie. Le parti communiste turc clandestin avait envoyé deux délégués à la réunion. Le pouvoir des militaires, ont-ils dit, n'est qu'un maillon de la chaîne de terreur, les assassinats se multiplient depuis deux ans. Cinq mille crimes ont été commis, selon les communistes turcs.

Cette terreur n'a pas cessé, puisque la justice elle-même reconnaît que trois cents personnes en ont été victimes en dix jours.

Les représentants du P.C. de Turquie s'inquiètent particulièrement de la disparition de trente mille personnes dans la région d'Istanbul, de Kocaeli et dans le Kurdistan, après les opérations des militaires dans des quartiers ouverts. Ils dénoncent également les tortures, dont seraient victimes des milliers de personnes arrêtées arbitrairement. Les problèmes européens ont également été évoqués. Tous les participants, même ceux favorables à l'union de l'Europe, comme les partis communistes espagnol et italien, ont été critiques à l'égard de la politique de la Commission européenne de Bruxelles.

D'autres réunions du même type se dérouleront prochainement sur des thèmes plus spécifiques, tels que la sécurité nucléaire et l'autonomie. Les participants estiment que de telles rencontres sont particulièrement utiles pour la coordination de l'action communiste en Europe.

PIERRE DE VOS.

M. FRANÇOIS-PONCET : aucune perspective de règlement en Afghanistan.

M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères, a-t-il déclaré, jeudi 9 octobre, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Les événements d'Afghanistan, a-t-il remarqué, posent toujours sur la situation internationale. Sur le terrain, aucune modification sensible n'a été enregistrée en ce qui concerne le niveau de l'intervention soviétique ainsi que la résistance populaire à laquelle elle se heurte et qui n'a cessé d'augmenter. Quant au règlement politique, aucune perspective de progrès n'est encore dessinée. L'impasse demeure, avec les dangers qu'elle comporte, a déclaré M. François-Poncet.

Le ministre a fait le point de la préparation de la conférence de Madrid. Comme il était prévisible, le climat international tel qu'il résulte en particulier de la crise d'Afghanistan, pèse sur le déroulement de la conférence préparatoire comme il pèse sur la conférence proprement dite. La France, pour sa part, y participera avec la volonté de procéder à un bilan sérieux et approfondi de l'application de l'acte final, a-t-il dit. Elle fera des propositions précises avec le souci de parvenir à des progrès concrets sur tous les points. Elle ne se satisfera pas d'apparences, a ajouté le ministre des affaires étrangères.

À propos du conflit entre l'Irak et l'Iran, le ministre a rappelé le caractère bilatéral de ce conflit et l'importance que le gouvernement français attache à ce que les autres États, et notamment les grandes puissances, continuent à faire preuve de retenue pour éviter son extension.

● VISITE DE M. PIETER BOEHA À TAIWAN. — Le premier ministre sud-africain se rendra, le 13 octobre, à Taiwan, pour une visite officielle de cinq jours. M. Sun Yun-suan, premier ministre de la Chine nationaliste, avait visité l'Afrique du Sud en mars. Les deux pays avaient alors signé plusieurs accords de coopération. — (Reuters)

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

Le président Carter a réitéré, jeudi 9 octobre, ses mises en garde contre une intervention de l'Union soviétique dans le conflit entre l'Irak et l'Iran. « Le danger d'escalade qui me préoccupe est que la guerre déborde les territoires des deux belligérents et que d'autres nations de la région du Golfe y soient impliquées », a dit le président dans un entretien diffusé par la chaîne de télévision A.B.C. « Bien sûr, ce qui serait encore plus dangereux et aurait de plus lourdes conséquences, a-t-il ajouté, serait que l'Union soviétique soit militairement impliquée dans le conflit ».

Jeudi, le département d'Etat a reconnu pour la première fois qu'un certain nombre de navires d'U.R.S.S. et de pays du pacte de Varsovie se trouvaient dans le port jordanien d'Akaba. Le porte-parole du département d'Etat, M. Tattner, a précisé que vingt-huit navires se trouvent actuellement à Akaba, ce qui constitue une nette augmentation par rapport au trafic normal.

Selon un célèbre radio-amateur israélien, M. Michael Gurdus, des avions iraniens importants des armes et des munitions de Libye se trouvant sur un itinéraire passant au-dessus de l'Union soviétique. M. Gurdus, qui, en avril,

avait annoncé le premier l'opération américaine manquée en Iran, a déclaré que, d'après les messages radio captés, les vols ont commencé mercredi. D'après lui, les avions, parmi lesquels des Boeing-747, partent de Tripoli, survolent la Grèce, la Bulgarie et la mer Noire avant de passer par l'espace aérien soviétique pour atterrir en Iran.

Le président irakien Saddam Hussein a envoyé jeudi des émissaires dans six pays : Turquie, Inde, Arabie Saoudite, Koweït, Grèce et Italie.

Plusieurs de ces pays, notamment l'Inde et la Turquie, seraient invités à offrir leur médiation. A l'émissaire irakien, M. Al Khalaf, Mme Ghadafi, premier ministre indien, a répondu que l'Inde serait heureuse d'apporter son aide à une solution pacifique mais que cela supposait l'accord des deux parties. M. Al Khalaf se rendra vendredi au Bangladesh. M. Amine, qui a été reçu à Rome par le président Pertini, doit se rendre à Vienne, à Bonn et à Madrid.

Sur le plan militaire, la situation ne connaît pas de changement notable. Cependant, avec l'emploi par les Irakiens de missiles sol-sol soviétiques à longue portée, le nombre des victimes civiles s'est nettement accru.

Le commandant-adjoint de la marine iranienne a déclaré à Radio-Téhéran que le détroit d'Ormuz est ouvert aux navires de tous les pays, sauf l'Irak. Cependant, la situation des bateaux prisonniers des combats est devenue brusquement dramatique : de peur que les cargaisons qui leur étaient destinées ne tombent aux mains des Irakiens, l'artillerie iranienne a bombardé des navires étrangers sur le Chah-el-Arab, faisant plusieurs victimes. Enfin, la marine britannique a envoyé à l'entrée du détroit d'Ormuz le destroyer lance-missiles « Coventry », en provenance de Singapour pour protéger si nécessaire les navires marchands britanniques.

Par ailleurs, l'Irak a demandé à certaines entreprises françaises de renvoyer sur place les techniciens évacués au début du conflit, et la firme Renault a demandé à ses sous-traitants de reprendre leurs travaux. En revanche, une dizaine de Français, travaillant en Iran, s'apprêtent à être évacués par bateau sur la mer Caspienne, vers Bakou (en U.R.S.S.). Enfin, « Al Ahram » annonce que trois mille Égyptiens ont quitté l'Irak pour Oman depuis le début du conflit. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

L'armée de terre paraît être le talon d'Achille du dispositif militaire de Téhéran

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Le pilonnage de Desfoul par des fusées sol-sol lancées par les observateurs militaires à Téhéran perplexes. La bourgade ne constitue pas en soi une position stratégique, pas plus que la ville d'Andimeshk, située à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Desfoul, qui a été également atteinte par les fusées irakiennes. Certes, l'occupation de ces deux agglomérations permettrait de couper les communications terrestres entre la province du Khouzistan et Téhéran et, à terme, de neutraliser la résistance du « triangle pétrolier » (Ahvaz, Khorramchahr, Abadan). Mais elles sont de toute évidence imprévisibles aussi longtemps que la base aérienne de Desfoul, implantée à mi-chemin entre les deux agglomérations, n'aura pas été contrôlée au préalable. Curieusement, la base a été éparpillée depuis quarante-huit heures.

Deuxième sujet d'étonnement : le recours aux grands moyens aériens, notamment aux fusées, supposant que l'armée de terre irakienne soit prête à occuper les positions dévastées. Or selon les informations disponibles ici, les forces irakiennes sont massées de 80 à 90 kilomètres de Desfoul et n'ont pas encore commencé à avancer. On peut même se demander si elles seraient capables de le faire. Le président Bani Sadr en doute fort. Selon le chef de l'Etat, les Irakiens ont deux barrages dans la région, ceux de Karoun et de Karkheh, ont été partiellement ouverts, inondant suffisamment le sol pour empêcher les chars et les blindés de l'avancer, mais ils s'efforcent de l'adversaire qui s'y aventurerait.

Le massacre de civils à Desfoul et à Andimeshk — on parle de deux cents tués et de plusieurs centaines de blessés — visait-il seulement à terroriser la population ? Et si oui, dans quel but ? Bagdad aurait fait un faux calcul. Le moral des Irakiens — de l'avis unanime des observateurs étrangers — n'est nullement atteint, bien au contraire, par les vicissitudes et les drames de la guerre. Reste l'hypothèse d'une erreur de tir, de fusées ayant été destinées non pas à la ville mais à la base de Desfoul, objectif militaire d'importance cruciale. Certains experts à Téhéran ne l'excluent pas, se référant à l'imprécision des bombardements irakiens depuis le début du conflit. Pour s'en tenir à des témoignages oculaires, aucune installation militaire ou économique de quelque importance n'a été détruite jusqu'ici à Téhéran et à Tabriz. Malgré des raids quasi quotidiens sur la capitale par exemple, les avions irakiens n'ont pu infliger de dommages à l'usine de voitures Iran National (qui continue à fonctionner d'ailleurs).

L'aviation iranienne a été dans l'ensemble plus efficace. Elle a réussi par exemple à refouler sur le front occidental les forces irakiennes, notamment à Qash-e-Chirin, bourgade frontalière. Pour démentir les allégations de Bagdad, qui persiste à affirmer qu'elle contrôle la localité, le ministère de l'Information a invité jeudi un groupe de journalistes à s'y rendre par la route.

En revanche, l'armée de terre paraît être encore le talon d'Achille du dispositif militaire iranien. Elle est virtuellement absente sur tous les fronts, y compris à Khorramchahr et à Abadan, défendus essentiellement par les Pasdaran (les milices) et la population en armes. Le président Bani Sadr nous a expliqué ce phénomène dans les termes suivants : « Nos forces terrestres ont affronté des difficultés bien plus sérieuses que les autres armes. Sur les deux mille militaires déportés depuis l'instauration de la République, dix mille sortaient des rangs de l'armée de terre. Son équipement essentiellement soviétique sous le chah était beaucoup moins sophistiqué que le matériel livré à l'aviation. En outre, la dissidence kurde l'a détournée et la déroute encore partiellement de sa mission nationale, qui

est celle de défendre l'intégrité territoriale du pays. Cela dit, nous avons choisi d'envoyer dans le Sud une division seulement pour ne pas exposer davantage nos forces aux coups de l'artillerie lourde irakienne toute proche. Mais nous serons plus tard que notre armée de terre se réorganisera encore plus efficace que notre aviation ».

En fait nous croyons savoir que les forces terrestres sont en pleine réorganisation tandis que les quatre-vingt mille réservistes (classe 57) d'origine sont en garnison. L'état-major général ne s'inquiète pas outre mesure de ce délai, qui, à ses yeux, servirait aussi à « attendre l'épuisement de l'ennemi ». Les Irakiens attendent donc avec une confiance sans faille la « grande contre-offensive » que le président Bani Sadr promet depuis plusieurs jours.

La polémique au sujet de l'U.R.S.S.

Cette assurance étonne d'autant plus les diplomates étrangers à Téhéran que les médias ne cessent de clamer que l'Iran ne peut compter sur l'appui d'un autre pays et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances, traitées généralement avec un suprême mépris. Cependant, deux attitudes à l'égard de l'U.R.S.S., dont beaucoup comptent du moins différentes, persistent dans les milieux officiels. Les services relevant du premier ministre, M. Radjaf, ont retenu jeudi de prolonger la carte de presse du correspondant de l'agence Tass. Ils ont de même demandé à Moscou de réduire à une fois par semaine la navette maritime sur la mer Caspienne et surtout sur aucune des deux super-puissances,

PROCHE-ORIENT

La guerre entre l'islam et le blasphème

(Suite de la première page.)

Qui, les *British* partis, allait garder la poudrière ? Les Américains, en 1947, n'avaient pas hésité à prendre leur relève, au nom de la doctrine Truman, en Grèce et en Turquie. Mais, en 1971, ils avaient le Vietnam sur les bras. Nixon venait de formuler sa propre « doctrine », qui consistait pour l'essentiel à inviter les Asiatiques à se défendre eux-mêmes aussi longtemps qu'ils ne se trouvaient pas exposés à une menace nucléaire. Cherchant donc un gendarme pour le Golfe, ils le trouvèrent en la personne de la « lumière des Argents », autrement dit du chahinshah Reza Pahlavi, ramené chez lui, en 1953, dans les fourgons de la C.I.A., mais à qui la flamme des prix du pétrole allait bientôt tourner la tête. Convenu que tout pouvait s'acheter, n'écouter les conseils de personne, noyant dans le sang toute velléité d'opposition, il devait entreprendre de faire de l'Iran un autre Japon, mais un Japon surarmé.

Pendant un temps, la fortune parut lui sourire. De Washington à Pékin et de Paris à Moscou, tout un chacun lui prodiguait des encouragements. L'Iran connut une croissance spectaculaire et accumula les succès politiques : occupation de trois îlots arabes du détroit d'Ormuz ; liquidation, avec le concours de ses troupes, de la guérilla du Dinar ; accord avec Bagdad sur le partage des eaux du Chabab-el-Arab. La présomption, du coup, tourna, chez Mohammed Reza, à la mégalomanie. Sans doute les maîtres qui lui avaient enseigné, à

Lausanne, un si bon français avaient-ils négligé de lui faire lire Leibniz qui avait si justement noté que la nature ne fait pas de bonds (*Natura non facit saltus*). La chose n'étant pas moins vraie de la nature humaine que de la nature tout court, l'histoire finit toujours par se venger de ceux qui croient pouvoir faire progresser leurs peuples à coups de pied dans le derrière. La surchauffe de l'économie iranienne l'a conduite soudain au désastre, et il a suffi de quelques cassettes enregistrées par Khomeiny dans son dérisoire pavillon de Neauphle pour flaquever à terre le trône si imprudemment nommé du pacha.

Exilé, donc, le gendarme iranien. Un candidat se présente pour la relève, un autre péant du pétrole : l'Irak, classé « progressiste » parce qu'il a choisi de socialiser son industrie et de s'appuyer sur l'U.R.S.S., mais qui s'en remet lui aussi à la grâce du pétrole et même à la potence, pour développer son économie et faire taire les oppositions politiques et le séparatisme kurde. L'idée d'hégémonie, il l'a héritée des temps lointains du khalifat de Bagdad. Elle a été encouragée par Londres au moment où son protégé, Noury Esfand, disputait à Nasser le leadership du monde arabe et tentait d'incorporer la Syrie dans le « croissant fertile ». Elle a été reprise par les divers pouvoirs qui se sont succédé, depuis 1958, à la tête de la République, et qui ont tous plus ou moins cherché à se soumettre Damas, où régnait une autre facction du parti socialiste de l'unité arabe, le fameux Baas.

une seconde à évacuer les îlots arabes du détroit d'Ormuz, jadis occupés par l'armée impériale, mais sa radio déverse sur les chutes, à l'extérieur de l'Iran, une propagande incendiaire. « Si vous pouvez tuer Saddam avant que nous l'exécutions, surait dit Khomeiny, cité par *Newsweek*, frappez-le dans le dos. Paralysez l'économie. Arrêtez de payer des impôts. C'est la guerre entre l'Islam et le blasphème. »

Khaled, gardien des Lieux saints, et Saddam Hussein, le mécréant, qui se rencontrent au début d'août à Taes, près de La Mecque, conviennent qu'il faut mettre un terme à cette campagne. Le leader irakien obtient le soutien du Maroc, de la Jordanie, des États du Golfe, et, last but not least, de Yasser Arafat, dont Khomeiny soutient les adversaires radicaux au sein de l'O.L.P. Il s'attend à une victoire rapide et n'engage, lorsqu'il passe à l'action le 22 septembre, qu'une faible partie de ses forces : toutes les nouvelles d'Iran annoncent, en effet, un écrasement rapide d'un régime qui défie la raison. Les Kurdes, les Azeris, les Baloutches, les Arabes du Khuzistan, sont en rébellion, l'armée a été décapitée par les épurations successives, le matériel militaire ultra-sophistiqué acheté aux Américains est hors d'usage, faute d'entretien. Et puis c'est la surprise : une offensive irakienne qui manque le pas, l'aviation irakienne, apparemment maîtresse de l'air, un sursaut de patriotisme qui ramène au pays natal, pour se battre contre l'envahisseur, des centaines d'exilés.

L'affaire n'est certes pas terminée. Il n'est pas impossible que, en dégarissant les fronts syrien et kurde, l'Irak qui est reparti à l'assaut, finisse par arriver à ses fins : c'est-à-dire à contraindre Khomeiny, à défaut de le renverser, à passer par ses Fourches Caudines. Mais Téhéran n'a pas dit non plus son dernier mot. Bani Sadr a mentionné comme une possibilité, dans son interview au *Monde*, le blocus du détroit d'Ormuz. De toute façon, le bilan provisoire qu'on peut tirer est déjà diablement — pour parler comme l'imam — négatif pour le monde occidental.

1) Les livraisons de pétrole de l'Irak et de l'Iran, qui fournissent respectivement 7,3 % et 2,3 % des importations des pays industrialisés, sont complètement arrêtées. L'Arabie Saoudite a beau avoir accru sa production, les autres capitalistes ont beau être pleines, l'interruption, si elle durait, aurait toutes chances de se répercuter sur les prix, aggravant encore la situation des économies européennes, américaine et japonaise, pour ne pas parler des pays du tiers-monde non producteurs de pétrole qui sont déjà, comme le souligne le dernier rapport de la Banque mondiale, au bord de la catastrophe.

2) Alors que le monde est menacé d'une pénurie d'énergie, les deux belligérènes détruisent à qui mieux mieux leur potentiel énergétique.

3) Bien que Simon Malley dans *Afrique-Asie* prête aux Américains le dessein de vouloir ren-

verser le régime de Bagdad, Bani Sadr soutient qu'ils sont en réalité ses complices. Le fait est que pour le moment les pays arabes « modérés » sont plutôt du côté de l'Irak. Dans ces conditions, la résistance de l'Iran ne peut manquer de persuader les admirateurs de l'imam Khomeiny, dans la région, que Dieu est avec lui et, par voie de conséquence, d'encourager leur opposition à ses adversaires.

4) L'impuissance, au moins provisoire, des États-Unis, qui n'ont pu que proclamer leur neutralité et essayer de limiter les dégâts, a été une fois de plus mise en évidence.

5) L'U.R.S.S. peut révéler à tout moment la rébellion kurde. Ses munitions et ses pièces de rechange sont indispensables à l'armée irakienne. Ses armes ont fait mystérieusement leur apparition du côté iranien. Sans rien faire ni rien dire, elle s'est placée en position de peser fortement sur l'issue d'un conflit qui, de toute façon, fait son affaire dans la mesure où il gêne le monde occidental.

Attendons la suite. Pour le moment, il semble bien que, loin de servir les intérêts de leurs peuples, les deux candidats à la domination du Golfe aient tiré les marrons du feu pour les Soviétiques, qui, triplement piégés en Éthiopie, en Afghanistan et en Pologne, avaient bien besoin d'un succès de ce genre.

ANDRÉ FONTAINE.

Le Monde

Di MANCHE

Au sommaire du numéro du 12 octobre

- Les intellectuels derrière le comptoir.
- L'acier et le pouvoir.
- Les enfants perdus de New York.

- Les vagabonds des Tropiques.
- Le dernier cheval.
- Infatigables grands-mères.
- Une nuit à l'Étape.
- Madagascar : des matches de théâtre.
- Les insécurités sociales.
- Les usines flottantes.
- L'informatique à l'Assemblée.
- Les adieux d'André Gorz au prolétariat.
- La philosophie « hermétique ».
- Témoins : Leni Riefenstahl et le style fasciste.
- Dossier : la chronologie du mois de septembre.

Les programmes commentés de la télévision et de la radio

Une nouvelle de Julio Olaciregui.

Une incarnation du diable

Saddam Hussein, maintenant le maître absolu du pays, a travaillé depuis des années à lui donner les moyens de réaliser cette ambition, en prenant ses distances vis-à-vis de l'U.R.S.S., sur le démantèlement de laquelle il a perdu, depuis Kaboul, toute illusion, en se rapprochant des pays arabes dits « modérés » et en nouant avec la France une alliance de fait, dont on a souvent invoqué les implications atomiques : il faut dire que l'arme nucléaire serait très utile à quelqu'un qui, non content de vouloir balayer le régime iranien, soumettrait la Syrie et effacerait Israël de la carte, rêve sans doute de s'établir, grâce à l'hégémonie sur le Golfe, en position de forces vis-à-vis du monde occidental.

Pour les nouveaux maîtres de Téhéran, l'Irak est l'une des incarnations du diable. Parce qu'une minorité de sunnites laïcs, donc apostats, y oppriment une majorité de chiites. Parce qu'il encourage ouvertement les velléités séparatistes du Khous-

tan, province arabophone, où se trouve comme par hasard l'essentiel des richesses pétrolières du pays. Parce que, malgré son socialisme et son traité d'amitié avec Moscou, il opère un rapprochement spectaculaire avec l'Arabie Saoudite, qui, non contente d'être l'alliée de fait de Satan en personne, autrement dit des États-Unis, est à l'Iran sur le plan religieux ce que l'U.R.S.S. est à la Chine sur le plan marxiste. Parce que Bagdad a reçu Chapour Bakhtiar et laisse le général, Oveissi, ennemi juré de l'imam, entraîner sur son sol une armée de libération.

A vrai dire, la République islamique n'a abjuré un impérialisme que pour en pratiquer un autre. Un peu comme le christianisme dans l'Empire romain, le fondement des idéologies, se révèle déclin des idéologies, se révèle être une force de subversion efficace — bien plus efficace que le socialisme réputé scientifique. Non seulement elle ne songe pas

GALERIE CAILLEUX

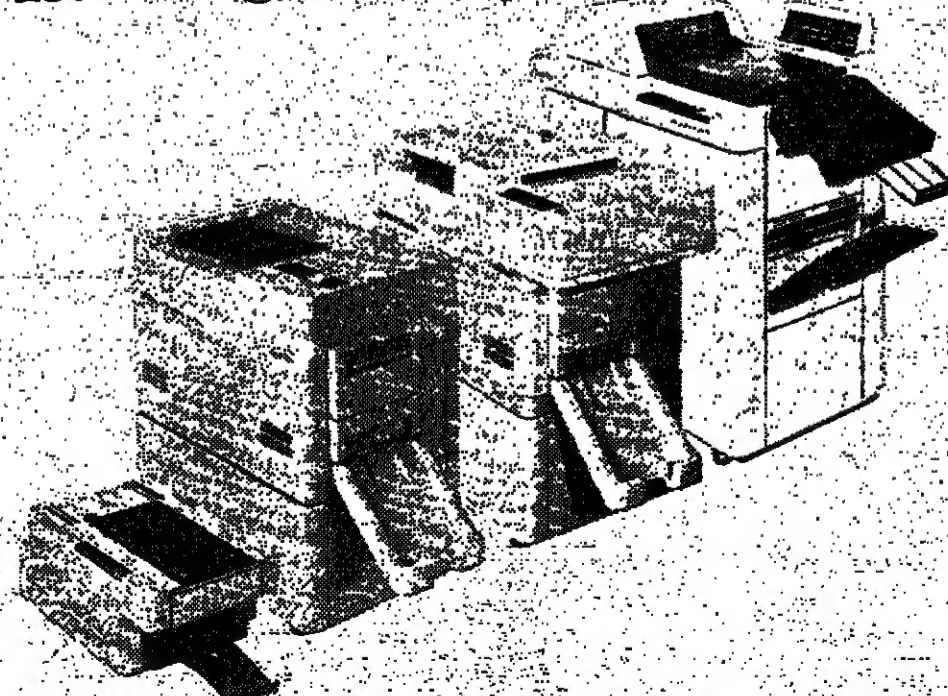
136, faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

Paysages

de WATTEAU à VERNET

du 23 Septembre au 30 Octobre

Agfa-Gevaert. Toute une gamme de copieurs sur mesure.

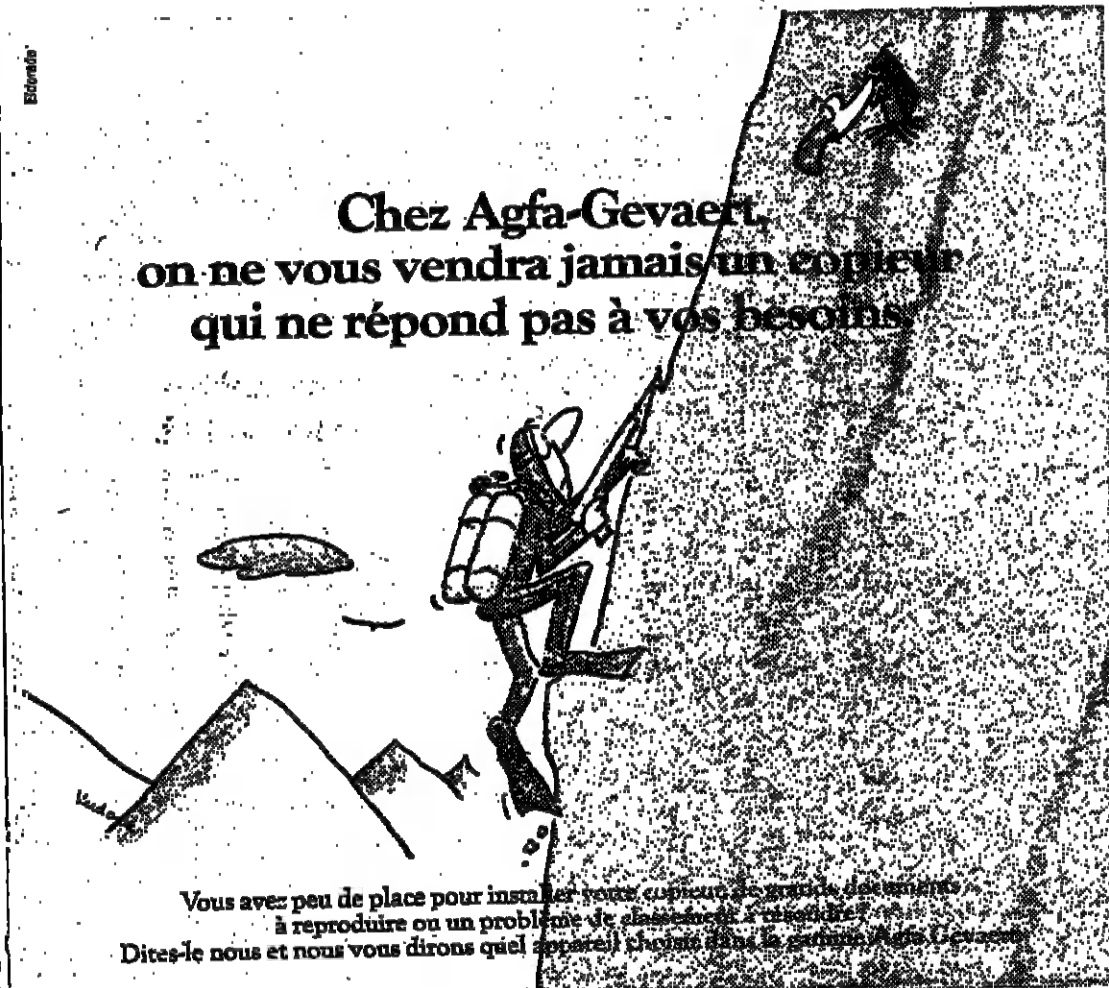


Notre mini-copieur X 12 s'adresse aux petites entreprises ou à celles qui veulent décentraliser leur poste de reprographie, le X 21 aux entreprises moyennes, le X 22 aux utilisateurs qui ont des documents hors formats à classer, et le X 31 à ceux qui reproduisent des grands formats.

AGFA-GEVAERT

Agfa-Gevaert 8, rue Ampère - 78390 Bois-d'Arcy. Tél. : 043.28.60.

Chez Agfa-Gevaert, on ne vous vendra jamais un copieur qui ne répond pas à vos besoins.



Vous avez peu de place pour installer votre copieur de bureau ? Vous avez besoin de reproduire un problème de classement ? Vous avez besoin de reproduire un problème de classement ? Dites-le nous et nous vous dirons quel copieur Agfa-Gevaert est la solution.

Les cuisines Miele se regardent de près...

...allez les voir chez :

MDS

5, boulevard Raspail - 75006 Paris - Tél. 222.21.25
Métro : rue du Bac - Ouvert du lundi au samedi, de 9 h à 19 h.

Conception rationnelle, finitions soignées, modèles très diversifiés... Miele applique à ses cuisines, comme à ses autres productions, la passion du travail bien fait, le souci de la fiabilité et de la robustesse.

Miele
La passion de l'exigence.

M. Carter renonce aux attaques trop vives contre M. Reagan

que ce revirement - venait trop tard - M. Carter a d'autre part la satisfaction, à un moment où sa campagne traverse une phase dangereuse, de recevoir le soutien de M. Edward Kennedy. Le sénateur du Massachusetts, oublié des injures échangées lors de la dure bataille des primaires, a enregistré une série d'émissions à la radio et à la télévision où il appelle à voter pour le président sortant.

C'est une rengaine classique lors des campagnes électorales : « Après la campagne, on s'aperçoit que ces accusations sont fausses. » Il a accusé à son tour M. Reagan d'avoir voulu, chaque fois qu'un conflit éclatait quelque part dans le monde, expédier des forces américaines sur le terrain : en Corée, en Equateur, à Cuba, au Proche-Orient, au Pakistan, en Angola. « Heureusement, » a dit M. Carter, les présidents démocrates et républicains ne l'ont pas fait. »

Le candidat démocrate présente donc une nouvelle fois son adversaire comme un homme dangereux, susceptible d'entraîner les Etats-Unis dans la guerre. Il avait pourtant obtenu un résultat surprenant : une interview sur la chaîne de télévision ABC, de ne plus attaquer la personne de M. Reagan, mais seulement son programme. Pendant dix minutes, le chef de la nation la plus puissante du monde semblait demander l'absolution à la déshonneur d'un match avec Walter, qui, sur un ton théâtral, l'engageait à reconnaître ses réserves.

Dans la deuxième partie de l'interview diffusée jeudi, M. Carter a défendu le traité sur la limitation des armements stratégiques (SALT 2). Contrairement à la position qu'il avait prise en 1975, lorsqu'il avait refusé de signer l'accord avec l'Union soviétique sur l'Afghanistan, il demandera au Sénat de le ratifier, s'il est réélu : « SALT 2 comporte des éléments tellement importants pour notre sécurité que nous devons le ratifier, quelles que soient les circonstances ».

Dans un discours prononcé à El Paso (Texas) et qualifié d'important au Pentagone, M. Harold Brown a déclaré que le président Carter avait décidé de continuer à défendre l'armée américaine.

« Nous sommes plus forts que nous ne l'étions il y a cinq ans et le serons davantage encore dans cinq ans », a dit le ministre de la défense. « Nous de la défense, nous avons de l'air, nous avons des divisions au lieu de treize à la fin de la guerre du Vietnam. Les forces aériennes disposent de trente-cinq unités de combat, soit trois fois plus qu'en 1976, et elles auront cette année cent avions supersoniques. Les F-4, F-5 et F-16 « sont actuellement les meilleurs chasseurs du monde ». Quant à la flotte, très réduite du fait de la guerre du Vietnam, elle se renforce peu à peu : cinquante unités de surface, 188 sous-marin, cent quarante actuellement disponibles.

M. Brown reconnaît que les forces américaines souffrent d'un manque de personnel spécialisé en raison de nombreux départs. Mais il conteste qu'une partie importante d'entre elles soient hors d'état de combattre. Plusieurs divisions soviétiques, a-t-il affirmé, sont moins bien préparées que les nôtres. Or les États-Unis, qui ont d'ailleurs des armées plus puissantes que l'U.R.S.S., n'ont pas besoin d'autant d'armes dans la mesure où le bloc occidental cherche à se défendre contre une éventuelle agression et non à attaquer.

On a appris jeudi que M. Brown avait demandé par écrit aux officiers du Pentagone de ne plus parler des défauts de l'armée américaine. Les officiers ont répondu par la négative, soulignant au contraire son état de préparation. Le ministre de la défense ne serait pas entièrement d'accord avec les responsables financiers de son administration qui prévoient de 4 % à 5 % du budget pour 1982 (au lieu des 3 % accordés par la Maison Blanche). Du moins leur reprocherait-il d'avoir oublié de mentionner la campagne présidentielle, donnant ainsi un argument de poids à M. Reagan, qui avait réclamé lui aussi 5 %.

ROBERT SOLÉ

L'attentat contre Anastasio Somoza a durement atteint le régime du général Stroessner

Plusieurs centaines de Paraguayens et d'étrangers ont été arrêtés au Paraguay après l'assassinat, le 17 septembre dernier, de l'ancien dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza, a affirmé, le jeudi 9 octobre à Sao-Paulo, le comité de défense des droits de l'homme dans les pays du - cône sud - de l'Amérique latine, organisme rattaché à l'archidiocèse de Sao-Paulo. En outre, cent soixante étrangers au moins, argentins pour la plupart, ont été expulsés.

Le Paraguay a, d'autre part, le 2 octobre, suspendu ses relations avec le Nicaragua. Il affirme avoir la preuve que Managua est impliqué dans l'assassinat le 17 septembre, à Asuncion, de son ancien dictateur Anastasio Somoza.

Les Nicaraguayens ont démenti, pour leur part, avoir joué un rôle quelconque dans le meurtre de Somoza, venu se réfugier à Asuncion après sa chute il y a plus d'un an.

paraguayens de Somoza ont été surpris, et les membres du commando se sont enfuis avec facilité bien que la fusillade ait duré plusieurs minutes.

Les Paguayens qui se rendent régulièrement à Sao-Paulo pour affaires insistent sur la grande nervosité de la police et des autorités depuis l'attentat. Aussi mettent-ils généralement en doute une version officielle qui comprend des contradictions et des zones d'ombre. Le gouvernement d'Asuncion aurait été informé plusieurs semaines avant l'attentat que « quelque chose » se préparait contre Somoza, mais les mesures de protection n'avaient pas été prises. Quant à lui, le général Somoza lui-même ne prenait guère de précautions, qu'il ne modifiait même pas ses habitudes.

Une amaire de marote ? Les détails abondent. Le général Somoza avait hérité de ses parents, une jeune et belle Paraguayenne, amie très proche du tennisman Victor Pecci et maîtresse en titre du M. Dominguez Dibb, directeur du quotidien *Hoy*, et ancien gendre du général Stroessner. M. Dibb avait, selon plusieurs témoignages concordants, très mal pris cet affront et avait proféré, en public, des menaces précises à l'égard de l'hôte du président Stroessner. Une altercation avait opposé M. Dibb au directeur du principal quotidien d'Asunción, *A.B.C. Color*, qui insistait sur la mesurement de l'ex-gendre du chef de l'Etat. Mais M. Dominique Dibb, selon les Paraguayens informés, n'est pas un coureur depuis longtemps auprès du général Stroessner, et ses mêmes relations avec les aventures gaillardes des Somoza père et fils (Tachito Junior, qui avait accompagné son père à Asunción, avait dû quitter précipitamment le pays pour avoir, lui aussi, traité une dame de la société de façon

cavalière) puissent fournir la clé de l'attelage.

Une autre version circule dans les milieux politiques et diplomatiques d'Asunción. Le clan Somoza, non content de se comporter en pays conquis et de ne pas investir une partie de son immense fortune au Paraguay, aurait été en liaison avec les trafiquants de cocaïne et avec les patrons — d'ailleurs bien connus à Asunción — de la contrebande. C'est pour avoir déclaré que la mort de Somoza s'expliquait par un règlement de comptes entre trafiquants de drogue que M. Domingo Laíno a été, une nouvelle fois, appréhendé et mis au secret.

Selon le journal brésilien *O Globo*, Somoza était d'autre part soupçonné par la police brésilienne de diriger un important trafic d'armes vers le Paraguay.

L'arrivage de M. Domingo Laíno porte-parole de l'opposition modérée à M. Alfredo Stroessner, est une erreur politique qui illustre le désarroi de certains secteurs du régime, estimant des Paraguayens bien informés. Car l'ex-leader, leader de la tendance « authentique » du parti radical libéral, a été déstabilisé par des ordres supérieurs — selon A.B.C. — et par la démission de M. Domingo Laíno, invité aux Etats-Unis, qui avait réclamé la suspension de l'aide économique américaine au gouvernement Stroessner. A son retour à Asunción, il avait été appréhendé, déporté à l'intérieur du Paraguay et torturé à plusieurs reprises. Une vigoureuse intervention de Washington — ainsi que des représentations du gouvernement brésilien — avaient permis sa libération. Sa nouvelle détention risque de ranimer la rébellion et d'être le déclencheur d'un Etat américain et le général Stroessner, alors que l'opinion et les milieux politiques d'Asunción semblent désorientés par « l'exploit » du commando qui a exécuté l'ancien maître du Nicaragua.

MARCEL NIEDERGANG

[illegible][illegible][illegible][illegible]

10

**"MA FAÇON
C'EST MA SIGNATURE"**

Ma façon, c'est plier le cuir de Kancon

Ma façon, c'est couturer à la main les poignées et les pieds

Ma façon, c'est assembler dans le respect des traditions

Modèle Sancun : chaise à places, en cuir de Kancon, assise à la Guernonnet. 50 rue de la Boquerie 75001 Paris Cedex 01

guermontprez

AFRIQUE

Le Tchad du Sud, sans guerre ni paix

1. — La sécession dans la pagaille ?

Pour la première fois depuis le début de la bataille de N'Djamena, engagée le 21 mars, l'aviation est intervenue jeudi 9 octobre dans les combats, un avion à réaction non identifié ayant bombardé la capitale. Au troisième jour de l'offensive généralisée des Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré contre les Forces armées populaires (FAP) du président Goukouni Weddeye, il pourrait s'agir de la bataille décisive pour la prise de N'Djamena.

D'autre part, M. Anani Akakpo Abiango, ministre togolais des affaires étrangères, a indiqué que la prochaine réunion de

conciliation prévue à Lomé, à l'initiative du Togo, regrouperait autour du sous-comité de l'O.U.A. (Togo, Bénin, Congo et Guinée) le gouvernement d'union nationale de transition du Tchad (GUNT), dirigé par le président Goukouni Oueddei, chef des FAP, et le conseil de commandement des FAN de M. Hissène Habré. La date de cette réunion n'a pas encore été fixée. Notre envoyé spécial dans le sud du Tchad, zone en principe contrôlée par le lieutenant-colonel Kamougué, vice-président du GUNT, décrit la situation trouble qui règne dans les principales villes, et fait le point sur la tentation sécessionniste qui agite la région.

Sarh. — Au sud du Tchad, de Sarh à Pala, en passant par Doba, par Moundou et par Kelo, dans cette zone méridionale qui n'a pas vécu la guerre, mais ne connaît pas la paix, les civils ne descendent plus avec les forces armées. Certains ont essayé de se passer d'elles en février 1979. « Il fallait bien. Le lieutenant-colonel Kamougué et ses hommes se battaient à N'Djamena, et la zone brutalement surprise de la capitale, était complètement désorganisée. Fraude, insécurité, exactions, c'était la pagaille », semble s'excuser le docteur Ndzou Woyou Ndzou, unique chirurgien de la ville de Sarh. La pagaille... et le massacre.

A cette époque, en effet, là-haut à N'Djamena, les combats ne tournaient pas à l'avantage des « chrétiens socialistes ». Les gardes de Kamougué comme les Forces armées tchadiennes (FAT),

commandées par un autre sudiste, le général Djogo, seront bientôt défaits. Les fonctionnaires de la capitale, originaire du Sud dans leur immense majorité, fuient la ville et rentrent chez eux, épouvantés. « Les musulmans assassinent nos frères ! » De récits sanglants en histoires horribles, la colère gagne la population. A la mi-mars, des hordes de paysans sarras, d'ordinaire si paisibles, soudain fanatisés, se ruent à l'assaut des quartiers musulmans de Sarh, de Moundou, de Kelo, etc. Pillages, incendies, tueries : « J'ai vu de mes yeux plus de six cents cadavres éparpillés alignés sur le terrain de foot de Sarh », se souvient un commerçant. Au total, selon les estimations, le massacre a fait au moins deux milliers de victimes musulmanes dans toute la zone méridionale. Large tâche pourpre sur l'image du « bon chrétien-pacifique » que l'homme du Sud se plaît à cultiver.

étaient d'ailleurs autorisés et s'ils n'avaient pour principal objectif de rançonner les voyageurs. Même à l'intérieur des villes, personne n'est à l'abri de ce genre d'exécution. Recrutés dans les milices à partir de quatorze ans, des enfants tout fiers d'avoir lâché la hose pour un semblant d'unité, livrés de leur pouvoir tout neuf, s'en donnent à cœur-joie. « La milice, chez nous, est synonyme d'insécurité et de brutalité », affirme un ancien journaliste de Mula (Combi), petit quotidien de Sarh, interdit par Kamougué en mai dernier. « C'est une mafia en gestation. »

Mafia ? « Nous pouvons lever une armée de trente mille hommes en quelques heures », dit un prétendu de la zone. S'il est impossible de vérifier ce chiffre (vingt mille hommes de forces diverses auxquelles s'ajoutent une dizaine de milliers de miliciens), il est sans doute vrai que « les armes ne manquent pas ».

En revanche, on peut émettre de sérieux doutes sur la capacité du commandement à regrouper rapidement, et dans l'ordre, toutes ses forces. Car l'indisciplinée de places seulement sont encore disponibles. Au bas de la passerelle, la cinquantaine de soldats en tenues disparates attend de pouvoir grimper à bord. Un gradé survient, constate le surmembre et fait l'appel de trente privilégiés. Les cinquante entrent dans la carlingue. Le gradé insiste, s'énervant. Les vingt clandestins aussi. Les pas décidés s'agitent sur la moquette tachée de sang. Certains sont ivres-morts et exigent, en hurlant, de la « Gala », la bière locale. Un technicien, échappé de moins mal assurés, tombe avec un bruit sourd sur le plancher de l'avion. Les autres éclatent de rire, en écrasant leurs mégots sur le signal « no smoking », qui vient de s'allumer. Il faudra, montre en main, cinquante-cinq minutes de palabres et l'intervention du pilote, refusant de décoller un surcharge, avant que l'appareil s'élève. Avec deux requilleurs cachés dans les toilettes.

Un matin comme les autres à Sarh. Sur le petit aéroport, un vieux DC-4 pissant l'huile par tous les moteurs attend l'autorisation de décoller. Sous les ailes, un groupe de soldats se protège de la pluie. A l'intérieur de l'appareil manquent deux rangées de sièges, abandonnés lors de la débacle de N'Djamena. Une trentaine de places seulement sont encore disponibles. Au bas de la passerelle, la cinquantaine de soldats en tenues disparates attend de pouvoir grimper à bord. Un gradé survient, constate le surmembre et fait l'appel de trente privilégiés. Les cinquante entrent dans la carlingue. Le gradé insiste, s'énervant. Les vingt clandestins aussi. Les pas décidés s'agitent sur la moquette tachée de sang. Certains sont ivres-morts et exigent, en hurlant, de la « Gala », la bière locale. Un technicien, échappé de moins mal assurés, tombe avec un bruit sourd sur le plancher de l'avion. Les autres éclatent de rire, en écrasant leurs mégots sur le signal « no smoking », qui vient de s'allumer. Il faudra, montre en main, cinquante-cinq minutes de palabres et l'intervention du pilote, refusant de décoller un surcharge, avant que l'appareil s'élève. Avec deux requilleurs cachés dans les toilettes.

Il est aussi difficile de discipliner une armée qui n'est plus payée depuis plusieurs mois que d'empêcher des douaniers, tout aussi peu rémunérés, de se servir directement dans les camions qui vont ou viennent des pays avoisinants ravitailler le Sud.

La guerre permet bien des fantaisies. « Le mauvais exemple vient de si haut », se lamentent les jeunes étudiants. Passons rapidement sur ce prétexte sudiste qui préserve sa dime personnelle sur

les vivres et médicaments expédiés de France aux courageux missionnaires qui s'occupent encore des populations. D'autres, dans des pays tout proches, n'ont même pas besoin de l'excuse de la guerre pour se livrer à des abus du même genre.

Mais que dire de certains de ces membres du comité permanent qui se font donner du « monsieur le Ministre » — au grand dam des vrais, whisky en main, au Disco Snob de Moundou, un des rares endroits de la ville à disposer de son propre générateur pour pallier la défaillance de la centrale électrique de la ville, qui, elle, faute de carburant, ne fonctionne que quelques heures par jour ? Que dire du premier personnage du Sud, qui se fait construire une si belle villa à Molossala, « sa » ville ?

« Le climat social est tendu et menacé », écrit le *Bouvier* (quotidien de Moundou) le 23 août. Pourtant, si condamnables soient-ils, les abus de tel ou tel

tyrannau de village ne sont pas seuls à l'origine de la gabegie et du marasme économique qui règnent au Sud. Cette région, qui a toujours fourni 90 % des cadres et des fonctionnaires du Tchad depuis vingt ans, se retrouve aujourd'hui avec ses « cerveaux » inutilisés. Des milliers de repliés sans emplois, incapables de retourner aux champs, émarginés toujours sur les listes de fonctionnaires. Les autorités ont le plus grand mal à rayer leurs noms des listes de ceux qui sont réellement en activité et touchent, à ce titre, mais de manière irrégulière, quelques subsides. Les liens tissés au nom du régionalisme et du tribalisme jouent à fond, et, pour ne faire attribuer quelque peu, tous les moyens sont bons. Les militaires ne sont pas les moins compromis, et dans la population, leur « cote d'amour » est au plus bas.

Fin mars, le journal *Mula* pose brutalement la question : « Faut-il décapiter le comité permanent ? » Cette fois, c'est clair, on cherche le *Bouvier* (le lieutenant-colonel Kamougué et ses hommes à la caserne. Mais le vice-président du GUNT n'a pas

dit son dernier mot. Là-haut, à N'Djamena, il n'existe qu'en fonction du Sud, qu'il prétend « tenir ». Il lui faut consolider son pouvoir. Immédiatement, le bouillant lieutenant-colonel entreprend une tournée d'exécutions et reprise en main. Fin avril, il remanie son « gouvernement », punit quelques escrocs notoires pour l'exemple, interdit *Mula* et fait établir, pour la première fois, un « budget méridional » rétroactif : 5,3 milliards de francs C.F.A. pour la période de février à décembre 1980, dans lequel 40 % des dépenses prévues sont réservées à la défense. « Un pas important vers la sécession du Sud » vient-il d'être franchi, ainsi qu'on le prétend chez les « fans » de M. Hissène Habré ? Un budget, ce n'est après tout que la prévision arithmétique du coût de l'ensemble des opérations à mener. D'où viennent les recettes ?

Prochain article :

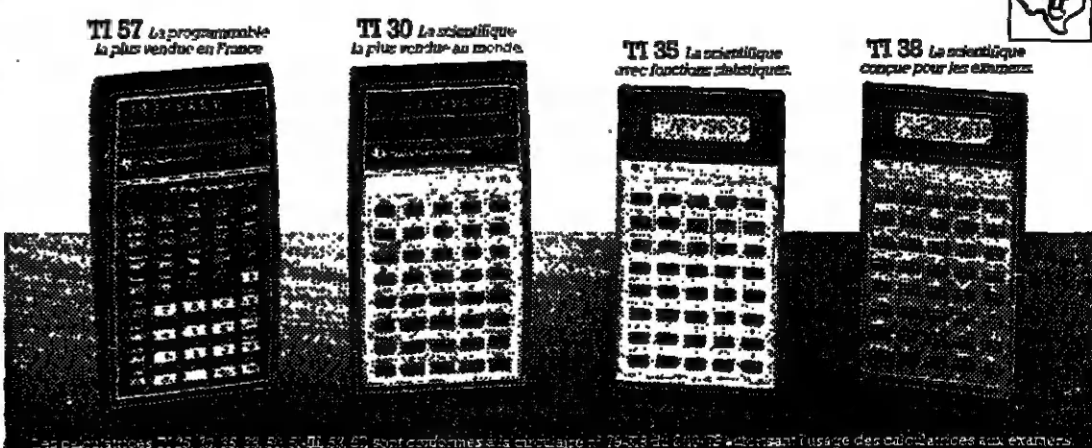
QUAND LA FRANCE LOUVOIE

Une calculatrice doit résoudre des problèmes, pas en poser.

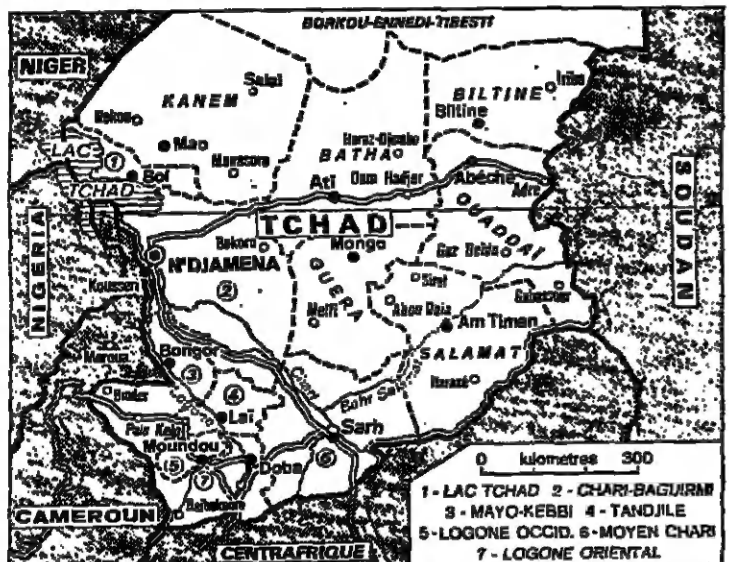
Les calculatrices scientifiques sont faites pour faciliter la vie des élèves, des étudiants et de leurs professeurs.

L'A.O.S. (Algebraic Operating System, notation algébrique directe, brevet Texas Instruments) respecte les plus anciennes conventions mathématiques. En permettant d'introduire les nombres et les opérations de gauche à droite comme le professeur les enseigne et les expose au tableau, l'A.O.S. évite les erreurs et fait gagner du temps. Toutes les calculatrices scientifiques peuvent-elles le dire ? Si ce sont des Texas Instruments, oui !

Rentrée des classes ? Rentrée des Facs ? Calculez bien : la gamme des scientifiques A.O.S. « hautes performances » Texas Instruments commence à moins de 120 F.



TEXAS INSTRUMENTS
Pélectronique facile à vivre



«... et religieuses », le comité de relations politique du Moyen-Chari, projeté aussi d'arrêter des milices. On peut imaginer que cela n'est pas du goût des militaires. Bazza à N'Djamena, le lieutenant-colonel Kamougué, de retour du Sud, prend rapidement contact avec le comité et ne fait donner à la police de fédérer la zone. Qui pourrait résister aux kalachnikov ? Les deux millions et demi de sudistes sont désorientés, mais administrés par un véritable gouvernement, baptisé « comité permanent ».

Le lieutenant-colonel Kamougué en prend la tête et nomme son second, le colonel Roaslingar, vice-président.

Tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains des militaires. A ceux qui s'en étonnent, un civil membre de ce gouvernement répond : « Après tout, nous sommes en guerre, il est normal que les militaires soient maîtres de la zone. » Tous ne sont pas de cet avis. Un autre civil qui souhaite « ardemment » conserver l'anonymat : « Le bilan des militaires est négatif sur toute la ligne, y compris sur le plan militaire. »

Devenu vice-président du Gouvernement d'union nationale transitoire (GUNT), issu des accords de Lagos en août 1979, et formé trois mois plus tard, le lieutenant-colonel Kamougué n'en passe pas moins l'essentiel de son temps dans son fief du Sud. Le reproche le plus fréquent qui lui est adressé, sur le plan militaire, c'est de n'avoir

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX^e

3440 F, une semaine aux Antilles.
Jet Tours fait baisser le prix du soleil.

Votre semaine sous le soleil antillais à un prix inférieur à celui de 1979, pour une qualité identique : 3440 F en Guadeloupe, 3650 F en Martinique, 3950 F en Haïti. C'est la nouvelle performance de Jet Tours pour votre séjour du 1^{er} novembre au 15 décembre 1980.

Vite, consultez votre Agent de voyages pour profiter de cette offre exceptionnelle.

Jet Tours - Le spécialiste des Antilles.

SALLE DES VENTES
D'ORIENT ET DE CHINE
8, avenue de la Motte-Picquet
PARIS 15 - 551-73-67.

OUVERT LE DIMANCHE
Vente de gré à gré
1 LOT DE 300 TAPIS

d'origines diverses (Persans, Chinois, Pakistans, etc.), toutes dimensions vendus avec certificat d'authenticité.

EXPOSITION
D'UNE IMPORTANTE
COLLECTION D'IVOIRES,
PIERRES DURES, SCULPTES
DE CHINE ET DU JAPON.

T.J.J., sauf lundi 10/12-14/19 h.

imprez

ELLE

fficielement
candidat

Débat

L'Assemblée nationale adopte définitivement le projet de loi créant une distribution d'actions aux salariés

Joué 9 octobre, l'Assemblée nationale examine, en troisième et dernière lecture, le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales.

M. DELAUNDE (R.P.R., Val-d'Oise), président de la commission spéciale, demande au gouvernement de confirmer « qu'il se considère comme toujours lié par l'engagement initial qu'il avait contracté sur la proposition de loi R.P.R. sur la participation » et explique que le report de ce texte (à la demande du R.P.R.) répond au souci « d'accorder un délai supplémentaire de réflexion à ceux qui ne sont pas encore convaincus » de sa nécessité. M. MATTEOLI, ministre du travail et de la participation, assure que le gouvernement soutiendra la proposition de loi R.P.R. « de toute sa fermeté et de toute sa vigueur » lorsque celle-ci viendra en discussion. Après que MM. TRANCHANT (R.P.R., Haute-de-Seine), BECHÉ (P.S., Doubs) et DUOLONE (P.C., Hauts-de-Seine) eurent manifesté leur hostilité à ce texte, celui-ci est voté, dans la version déjà adoptée, par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (le Monde du 2 juillet), par 244 voix contre 204 sur 462 votants et 148 suffrages exprimés.

● Code de l'organisation judiciaire
L'Assemblée examine ensuite le projet de loi complétant le code

de l'organisation judiciaire. Celui-ci, composé d'une partie législative et d'une partie réglementaire, regroupe tous les textes relatifs à la compétence, à l'organisation et au fonctionnement des juridictions qui relèvent, directement ou indirectement, de la Cour de cassation. Le texte tend à donner force de loi à la partie législative du code lois fixant les caractéristiques essentielles des juridictions de l'ordre judiciaire) et abroge, par voie de conséquence, les diverses dispositions d'origine législative auxquelles cette partie du code s'est substituée. Il a également pour objet d'insérer des dispositions relatives aux tribunaux paritaires de paix, curiaux, à l'initiative de M. ADRILLAC (R.P.R., Indre). L'Assemblée adopte une disposition qui met fin à une divergence d'interprétation du Conseil d'Etat et de la cour de cassation, prévoit que « les juridictions ne pourront directement ou indirectement prendre aucune part à l'exercice du pouvoir législatif ni empêcher ou suspendre l'exécution des lois régulièrement promulguées pour quelque cause que ce soit. Le tout à peine de forfaiture ». Le projet est adopté, l'opposition s'abstenant.

● Professions médicales
L'Assemblée examine le projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales. M. DE LONG (R.P.R., Haute-Marne),

rapporteur de la commission des affaires culturelles, explique que ce texte a essentiellement pour objet de traduire dans le code de la santé publique les directives communautaires de juin 1975, qui organisaient la liberté d'établissement dans les pays de la Communauté économique européenne.

Après avoir rappelé les principes de liberté de circulation, d'établissement et de prestation de services, il note que, à la suite des médecins et des infirmières, les chirurgiens dentistes vont bénéficier de l'ouverture des frontières à l'intérieur de la Communauté. M. REMY MONTAGNE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale, assure que la liberté d'établissement n'aura pas pour effet de bouleverser l'équilibre démographique de la profession dentaire. L'Assemblée adopte un amendement du rapporteur précisant que, désormais, le préfet ne pourra autoriser l'exercice de l'art dentaire à titre de remplacement ou d'adjoint que si le conseil départemental de l'ordre des dentistes a donné un avis favorable pour ce remplacement. L'ensemble du projet, ainsi modifié, est adopté.

A la commission des finances EXTENSION DE L'INCITATION FISCALE EN FAVEUR DE L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF

La commission des finances de l'Assemblée nationale, qui poursuit l'examen du projet de loi de finances pour 1981, a adopté plusieurs amendements, mercredi 8 octobre.

— Un amendement de M. Arthur Dehaene (R.P.R., Oise) selon lequel le bénéfice de l'incitation fiscale en faveur de l'investissement productif des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales prévue par le projet serait étendu aux entreprises non commerciales. Le coût de cette mesure serait compensé par une augmentation du droit de fabrication des alcools.

— Un amendement présenté par M. Lucien Neuwirth (R.P.R., Loire) qui prévoit d'étendre le bénéfice de l'incitation fiscale aux entreprises agricoles. Le coût de cette mesure serait compensé par une majoration du taux de la taxe sur les conventions d'achat.

— Un amendement de M. Edmond Alphandéry (U.D.F., Maine-et-Loire) qui propose de faire passer à 65 F par habitant le plafond des ressources perçues par les établissements publics régionaux.



La mort d'Alexandre Sanguinetti

Les obsèques auront lieu lundi 13 octobre

ALEXANDRE LE BIENHEUREUX

C'était un de ces hommes de jadis qui ont tant défaut aujourd'hui. Aimant, de la vie, tout ce qu'elle donne à profusion à ceux qui la dévorent à belles dents. Père de culture classique, inépuisable sur les guerres du Péloponnèse, les princes de la Renaissance et la stratégie nucléaire, la parole facile, ne s'embarrassant de rien et se moquant de tout. La dent dure pour les mesquins et les constipés, mais le cœur sur la main. Conscient du succès que sa présence assurait à un dîner en ville, à un séminaire, à un meeting, à un débat télévisé.

Apolinaire aurait aimé ce soldat des guerres d'autrefois « qu'il a bien châtiait. Car celui qu'on appelait indifféremment Alexandre, ou « Sangu », mais jamais Alexandre Sanguinetti, était d'abord, ensuite, et enfin, un baroudeur, un contemporain des condottieri, pour qui guerre et politique n'étaient que les phases d'un même jeu auquel, malgré ses déceptions et ses craintes pour l'avenir, il s'amusait passionnément.

De Gaulle, auquel il ne s'était rallié que tardivement, l'avait fasciné pour toujours, par sa hauteur, par son mélange de désintéressement et d'ambition, de ruse et de foi. Il prétendait lui avoir dit un jour : « Mon général, nous autres Corses, nous ne sommes pas des Français, nous sommes des étrangers, et c'est pour cela que nous avons tant besoin d'un Etat français, pour le servir. » Proposition paradoxale : il était difficile d'aimer davantage la France, son message de culture d'élégance, que le cher Alexandre.

Que les trêves de la politique, de plus en plus abandonnées à la technocratie, vont paraître nées et tristes, maintenant qu'il n'est plus là ! Qui saura, de nouveau, faire rire les Français ? — A.F.

Les obsèques d'Alexandre Sanguinetti auront lieu lundi 13 octobre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Louis des Invalides. Le décès de l'ancien ministre (« le Monde » du 10 octobre) a provoqué de très nombreux hommages émanant des dirigeants de l'Etat, de ses amis politiques se réclamant du gaullisme, mais aussi de ses adversaires.

M. ROGER FREY : un penseur et un guerrier.

M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, a déclaré : « Alexandre Sanguinetti était mon ami. Nous nous connaissions depuis l'adolescence, et je ressens douloureusement sa disparition. » Son intelligence, son immense culture, son courage physique et moral, la rigueur de ses jugements, son refus des compromissions, sa fidélité en amitié, le culte qu'il vouait à la France, l'attachement de lui un homme d'autant plus attachant qu'il exprimait toujours sa pensée avec une originalité puissante et un humour percutant.

« Il était un penseur et un guerrier, connaissait mieux que quiconque notre histoire. Il analysait le présent avec perspicacité. Il voyait l'avenir avec la lucidité que la profondeur de son esprit lui imposait. »

« Il était mon ami, un ami très cher, dont je connaissais mieux

que la plupart les grandes qualités de cœur, la générosité, l'esprit de tolérance. Nous avions vécu ensemble les heures insouciantes de la jeunesse, nous avions partagé plus tard les heures graves et difficiles, soutenu les mêmes luttas, soutenu ardemment le redressement de la France, servi à notre place le général de Gaulle.

« Pensant aujourd'hui à toutes ces années, à la qualité de notre amitié, à la fidélité de son esprit, j'éprouve un chagrin extrême et je me souviens... »

● M. JACQUES CHABAN-DELMAS : « Son combat était celui de la France, la France qui, pour lui, était bien Notre Dame la France. Sa générosité égalait son courage et son talent. Il méritait de demeurer un exemple. »

● M. BERNARD PONS, secrétaire général du R.P.R. : « Alexandre Sanguinetti avait pris ses distances avec le Rassemblement, mais il était resté un compagnon dont nous admirons le talent. »

● M. JEAN LEGAUMET, président de l'U.D.F. : « J'aimais son courage, il restait dans la vie politique le combattant qu'il avait été pour la libération de la France. J'aimais qu'il fut aussi redoutable à ses adversaires que parfois à ses partenaires. Qui, j'aimais jusqu'à nos divergences parce qu'elles traduisaient les lacerations de la sincérité. »

● M. FRANÇOIS MITTERAND : « Les socialistes s'inclinent devant la mémoire de ce combattant courageux. Homme d'action et de réflexion, il fut et sut être un adversaire déterminé et loyal. Si sa conception de la société était différente de la nôtre, il avait une idée de la France qui nous rapproche, au moment où le sort de la patrie était en jeu. »

SI VOS SOIRÉES vous paraissent monotones, nous vous organisons des rencontres dans des restaurants

SOLEIL A PARIS
38, rue de Buzano, 75008 Paris

720-51-28

Édité par la S.A.R.L. le Monde.

Gérant : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sanguet.

Imprimerie du Monde, 1, rue des Minimes, PARIS-14

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire n° 57437.



Grande EXPOSITION VENTE aux FOURRURES DU NORD SAISON 80-81

Les Fourrures du Nord organisent leur
grande EXPOSITION VENTE annuelle
dans leurs
2 MAGASINS

5 ETAGES de manteaux, vestes, capes etc...
toutes les fourrures du monde entier.

Les Prix les plus compétitifs
Prix Fourrures du Nord

| MANTEAUX | | |
|--------------------|-------|--------------------------|
| Lapin naturel | 1850F | Rat d'Amérique 6850F |
| Mouton doré | 2450F | Pahmi 7250F |
| Patte d'Astrakan | 2650F | Loup depuis 7250F |
| Astrakan Swakara | | Marmotte naturelle 9250F |
| pleine peau depuis | 6750F | |

| COLLECTION VISON | | |
|------------------|--------|---------------------------|
| MANTEAUX | | |
| Vison Tourmaline | 16250F | Vison Dark allongé 17250F |
| Vison Pastel | 16850F | Vison Lunaraine 36750F |

| VESTES | | |
|-------------------|-------|-----------------------|
| Lapin | 1250F | Loup 3850F |
| Agneau de Toscane | 1950F | Marmotte 3900F |
| Renard bleu | 3750F | Astrakan marron 4350F |
| Ragondin | 3850F | |



Service après-vente
Les plus larges facilités de paiement

Reprise en compte de vos fourrures
actuelles au plus haut cours

115, 117, 119, r. La Fayette 100, Av. Paul Doumer
PARIS 10^e PARIS 16^e

PRES GARE du NORD ANGLE RUE de la POMPE

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H. A 19H
SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE

Le Monde

société

LA LUTTE CONTRE LE RACISME

La C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN refusent de participer aux réunions prévues dans les préfectures

Sur instruction du chef de l'Etat, des réunions sur la sécurité et la lutte contre le racisme devaient avoir lieu, ce vendredi 10 octobre, dans chaque préfecture de France. Toutes les organisations invitées n'y participeront pas. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.) a demandé à ses délégués d'y assister tout en regrettant que les immigrés n'y soient pas conviés. En revanche, la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN refusent de participer à ce que la première appelle des « parloirs » et considère comme une « opération politicienne », une « tentative de diversion et d'étouffement des lourdes responsabilités qui incombent au gouvernement ». La C.F.D.T., elle, estime que « ce n'est pas par un acte, voulu spectaculaire, que l'on peut réparer les drames qui ont été la conséquence de la politique menée ni conjurer l'avenir ». La FEN refuse « toute participation aux réunions convoquées par les préfets, car (...) elles constituent une volonté de récupération politique ».

APRÈS LA DÉCLARATION DU CHEF DE L'ÉTAT

Le MRAP regrette que les immigrés ne soient pas invités aux rencontres avec les préfets

Après la déclaration du chef de l'Etat au conseil des ministres du 8 octobre, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples déclare : « Les comités locaux du MRAP participeront aux rencontres avec les préfets annoncées par le président de la République pour ce vendredi 10 octobre. Le MRAP souligne à cette occasion la profonde déception que provoque la décision avec toutes les victimes du racisme dont il a été le catalyseur à Paris lors de la manifestation du 7 octobre et tout au long de la semaine dernière. Nombreuses autres villes à travers la France. Il regrette que la population immigrée ne soit pas invitée à se faire représenter par ses institutions et ses associations dans les débats qui auront lieu et demande que des mesures de sécurité soient également prévues en sa faveur, car elle est depuis de nombreuses années l'objet d'agressions meurtrières, de me-

naces et de campagnes de haine de la part de mêmes groupes qui s'en prennent aux juifs et à leurs institutions. « Pour indiquer qu'elle soit, la sécurité passe par la prise en compte de tous les problèmes. Soutenu par l'opinion publique, le MRAP demande des mesures enfin efficaces pour le démantèlement de tous les groupes racistes qui violent les lois de la République et qui incitent à la violence. Il demande l'application systématique et rigoureuse de la loi contre le racisme. « Le MRAP ne porte pas un jugement globalement négatif sur la police, mais souhaite que toutes la lumière soit faite sur les conditions dans lesquelles des éléments racistes ont pu être admis et sur les causes de l'impunité persistante des néo-nazis. Il se prononce à cet effet pour la constitution d'une commission d'enquête parlementaire. »

LE GRAND RABBIN DE PARIS REGRETTE QUE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE N'AIT PAS « CONDAMNÉ EXPLICITEMENT L'ANTISÉMITISME »

M. Alain Goldmann, grand rabbin de Paris, a estimé que la déclaration faite par le président de la République, en conseil des ministres, à propos de l'attentat de la rue Copernic, venait « un peu tard ». Il a notamment regretté qu'il n'y ait pas eu plus tôt « un signe en direction de la communauté juive ». Le grand rabbin de Paris a aussi souligné que le chef de l'Etat n'avait fait aucune mention de l'antisémitisme et que « par conséquent, il ne l'avait pas condamné explicitement ». Enfin, M. Goldmann s'interroge sur la formule : l'attentat a fait « quatre morts dont trois passants », soulignant que la victime israélienne ne peut être mise à part : elle aussi passait dans la rue et ne se rendait nullement à la synagogue.

LES OBSEQUES DE PHILIPPE BOUSSOU

Dernière le cercueil qui entre à Saint-Ferdinand des Terres, un homme vêtu de gris porte une photographie. Ce visage aux traits réguliers sous des cheveux bruns, qui sourit imperceptiblement dans son cadre, c'était celui du jeune Philippe Boussou, fondroyé au guidon de sa moto, mort sans avoir eu le temps de passer la rue Copernic.

Sur le parvis de l'église, on a rangé les couronnes que le chœur ne pouvait contenir. « La direction est à l'église de la rue Copernic », « Les commerçants du quartier », « L'école Saint-Lambert », « La L.I.C.R.A. », « Les amis de Neuilly », « L'Union libérale israélite de France », et bien d'autres, ont tenu à rendre hommage à l'innocence. A l'entrée, d'autres fleurs encore : « Le président de la République », « le maire de Paris ». Au premier rang de l'assistance — l'église est à moitié pleine — MM. Jacques Chirac, Jacques Barrot, ministre de la santé, Pierre Sonveillé, préfet de police, Lucien Lantier, préfet de région, Alain de Rothschild, président du CRIF, le rabbin Williams, Jean-Pierre Bloch, député du dix-huitième arrondissement. Le cardinal Marty, archevêque de Paris, dira après avoir bûché le corps, quelques mots de réconfort aux parents du jeune homme. Mais le Père Jacques Perrier, curé de la paroisse a déjà tout dit : « Philippe vit puissamment pour nous à travers tous les actes, autour de sa tombe, Philippe vit d'autant plus fort que sa mort est absurde. Il avait vingt-deux ans. » — J.-M. D.-S.

La manifestation d'Orléans : présence. Lors de la manifestation contre le racisme, mardi 7 octobre, à Orléans (le Monde du 9 octobre), la FEN, dont il n'a pas été fait mention, était présente.

UNE CÉRÉMONIE ŒCUMÉNIQUE AURA LIEU LUNDI À PARIS

« Les Eglises catholique, protestante et orthodoxe appellent les chrétiens à se réunir pour une assemblée de prières et de témoignages, en union avec leurs frères juifs, contre le terrorisme et toute forme de discrimination dans notre société, le lundi 13 octobre, à 19 heures, à l'église Saint-Nicolas-des-Champs », dans le troisième arrondissement de Paris, annonce un communiqué signé par Mgr Pélissier, évêque auxiliaire de Paris et membre du comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme, le Père Dupuy, secrétaire du comité pour les relations avec le judaïsme, et M. Méliot, métropolitain de l'Eglise orthodoxe grecque en France, en exarque du patriarcat œcuménique pour l'Europe occidentale, et le pasteur Daniel Alger, de la paroisse réformée de l'Annonciation. Cette cérémonie œcuménique sera présidée par le cardinal Francis Monnier, archevêque de Paris, le pasteur Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France et Mgr Méliot.

M. BLANC (P.R.) : nous ne laisserons pas déstabiliser l'Etat.

M. Jacques Blanc, secrétaire général du P.R., a évoqué, jeudi 9 octobre, au cours d'une conférence de presse, l'attentat de la rue Copernic. M. Blanc a notamment déclaré : « J'ai tenu des samedi à manifester avec la réserve que commande la plus élémentaire dignité en de pareilles circonstances la solidarité avec la communauté juive française et avec tous nos concitoyens tous dans leur chair ou dans leur âme en allant me recueillir à la synagogue (...). J'ai demandé, dès hier, à nos présidents et secrétaires de circonstances de communiquer les responsabilités des communautés juives locales (...). Je dis avec la plus grande fermeté que nous ne laisserons à personne la possibilité de déstabiliser l'Etat français ni de saper l'unité nationale. »

Un communiqué du bureau populaire libyen à Paris. — Pour répondre à « certaines accusations sans fondement », formulées à l'encontre de la Libye après l'attentat de la rue Copernic, le bureau populaire libyen (ambassade) libyen à Paris affirme, dans un communiqué, que « le peuple libyen, respectueux de toutes les religions et de tous les peuples, s'oppose naturellement au fascisme, au nazisme et au racisme sous toutes ses formes, y compris le sionisme. Il est inadmissible que certains milieux dans les pays occidentaux, incapables de résoudre leurs problèmes, tentent de les exporter en cherchant des boucs émissaires à l'étranger. »

En revanche, la FEN demande à ses adhérents de « répondre à l'invitation des recteurs - auxquels le ministre de l'éducation avait demandé d'organiser des cours - sur le caractère pluraliste, tolérant et fraternel de la société française ». La FEN rappelle que, dès le lendemain de l'attentat de la rue Copernic, elle avait appelé ses adhérents à prendre de telles initiatives. Ces cours ne sont certainement pas inutiles si on en juge par les résultats d'un sondage d'opinion réalisé pour « l'Express » par l'institut Louis-Harris. Cinquante-cinq pour cent des Français estiment que l'antisémitisme est « très répandu » (13 %) en France, ou « assez répandu » (42 %). Le même sondage indique que 44 % des Français (contre 37 %) jugent que le chef de l'Etat aurait dû se rendre rue Copernic pour la cérémonie organisée au lendemain de l'attentat. Enfin, si 58 % des personnes interrogées ne pensent pas que le ministre de l'Intérieur devrait démissionner, 57 % jugent que la police « n'a pas fait tout ce qu'il fallait faire » dans la lutte contre les néo-nazis.

L'Organisation sioniste mondiale envisage de nommer un nouveau délégué à Paris

De notre correspondant

Jérusalem. — La direction de l'Organisation sioniste mondiale à Jérusalem a décidé, selon une information diffusée le 9 octobre par la télévision israélienne, d'envoyer un nouveau délégué à Paris auprès de la communauté juive de France, après les récents attentats antisémites. Ce sont ces derniers événements et les réactions qu'ils ont provoquées qui auraient amené l'organisation à modifier sa position. Auparavant, certains dirigeants de l'organisation hésitaient ou semblaient peu enclins à renouveler l'expérience

tentée par le précédent délégué, M. Primor, en raison des remous causés au sein de la communauté juive par l'action de ce dernier (le Monde du 4 septembre). M. Primor doit rentrer en Israël après avoir été nommé au ministère des affaires étrangères. D'autre part, l'un des responsables de l'Agence juive à Jérusalem a préparé un plan pour la création de nouveaux points de rencontre qui pourraient accueillir près de trois mille familles juives venues de France. — F.C.

M. FLATTO SHARON RENONCE A SON PROJET D'ENVOYER DES « MILICES » EN FRANCE

Le gouvernement israélien, décidé d'opposer à l'initiative de M. Samuel Flatto-Sharon, député à la Knesset, qui a relancé son projet d'envoyer des « volontaires » en France pour « assurer l'auto-défense de la communauté juive » (le Monde du 12 septembre), semble avoir obtenu gain de cause. On a appris, en effet, le 10 octobre, en fin de matinée, que M. Flatto-Sharon avait pris la résolution de « suspendre momentanément » à l'envoi en France de « milices privées » à la suite, selon un communiqué transmis par ses soins à l'A.F.E., « de la déclaration du gouvernement israélien jugeant à l'égale de cette initiative ». M. Flatto-Sharon a cependant tenu à préciser, dans ce même communiqué, que « cette initiative n'était pas contraire à la politique générale du gouvernement, puisque le premier ministre, M. Menachem Begin, lui-même a déclaré qu'il était ouvert à toutes les formes de coopération de la défense et la protection des juifs de la Diaspora soient assurées. »

Après des contacts avec des personnalités politiques et des

ministres, qui ont assuré à M. Flatto-Sharon « que les autorités israéliennes avaient fait et feraient le nécessaire pour protéger les juifs de France », le député a donc décidé de renoncer à son projet.

Le grand rabbin de France, M. Jacob Kaplan, avait énergiquement condamné l'initiative du député israélien, de même que le Conseil représentatif des institutions juives de France (C.R.I.J.). Le Renouveau juif avait, pour sa part, estimé :

« Ces déclarations manquent de la mesure d'humanité, car il n'est pas possible de sortir d'armes de l'Etat d'Israël. Flatto-Sharon est notoirement connu comme un escroc en recherche permanente de publicité tapageuse pour essayer de se protéger d'une extradition en apparence comme le nouveau sauveur du peuple juif. Le Renouveau juif condamne de toutes ses forces toute initiative d'envoi de mercenaires israéliens en France, dont la communauté juive de France n'a pas besoin et ne veut pas. »

L'émotion bouscule la tradition au lycée Jules-Ferry

L'émotion bouscule la tradition. Mme Cot-Robert vient d'en faire l'expérience. Directrice du lycée Jules-Ferry, établissement privé, elle a refusé de recevoir dans son établissement un groupe d'élèves, des directeurs pour lui certifier que, de ce tract, ils sont bien les auteurs.

Curieuse tempête. Curieuse tempête : le drame de la rue Copernic paraît bien explosé... Mme Cot-Robert explique sa prudence. « Vous savez, dit-elle, quand on a un tiers de juifs comme élèves et qu'on a eu, lundi, une alerte à la bombe, on a le droit d'être inquiet. J'ai vu tout. Je propose une enquête d'urgence. »

De toute manière, les héraldiques des premiers jours sont aujourd'hui oubliées. Le président de la République n'ont pas parlé ? L'antisémitisme est officiellement à l'ordre du jour. Et lundi 13 octobre, Mme la directrice organise une réunion d'information sur ce thème, ouverte à tous les enseignants comme élèves. Elle n'en restera pas moins convalescente, que dans ces périodes de crise et d'émotion, les enfants ont le droit d'être un peu en dehors des problèmes des adultes. — EDWY PLENEL.

ÉDUCATION

De nouvelles habilitations de diplômes nationaux sont accordées par le ministère des universités

A la suite de leur rencontre, le 18 septembre, avec le premier ministre, les représentants des présidents d'université ont obtenu le rétablissement de quelques habilitations supprimées — ou non accordées — par le ministre des universités au mois de juillet dernier (« le Monde » du 20 septembre). M. Raymond Barre avait, au cours de cet entretien, officiellement annoncé que vingt-deux habilitations supplémentaires avaient été accordées en deuxième cycle et trente-neuf en troisième cycle, ainsi que onze diplômes d'études supérieures spécialisées (D.E.S.S.). Dans la semaine qui a suivi cette annonce, il semble que des « tractions », selon un président d'université, ont continué entre des responsables d'établissement et la direction des enseignements supérieurs pour aboutir à un réajustement.

C'est ainsi que, dans le Bulletin officiel de l'éducation nationale du 25 septembre, qui donne les tableaux des habilitations à délivrer des diplômes nationaux (complément au B.O. du 24 juillet n° 29 bis), on note le nom de vingt-quatre établissements habilités en 1980 à délivrer des licences, cinquante et un des diplômes d'études approfondies et douze des D.E.S.S.

Cette liste est-elle définitive ? Des présidents d'université se le demandent, car ils n'ont toujours pas reçu d'arrêté officiel de la part du ministère. Ces mêmes présidents s'étonnent de ne pas avoir eu communication des raisons qui ont motivé le refus d'habilitation des diplômes qu'ils avaient proposés. Ils rappellent à ce sujet les phrases que M. Barre a prononcées le 18 septembre : « Un certain nombre d'habilitations ont été refusées. Le directeur des enseignements supérieurs écrit à chacun d'entre vous les raisons de ces refus. »

Pour certains présidents le retard apporté par le ministère des universités pourrait signifier que « tout n'est pas encore joué ». Poursuivant les démarches et les rencontres officielles « au plus haut niveau », ces présidents cherchent encore à obtenir, qui le rétablissement d'une licence, qui l'octroi d'un D.E.A. La longue histoire des renouvellements

d'habilitations, commencée au début du mois de juillet, n'est donc peut-être pas encore terminée. Mais la rentrée universitaire, qui commence ces jours-ci en province et à Paris, devrait marquer la fin de ces incertitudes. — S.B.

Le Monde daté 29 septembre a publié la liste supplémentaire des diplômes d'études approfondies (D.E.A.) habilités depuis le 24 juillet, date de la parution du Bulletin officiel qui contenait la liste initiale des habilitations accordées. Depuis cette publication, douze nouveaux D.E.A. ont été accordés. Il s'agit de :

- Paris-VI : chimie minérale ;
- Nancy-I : nutrition ;
- Paris-VII : littérature française et comparée ;
- Paris-VIII : études hébraïques ;
- Paris-III : services de l'interprétation et de la traduction ;
- Ecole des hautes études en sciences sociales : psychologie, ethnologie ;
- Nice : Histoire des institutions ;
- Nice : droit international ;
- Nantes : droit public ;
- Paris-IX : économie de la production.

Deux syndicats du second degré dressent un bilan pessimiste de la rentrée scolaire

Au lendemain des grèves échevonnées dans les académies du 18 septembre au 7 octobre, à l'appel de six syndicats enseignants (1), le Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.) a dressé, mercredi 8 octobre, d'une conférence de presse, le bilan de la rentrée scolaire. « Le second degré est l'objet d'une véritable interdiction », déclare son secrétaire général, M. Etienne Camy-Feyret. Le positionnement lui interdit d'exercer sa mission de préparation des lycéens — et tous les jeunes devraient être lycéens — à leur vie d'hommes, de travailleurs, de citoyens. »

(...) la généralisation des enseignements non assurés, la réduction d'heures de cours moyen 3e année, les sorties courtes du système scolaire en fin de classe de 5e, l'accroissement du nombre des redoublements (...) et la vétusté des locaux. »

Les discussions sur la formation des maîtres au point mort

Le S.N.E.S. estime qu'en cette rentrée la situation s'est aggravée dans plusieurs domaines : l'emploi, les conditions de travail, la formation des maîtres, les rémunérations et la qualité de l'enseignement. Au 2 octobre, affirme le syndicat, sur 30 000 maîtres auxiliaires en fonction en 1979-1980 et demandeurs d'emploi, 10 000 étaient toujours en attente. Le nombre de classes à effectifs élevés augmente, selon ce syndicat, particulièrement dans les lycées où 69,2 % des classes ont plus de trente élèves.

Le syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.) a lui aussi fait mercredi un bilan de la rentrée. Pour ce qui concerne l'action revendicative, le S.N.E.T.P.-C.G.T. estime que le S.N.E.S. a « fait les premiers pas » et contribue à démobiliser les syndicats de la FEN lors des grèves de rentrée. « On a trop cru que la dynamique unitaire suffisait à tout », a constaté M. Gérard Montant, secrétaire général du S.N.E.T.P.-C.G.T., qui se déclare néanmoins prêt à continuer l'action au sein du « front du second degré ».

Le S.N.E.T.P.-C.G.T. a d'autre part renouvelé son opposition à l'alternance (les stages d'élèves en entreprise) qui aboutit à mettre l'école et l'entreprise sur le même plan.

(1) Syndicat national des enseignants du second degré (S.N.E.S.-FEN), Syndicat national de l'éducation publique (S.N.E.P.-FEN), Syndicat national de l'éducation nationale (S.N.E.N.-F.F.S.V.), Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.), Syndicat national des collèges (S.N.C.), Syndicat général des personnels de l'éducation nationale (S.G.P.E.N.-C.G.T.).

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir













assistant-réalisateur script-girl monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e année.)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)





CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

La Hi-Fi en choix majeur au prix Darty.

Quelques-unes de nos variations sur les chaînes composées.

| | | | |
|--|---|---|---|
|  <p>PIONEER AKAI DYNAMIC SPEAKER</p> <p>Ampl. PIONEER SA 408 2 x 20 Watts Platine tourne-disque AKAI AP 10 manuelle, entièrement par courroie - avec cellule Enceintes DYNAMIC SPEAKER DS 30 2 voies 30 Watts</p> <p>1460 F</p> |  <p>KENWOOD AKAI SAFARI</p> <p>Ampl. KENWOOD KA 2010 1.20 Watts 8 grammes Platine tourne-disque AKAI AP 20 E semi-automatique avec cellule Enceintes SIARE SX 30 2 voies 30 Watts</p> <p>2030 F</p> |  <p>AKAI Technics WHARFEDALE</p> <p>Ampl. AKAI AMU 01 2 x 20 Watts Platine AKAI K7 métal CSM 01 Platine tourne-disque TECHNICS SL 82 semi-automatique avec cellule Enceintes WHARFEDALE Danton XP 2 2 voies 25 Watts</p> <p>2430 F</p> |  <p>PIONEER PIONEER PIONEER PIONEER PIONEER</p> <p>Ampl. PIONEER SA 408 20 Watts Tuner PIONEER 3 gammes TX 408 L Platine PIONEER K7 métal CFS 505 Platine tourne-disque PIONEER PL 512 X semi-automatique avec cellule Enceintes PIONEER CS 333 2 voies 15 Watts Meuble PIONEER CS 302</p> <p>2890 F</p> |
|  <p>Technics INKEL WHARFEDALE</p> <p>Ampl. TECHNICS SUZ 125 Watts Tuner TECHNICS STZ 11.3 gammes Platine INKEL B 2000 semi-automatique avec cellule Platine TECHNICS K7 ISM 5 métal Enceintes WHARFEDALE Danton XP 2 2 voies 25 Watts</p> <p>3390 F</p> |  <p>SCOTT SCOTT SCOTT</p> <p>Ampl. SCOTT 410 1.30 Watts Tuner SCOTT 510 TL 3 gammes Platine SCOTT K7 410 D avec dolly Platine SCOTT tourne-disque PS 18 semi-automatique avec cellule Enceintes SCOTT S 2 2 voies 40 Watts Meuble SCOTT 78 502</p> <p>3990 F</p> |  <p>KENWOOD PIONEER KENWOOD KENWOOD KENWOOD</p> <p>Ampl. KENWOOD KA 305 40 Watts Tuner KENWOOD KT 400 2 gammes Platine KENWOOD K7 10X 400 avec dolly Platine PIONEER tourne-disque PL 200 X semi-automatique avec cellule Enceintes KENWOOD LK 200 B 2 voies 40 Watts</p> <p>4550 F</p> |  <p>MARANTZ GARRARD Technics MARANTZ MARANTZ MARANTZ</p> <p>Ampl. MARANTZ PM 400 35 Watts Tuner MARANTZ ST 300 L 3 gammes Platine MARANTZ K7 SD 3000 Platine GARRARD tourne-disque GT 35 P semi-automatique avec cellule Enceintes TECHNICS SB 3050 2 voies 80 Watts</p> <p>4830 F</p> |
|  <p>BRAUN MARANTZ Martin</p> <p>Ampl. BRAUN A 301 36 Watts Tuner BRAUN T 301 8 gammes préamplification Platine BRAUN K7 C 301 III Platine MARANTZ tourne-disque TT 4000 CT semi-automatique avec cellule Enceintes MARTIN Gama 206 2 voies 40 Watts</p> <p>5600 F</p> |  <p>NEC ELIPSON NEC NEC NEC</p> <p>Ampl. NEC AUA 7300 45 Watts Tuner NEC AUT 7300 8 gammes Platine NEC C 17 AUK 6500 métal Platine NEC-UP 4108 semi-automatique avec cellule Enceintes ELIPSON 5050 2 voies 50 Watts</p> <p>6840 F</p> |  <p>Technics SAFARI SHURE Technics Technics Technics</p> <p>Ampl. TECHNICS SUN 4 35 Watts Tuner TECHNICS STB 11.3 gammes Platine TECHNICS tourne-disque SUQ 2 semi-automatique avec cellule Platine TECHNICS K7 ISM 14 métal Enceintes SIARE DX 200 3 voies 60 Watts Cellule SHURE M 95 HE Meuble EUREX Colypso</p> <p>7465 F</p> |  <p>MITSUBISHI DYNAMIC SPEAKER MITSUBISHI MITSUBISHI MITSUBISHI MITSUBISHI</p> <p>Ampl. MITSUBISHI DAF 630 35 Watts Tuner MITSUBISHI DAF 630 E 3 gammes Platine MITSUBISHI K7 métal DY 530 Platine MITSUBISHI tourne-disque DY 5 vertical Enceintes DYNAMIC SPEAKER DS 40 3 voies 60 Watts Meuble MITSUBISHI DS 5 V</p> <p>8970 F</p> |

Quelques-unes de nos variations sur les microchaînes.

| | | | |
|--|---|--|---|
|  <p>otaki otaki otaki otaki otaki</p> <p>Chaîne OTAKI M 150 Ampl. OTAKI 8 x 22 Watts Tuner OTAKI 8 gammes Platine OTAKI K7 Enceintes OTAKI 2 voies 30 Watts</p> <p>2850 F</p> |  <p>HITACHI HITACHI HITACHI HITACHI HITACHI</p> <p>HITACHI HA M2/FT 1000 25 Watts - Tuner 3 gammes Platine HITACHI K7 DM 2 Enceintes HITACHI HS M 2 - 2 voies 30 Watts</p> <p>3850 F</p> |  <p>AIWA AIWA AIWA AIWA AIWA</p> <p>Ampl. AIWA SAP 22 30 Watts Pré-ampl. AIWA SAC 22 Tuner AIWA SR 22 2 gammes Enceintes AIWA SCE 11 25 Watts</p> <p>3550 F</p> |  <p>TOSHIBA HITACHI TOSHIBA TOSHIBA TOSHIBA</p> <p>Ampl. TOSHIBA A 40 2 x 20 Watts Tuner TOSHIBA T 10 2 gammes Platine TOSHIBA K7 C10 Enceintes HITACHI HSM 2 2 voies 30 Watts</p> <p>4980 F</p> |
|--|---|--|---|

PARIS
Darty-sous-la-Madeleine
11°: 25 et 35, boulevard de Belleville
13°: Centre Commercial Galaxie - Niveau 1 - Place d'Italie
14°: Centre Commercial Galaxie-Montparnasse
80, avenue du Montparnasse
15°: Front de Seine, Centre Commercial Beaugrenelle
71, quai de Grenelle
16°: 128, avenue de Saint-Ouen

Tél.: 265.84.71
Tél.: 357.72.10
Tél.: 357.72.10
Tél.: 357.72.10
Tél.: 575.62.85
Tél.: 229.02.41

MINIUM PARISIENNE
78: Orgeval: Centre Commercial "Nuit de Vivre"
Sortie Poissy-Autoroute de l'Ouest
78: Paris 11: Centre Commercial Paris 2 (Le Chesnay)
91: Les Ulis 2: Centre Régional Les Ulis 2, Bures-sur-Yvette
91: Morsang-sur-Orge: Autoroute du Sud, Sortie Savigny
Direction Sainte-Geneviève-des-Bois, Route de Corbeil
92: Asnières: Carrefour des 4-Routes
384, avenue d'Argenteuil, RN 309
92: Châtillon: 151, avenue Marcel-Cochin, RN 306
92: Boulogne: Pont de Sèvres, 122, avenue du Goh-Lederc
92: Puteaux: Parvis de la Défense, A côté du CNIT
Sortie 6
93: Bagnollet: Porte de Bagnollet, Au pied du Novotel
93: Bondy: 123-155, avenue Gallieni, RN 3
93: Aubervilliers: Centre Parifér. Porte de la Villette
6 bis, rue Emile-Reynaud
93: Noisy-le-Grand: Centre Commercial "Les Arcades"
93: Plessis-Francis: 102-114, avenue Lénine, RN 1
94: Champigny: 10-12, av. Roger-Salengro, La Fourchette
RN 4
94: Créteil: Centre Régional "Créteil Soleil"
94: Thiais-Rungis: Centre Régional "Belle Epine", RN 7
95: Cergy-Pontoise: Centre Régional "3-Fontaines"

Tél.: 975.79.00
Tél.: 955.25.26
Tél.: 975.79.00
Tél.: 975.79.00
Tél.: 790.45.46
Tél.: 656.87.00
Tél.: 604.02.71
Tél.: 773.82.10
Tél.: 858.91.16
Tél.: 847.20.00
Tél.: 834.07.29
Tél.: 304.98.10
Tél.: 826.21.28
Tél.: 283.52.53
Tél.: 898.14.12
Tél.: 687.34.64
Tél.: 030.44.63

OISE
60: Beauvais: Centre Commercial "Le Franc-Marché"
2 et 4, place du Franc-Marché
60: Centre Commercial de Crail-Nogent
10, avenue de l'Europe

Tél.: 16-4-455.41.86

MARNE
51: Reims: Reims-Tingues: Zone Artisanale du Moulin-de-l'Écuille
Route de Dormans

Tél.: 15-08-08-08-08

Ces prix sont valables jusqu'au 23 octobre 1980 dans les magasins Darty de Paris, région parisienne, Oise et Marne.



par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

Les volontaires français ont participé au travail des groupes de secours en prêtant à de longues heures leur bras et leur savoir-fabriques : soins de peau aux blessés, transfusions préventives de sang et de plasma sanguin avec injection du globuline contre les infections, vaccins antitoxiques, etc.

Ils ont également bénéficié, ils ont lancé en France, puis en 1972 dans le Monde la production de Danstet. Par familles entières, ils ont travaillé plusieurs heures par semaine, ont pu organiser des interventions que nécessitent la mise au point de la pénicilline du groupe A.I.A. Certains de ces volontaires ont même été envoyés aux Etats-Unis pour des expériences complémentaires.

Au moment où le travail est devenu un prix d'achat convenant d'y consacrer cinq ans de l'enjeu scientifique, il faut se pencher pour l'avenir de l'entreprise.

JOURS
DE
FRANCE



PARTICIPATION DU PERSONNEL AU CAPITAL DES ENTREPRISES

Le président de la République et son gouvernement ont proposé au Parlement le vote d'une loi attribuant au personnel des sociétés des actions représentant 3 % du capital de ces sociétés.

Dès maintenant, une large majorité s'est dégagée en faveur de ce projet de loi.

Cependant, certains parlementaires ont suggéré que ces actions pourraient rester bloquées pendant trois ans afin que leurs propriétaires n'aient pas le droit de les vendre.

J'ai connu un enfant qui, pour sa première communion, avait reçu une montre en or. Il la regardait avec admiration, quand son père la lui prit et lui dit : « Cette montre est bien à toi, mais tu ne l'auras qu'à ta majorité. »

On ne va tout de même pas traiter comme des enfants les cadres, les ingénieurs, les techniciens et les ouvriers qui sont responsables des techniques de pointe dont s'honore la France et qui lui sont enviées par l'étranger.

Et puis, un jour l'ouvrier actionnaire venait à vendre ses actions, soit à l'occasion du mariage de sa fille, soit pour effectuer le premier versement de l'achat d'un appartement ou d'une maison, quel mal y aurait-il ?

C'est ce qu'ont toujours fait les actionnaires capitalistes qui ont acheté des actions ou qui les ont reçues au moment d'une attribution d'actions gratuites.

D'autres parlementaires ont dit : c'est un cadeau.

Cependant, les gaullistes se rappellent que le général de Gaulle avait préconisé l'association capital-travail, ce qui voulait dire qu'une fois les salaires et les intérêts du capital payés, on devait partager le bénéfice par moitié, et le bénéfice ce n'était pas seulement le dividende mais également les réserves qui un jour devaient être transformées en augmentation de capital ; les actions en résultant étant réparties par moitié entre le capital et le personnel.

S'il est vrai que des générations et des générations d'actionnaires se sont succédé pour fournir aux entreprises les capitaux qui leur étaient nécessaires, des générations et des générations d'ouvriers ont œuvré pour la prospérité de ces entreprises.

Il ne s'agit donc pas d'un cadeau mais du remboursement d'une dette.

Ce jour-là, dans les profondeurs de la nation, on dira : « Cette fois-ci, nos représentants au Parlement ont voté une loi juste et bonne. »

Marcel Dassault
député de l'Oise

Faits et jugements

Le brigadier Marchaillon sera jugé aux assises pour homicide volontaire

de Ramatuelle. La chambre criminelle ■ la Cour ■ cassation, présidée par M. Pierre Mongin, statuant sur le rapport de M. Alain Jegou, conseiller, a, en effet, rejeté, jeudi 9 octobre, le pourvoi que M. Tournet ■ formé contre l'arrêt de la chambre d'accusation de ■ cour d'appel de Caen du ■ juillet dernier le renvoyant devant ■ assises ■ la Manche.

■ chose courants, s'est-elle
écrié : ■ n'engendrant jamais ■
poursuites. ■ que ■ arrive,
il a ■ affaire ■ ■ volonté
d'atteindre un ministre en exercice.
L'opportunité ■ poursuites est-elle

général, qui a requis le rejet du
pouvoir, il n'est qu'aucun
n'édicte la prohibition de ce procédé
d'investigation qu'il a dom-
pne la justice a prive de ce
moment où de l'impunité.

L'avocat a parlé plus spécialement de la donation d'un terrain de 100 mètres carrés consentie par M. Tournet à Frédéric Boulin, dans le couvert de la commune de Holtour, dont il est propriétaire de 500 actions, et qui se situe dans la forêt d'une commune le 15 juillet 1974 en l'étude de M^{re} Bruno Long, à Grimaud, actuellement publiées.

[illegible]

...simulation, qui n'a paru
...pour personne
cours de la Cour de
...la Cour de
...saurait, M^{re} Lyon-
Caen, constituer une
pénale génératrice d'un préjudice
pour qui ce soit.

CORRESPONDANCE

J'ai même un ami. En fait, c'est
 un ami qui me permet d'expliquer que la
 procédure n'est pas employée et que
 l'absence de compromettre les condi-
 tions d'exercice des droits de la
 personne. Ainsi, si on veut que l'État
 ait le contrôle de la procédure pénale,
 on ne peut pas juger d'instruction ni pro-
 duire de la preuve d'information.
 Jugée par lui-même, la procédure
 est la seule à la vérité, la seule
 qui n'a aucun principe de la loi ni aucun
 disposition légale n'ont pas de

L'AFFAIRE DU SIRP

Une lettre de M. Jean Lobry

M. Jean Lobry, ancien directeur du Service économique et financier des relations publiques (SERP), filiale de la Caisse d'épargne et de crédit, a été nommé directeur des dépôts et consignations de la Caisse d'épargne de Paris le 1^{er} octobre 1981. M. Edouard Michal, juge d'instruction à Paris, a été nommé directeur des dépôts et consignations de la Caisse d'épargne de Paris le 1^{er} octobre 1981. M. Edouard Michal, juge d'instruction à Paris, a été nommé directeur des dépôts et consignations de la Caisse d'épargne de Paris le 1^{er} octobre 1981.

■ M. Jean-Jacques Maille, ingénieur en construction civile, conseil de groupes immobiliers réalisant des opérations dans le sud-est de la France, nous prie de préciser qu'il n'a aucun lien de parenté avec M. Jean-Jacques Meaille, qui a été écroué à Paris le 10 octobre.

— Que je n'ai jamais commis de malversations qui sont imputées par votre justice, lequel se réfère à des éléments d'enquête où la police vous a fait apparaître un préjugement de culpabilité :
— Que l'instruction actuelle en cours démontrera qu'il n'en rien et que les conclusions portées contre moi ne sont pas fondées.

Le brigadier Marchaudon **M. Mody Konaté**
est expulsé

■ brigadier ■■■■ Marchandon.
■ ■■■■ d'hommeide volontaire après
avoir tué, le ■■■■ août 1971, un jeune
Algérien, Mustapha Boukhezer, après
une tentative de hold-up, maladroite
■ ■■■■ de poste de Cluses, dans le
bureau de poste de Cluses, comparaitra au
tribunal le ■■■■, devant la cour
des Hauts-de-Seine ■■■■ Nan-
terre, à moins qu'il ne ■■■■ pour-
rable en cassation. C'est ce que ■■■■ de
l'officier ■■■■ chambre d'accusation
la cour d'appel de ■■■■
■ ■■■■ Roger ■■■■ ■■■■ ■■■■
suspendu de ses fonctions avec main-
levée ■■■■ (le ■■■■ ■■■■
15 décembre 1977).

M. Mody Konaté ■ été expulsé

M. Mory Konaté, un Malien arrivé à vingt-neuf ans qui travailla depuis 1977 au magasin du Printemps, à Paris, a été expulsé le 4 octobre. Il désignait le samedi 4 octobre l'heure d'arrivée au bureau de l'expulsion. On lui a dit qu'il n'y avait pas de place car sa présence était de nature à troubler le public. Le 1^{er} septembre alors qu'il se rendait sur convocation au bureau de l'expulsion, il avait obtenu au permis de travail. Il avait comparu le lendemain devant le tribunal flégrant sa juridiction. Le 9 septembre que sa décision était rendue. Le 10 juin la décision est venue. On lui a dit que compte tenu de sa situation, il ne pouvait pas gagner l'estime et la confiance de ses collègues. « Le Monde » du 1^{er} janvier 1979 est paru le 12 septembre. On lui a dit qu'il était en liberté le 11 septembre 1979.

Interrogé le mercredi 8 mai par l'Assemblée nationale par le député de Seine-Saint-Denis (P.C.) M. Christian Bonnet, l'intérieur, n'a pu répondre en ce qui concerne M. Konaté, à l'exception qu'il y ait une confusion avec un autre M. Konaté, lui-même sous le coup d'un arrêté d'expulsion. M. Konaté, qui se trouve en France,

Après la découverte de dix-neuf toiles de maître durant le dernier week-end, dans un appartement de la principauté appartenant à un riche propriétaire anglais, Charles Clore, décédé l'an dernier (nos dernières éditions), M. Ronald Headfort, quarante-neuf ans, majordome du collectionneur défunt, a été inculpé vendredi 10 octobre par M. Borloz, juge d'instruction, et placé sous mandat d'arrêt.

Le ravisseur présumé de M. Maury-Larivière a été arrêté à Tours


M. Houdart avait déclaré aux enquêteurs avoir été surpris dans son sommeil par plusieurs individus qui l'auraient enfoncé dans les toilettes après l'avoir ligoté et bâillonné. Après plusieurs heures d'effort, il aurait pu se libérer partiellement et s'échapper jusqu'à l'alerte où les policiers devaient d'ailleurs le découvrir dans un état de prostration et de malaise.

Après avoir échappé à peu près à la justice, le 10 octobre, les policiers de la Sûreté qui l'avaient repéré à Courmoulois, ont pu l'arrêter, vingt-neuf jours après son enlèvement, à la prison de M. Michel Maury, Lariérier et du meurtre, le 10 octobre, à M. Christian Jégou, un n'importe quel d'Andilly (Val-d'Oise), et arrêté, le lendemain, 10 octobre, à Tours (Indre-et-Loire), les Inspecteurs de l'Office central de répression du banditisme de Versailles, qui étaient allés à leurs débuts à S.R.F.J., Tours et d'Arras.

La police recherchait M. H. vert depuis le jour même de la libération, le 11 juillet, du vice-président du C.N.P.F..

(1) Des Rendre, Pissarro, Mont
Pissarro, Sisley, Utrillo, Corot, [redacted]

L'ASSISTANCE AVIS: ELLE BAT SAINT CHRISTOPHE.



OPEL REKORD

**NOUS ESSAYONS
TOUJOURS
D'EN FAIRE PLUS.**

AVIS

MÉTIERS D'AUJOURD'HUI

Une hôtesse à bord de l'Ardèche

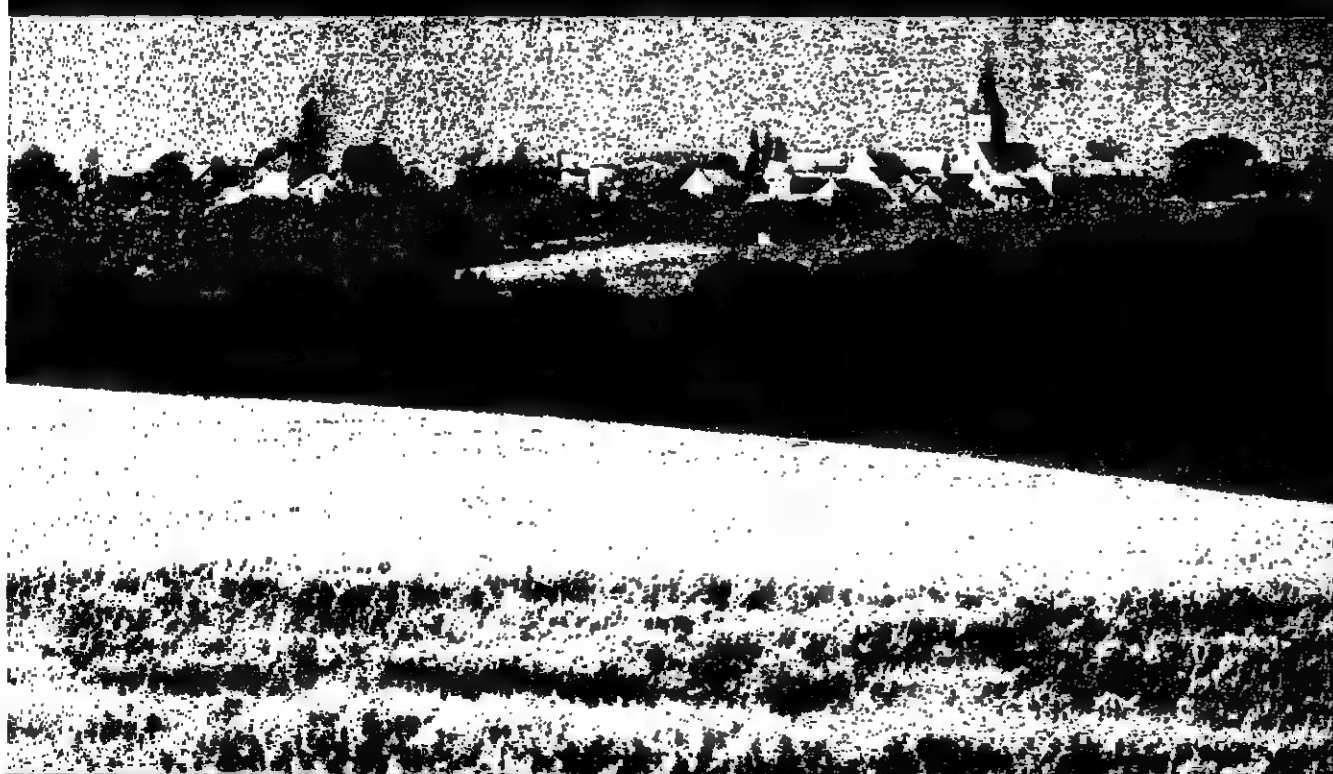
Sealink



C'est dans leurs régions qu'il faut juger nos maisons.

La maison Phénix n'existe pas. Il existe en revanche 300 variantes de maisons Phénix, régionales. Parce que nous sommes décentralisés en 15 exploitations, implantées dans chaque province, nos maisons sont conçues, construites et finies par des hommes attachés à leur pays. Résultat : nos chalets sont savoyards comme nos mas sont provençaux.

MAISON PHENIX



PHENIX : POUR QUE CHACUN AIT SA MAISON.

fonctions commerciales . fonctions commerciales

chef des ventes

180.000

Un Groupe français en plein développement cherche pour son activité "Maisons Individuelles" son chef des ventes pour la région Rhône-Alpes - France. Il participe à la politique commerciale, il est responsable de l'application.

Pour cela, il anime une équipe de (15/20 vendeurs), il recrute, forme etc. Il entretient toutes les relations régionales en respectant le budget annuel qu'il fixe. Il attendons un homme terrain, animateur confirmé, 32 - 40 ans ayant une expérience réussie dans un secteur de biens d'équipement par exemple. Formation commerciale supérieure ou comparable.

Adresser votre réponse en précisant la réf. 4217/M à Dominique Barré, Directeur : 29, Cours Vitton 69006 LYON.

sema selection

Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse

MUTUELLES UNIES

recherchant

ATTACHÉ (ÉE) COMMERCIAL (LE)

Jeune et dynamique, d'environ 25 ans, (sa) par les contacts humains. Ambiance libérale. Offrons : Une solide formation, un marché, des salaires sociaux, fixe, pourcentage mais. Adr. C.V. + photo à Paul JANY, 115, Albert-1^{er}, 92000 BOULOGNE-BILLANCOURT.

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

pour systèmes de traitement

enregistrement - systèmes d'acquisition

Candidats : Ingénieurs et Techniciens

Recrire à : M. P. LICHAT, 115, B.P. 520 - 92000 BOULOGNE-BILLANCOURT

qui travaillent

Futurs Cadres de Vente

GRUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS MULTINATIONAL

Nous disposons d'un réseau de vente important en France et dans le monde. Nous souhaitons actuellement renforcer les effectifs de nos agences sur le territoire national.

Vous avez acquis une formation commerciale supérieure type BTS, IUT ou ESC. Vous souhaitez faire une carrière commerciale. Vous êtes attaché à une région en particulier.

Vous connaissez l'anglais.

Nous offrons :

- une formation complète à nos produits et à nos méthodes,

- une rémunération de départ comprise entre 3 000 et 7 000 F mensuels x 13,

- une voiture de fonction,

- des possibilités de carrière.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence M 15 mentionner sur l'enveloppe) à notre Département « Industrie ».

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Danton - Paris Cedex 06

MEMBRE DESYNTEC

Nous sommes déjà dotés d'une des directions commerciales les plus importantes du secteur BATIMENT.

Notre croissance actuelle (+ 40 % en 80) et nos perspectives de développement nous conduisent à renforcer notre équipe dirigeante par un élément de valeur, en lui proposant le poste de

DIRECTEUR REGIONAL

(région SUD EST - Poste basé à LYON)

Ce poste conviendrait à un candidat :

- diplômé d'une grande école (HEC, ESSEC, Sup. de Co.)

- âgé d'environ 30 ans

- fortement motivé par l'exercice de responsabilités commerciales, d'encadrement, d'organisation et de gestion

- souhaitant une rémunération élevée et des perspectives réelles d'évolution mais qui soit prêt à justifier ses exigences

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et préparations sous la réf. 2382 à P. LICHAT S.A.

BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

RESPONSABLE EXPORT

MACHINISME AGRICOLE ET EQUIPEMENT

La Société (105 millions de C.A. H.T. 1979) ne) Machinisme agricole, recherche un RESPONSABLE EXPORT, parlant anglais, possédant une expérience d'exportation et de biens d'équipement dans les pays en voie de développement et une bonne formation technique de base.

Le candidat aura la totale responsabilité du développement de l'exportation. C'est un homme de terrain qui réalisera de nombreux déplacements.

Adresser C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

HASTINGS S.A. - GRENOBLE

Mobilier pédagogique et scolaire HEEA pour poursuivre le développement de sa gamme innovatrice dans les régions PARISIENNE - NORMANDIE - NORD - EST.

CADRES COMMERCIAUX

Stratégiste, vendeur, dynamique.

REMUNERATION :

- Salaire + primes + avantages justificatifs.

- Avantages sociaux.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Jeunes cadres technico-commerciaux

Nous sommes constructeur de convecteurs et chauffages électriques.

Nous recherchons, en plein développement, des technico-commerciaux pour leur confier la responsabilité des ventes sur les secteurs suivants : régions AUVERGNE, PROVENCE et TOURAINE.

Ils devront prospecter les installateurs et grossistes, assurer la promotion auprès des prescripteurs et fournir l'assistance technique nécessaire.

Vous avez une solide expérience du Secteur «BATIMENT», une expérience de la vente et surtout un tempérament de «GAGNEURS».

Nous vous offrons un fixe, une prime sur résultats, un 13^{me} mois. Tous frais remboursés. Les candidats seront convoqués à PARIS.

Frais de déplacement remboursés.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous la réf. 4217/M à

Publival 27, route des Gardes, 92190 MEUDON.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

Envoyer C.V. + photo à : FRANCE CADRES 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

POINT DE VUE

La Société Anonyme Française du Ferodo, et les Sociétés Cibiè, Marchal, Paris-Rhône, S.O.M.A., etc., ont donné naissance au premier équipementier français : Valeo.

AGRICULTURE

Ouverture à Moscou de la seconde Conférence internationale sur le commerce coopératif

Moscou. — La seconde conférence internationale sur le commerce coopératif s'est ouverte jeudi 9 octobre à Moscou. Elle est coprésidée par M. Goudkov, vice-président du Centro Soyuz (Union centrale des coopératives de consommation soviétiques), et par le Français M. Doumeng, l'initiateur de la première conférence tenue à New-York en novembre 1977. La conférence a pour

objectif d'intensifier les échanges agricoles entre les coopératives des différents continents en mettant surtout l'accent sur le développement. C'est une rencontre d'hommes d'affaires coopératifs organisée par le sous-comité économique du comité agricole de l'Alliance coopérative internationale, qui tient son congrès du 12 au 17 octobre.

«Business» et grands principes

De notre envoyé spécial

La conférence de New-York avait pour objectif au début des échanges agricoles d'être dix fois plus mesurable. À New-York, l'accent avait été mis sur le machinisme, marché essentiellement dévolu par Nord-Américains. M. Doumeng a présenté jeudi à Moscou son Tractocoop, premier tracteur coopératif, monté à petite quantité en France, mais qui assure-t-il, pourrait être en fonction de la production de plusieurs pays. Il s'agit d'un tracteur de 50 CV, carrossé à l'instar d'une camionnette. M. Doumeng a par ailleurs d'un bâtiment coopératif agricole où il a produit 35 à 50 % d'intérêt à la production de gamme réduite de tracteurs non sophistiqués.

parce que celui-ci représente que 17 % des échanges. Il y a des échanges de la dépréciation monétaire. Il s'agit pour la coopération d'assurer le relèvement des besoins élémentaires du monde, d'abord ceux des pays en développement. Sur la question donc, les multinationales qui entraînent le développement sont sous-développées. Elles ne peuvent pas représenter l'Egypte. L'objectif du commerce coopératif agricole qu'il présente est ambigu : s'agit-il d'approvisionner les multinationales du monde alimentaire pour la politique agricole ? Assurément, non, répondent les deux principaux rapporteurs, M. Doumeng et M. Goudkov. Ils proposent pour les pays en développement une double stratégie : d'une part, les équipements adaptés au terrain agricole, les techniques de production, et, d'autre part, les équipements plus lourds (stockage, frigorifiques, usines à viande, moulins) pour tenir compte des besoins grandissants des concentrations urbaines. Mais est-ce que le commerce coopératif

est plus tenté par le second type d'équipements, nettement plus porteurs de croissance ?

En concentrant l'offre alimentaire pour la distribuer le plus directement possible, le commerce coopératif a également pour objectif de sécréter les intermédiaires qui profitent aux producteurs et aux consommateurs. Mais en proposant la création d'un bureau de courtage aux coopératives, le représentant du commerce coopératif a montré qu'on ne pouvait exclure l'interlocution internationale.

La différence essentielle est-elle d'ordre politique, comme l'affirme M. Doumeng ? Que se passe-t-il aux mains des sociétés de personnes ? non de sociétés de capitaux à son importance. Toutefois, la disparité des oppositions des régimes au sein desquels se multiplient des modèles coopératifs, ne peut être de nature à empêcher une multinationale de coopération, les vertus humanistes qu'on attend d'une société de personnes.

Dans le cadre des businessmen coopératifs réunis à Moscou jusqu'au 11 octobre, échangeant cartes de visite et expérience, promettant de revoir pour conclure des marchés, on ne peut pas dire qu'il n'y ait pas de questions.

JACQUES

Des céréales américaines pour le Chili. — Les États-Unis et le Chili s'apprêtent à conclure un accord d'une durée de cinq ans prévoyant la livraison de 8 à 9 millions de tonnes de céréales américaines. Une délégation du département américain de l'Agriculture serait actuellement à Santiago pour conclure cet accord.

ÉTRANGER

Après la conclusion d'un compromis sur le sucre

Le Zimbabwe devient le soixantième pays membre de l'association C.E.E.-A.C.P.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les négociations entre la C.E.E. et le Zimbabwe sur l'accès de l'ancienne colonie britannique à la deuxième convention de Lomé sont terminées. Le gouvernement de M. Mugabe a informé, le 9 octobre, les représentants communautaires qu'il acceptait le projet d'accord élaboré, le 11 septembre, à Bruxelles, par les deux parties.

Le Zimbabwe, qui avait demandé l'ouverture de pourparlers le 11 avril, le jour de son indépendance, avait le même jour demandé l'adhésion à l'association liant la Communauté européenne à cinquante-neuf pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.). L'entrée en vigueur des dispositions de l'accord de Lomé II, qui doivent être ratifiées par les Parlements des Neuf, est prévue pour le début de 1981.

Seul restait, depuis plusieurs semaines, à mettre au point le régime à accorder aux pays africains du sucre.

Le marché européen. La France s'opposait à l'augmentation du contingent global de sucre (1,5 million de tonnes) offert à des conditions privilégiées (prix garanti proche de celui consenti aux producteurs des Neuf) aux A.C.P. exportateurs. Cependant, Salisbury demandait le bénéfice des avantages consentis aux autres pays africains.

Le compromis porte sur l'engagement de la Communauté d'acheter au Zimbabwe 100 000 tonnes de sucre à partir du 1er janvier 1982-1983. Toutefois, cette quantité ne viendra pas s'ajouter au volume souscrit par les Neuf à l'égard des A.C.P. Les autorités communautaires comptent sur la détermination de certains pays (Congo, Ouganda, Suriname notamment), incapables pour l'instant de respecter leurs engagements de livraisons, pour reporter les quantités disponibles au crédit du Zimbabwe. Sinon, la C.E.E. a l'intention — afin de ne pas de ne pas ne vienne pas peser sur le marché européen — d'affecter les quantités supplémentaires achetées au Zimbabwe aux programmes d'aide supplé-

mentaire en faveur des pays en développement.

Pour la première fois d'application de la convention (campagne sucrière 1981-1982), le Zimbabwe pourra bénéficier, seulement, d'un contingent de 100 000 tonnes. Les Neuf n'ont pas pris d'engagement à ce sujet, les quantités qui n'auraient pas été livrées au 31 juin 1981 aux autres fournisseurs.

Pour la partie, l'accord se présente d'une façon beaucoup plus claire. Le soixantième A.C.P. bénéficiera des avantages consentis à ses partenaires littoraux : accès à ses exportations (à l'exception de quelques produits agricoles) au marché communautaire; contingent de 8 100 tonnes, avec un plafond de 90 % des besoins d'importation pour les ventes de viande bovine; bénéfice du régime de stabilisation des produits agricoles (Stadex) et du système de financement du secteur minier. Au cours des cinq prochaines années, la C.E.E. consacrerait 10 millions d'ECU (500 millions de francs), sous forme de subventions et de prêts préférentiels, au financement de projets de développement au Zimbabwe.

MARCEL SCOTTO.

Une multinationale de la coopération

La présentation par M. Doumeng de ce produit illustre la dimension de la coopération : un grand principe beaucoup de business. Les multinationales ont proposé pour l'intensification des échanges l'accès du mouvement coopératif à l'énergie pétrolière; le développement de l'énergie solaire; la collecte de l'information sur les marchés; un élargissement des moyens de financement, par les banques mutualistes.

En fait, ces objectifs chers aux businessmen reviennent à vouloir créer une sorte de multinationale de coopération. Selon M. Doumeng, les grands groupes désin-

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

| | COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | TROIS MOIS | SIX MOIS | UN AN |
|---------------|---------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | Rep. + ou Dép. - | Rep. + ou Dép. - | Rep. + ou Dép. - | Rep. + ou Dép. - | Rep. + ou Dép. - |
| \$ E.-U. | 4,1925 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| \$ Can. | 2,0470 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Yen (100) .. | 2,3175 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| DM 100 | 2,1305 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| FFr. (100) .. | 13,4425 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| F.S. | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| L. (1 000) .. | 16,8315 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| £ 100 | 16,8425 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |

TAUX DES EURO-MONNAIES

| | 8 9/16 | 8 11/16 | 8 1/2 | 8 5/8 | 8 1/2 | 8 5/8 | 8 1/2 | 8 9/16 |
|---------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| \$ E.-U. | 12 11/16 | 12 13/16 | 12 11/16 | 12 11/16 | 12 11/16 | 12 11/16 | 12 11/16 | 12 11/16 |
| FFr. | 9 1/2 | 9 3/4 | 9 3/4 | 9 3/4 | 9 3/4 | 9 3/4 | 9 3/4 | 9 3/4 |
| F.S. (100) .. | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 |
| F.S. | 1 3/4 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| L. (1 000) .. | 16 3/8 | 16 3/8 | 16 3/8 | 16 3/8 | 16 3/8 | 16 3/8 | 16 3/8 | 16 3/8 |
| £ 100 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 |

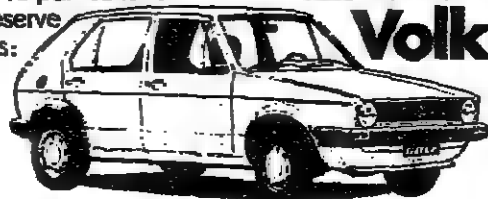
Et si vous achetiez plutôt une Golf?

A partir de 29.950 F**

C'est beau, l'esprit pionnier. C'est agréable de dire qu'on fait partie du peloton de tête, de dire qu'on est à l'affût de la nouveauté, d'acheter les premiers le tout nouveau modèle d'automobile. Seulement, certaines voitures qui font leurs premiers pas sont comme des enfants en bas âge: gare aux maladies infantiles! Gare aux petites pannes, gare aux réglages multiples, gare aux visites fréquentes à l'atelier... gare aux crises de nerfs et aux taches de cambouis!

Avec une Volkswagen Golf, rien à craindre. La Golf existe depuis 5 ans. Il y a belle lurette qu'elle a corrigé ses tics de jeunesse. Elle a la maturité rassurante des voitures éprouvées. Eprouvée, elle l'a été, par 4 millions d'essayers, les 4 millions d'automobilistes du monde entier qui l'ont déjà achetée. Et qui partaient avec un préjugé favorable, puisque la marque Volkswagen se traduit dans toutes les langues de la terre par "solidité". Et pourtant, la Golf réserve quelques surprises:

on l'achète pour sa robustesse, on découvre à l'usage que sa sécurité, ses performances, sa sobriété, sa santé de fer et l'agrément de sa conduite sont le résultat d'une technicité vraiment révolutionnaire. Bref, que la Golf n'a rien à envier aux voitures plus jeunes qu'elle. On peut même penser parfois qu'elle leur a servi de modèle! Alors, est-il vraiment nécessaire de couvrir de cambouis?



Volkswagen

Volkswagen France S.A. 02600 Villers Cotteret - Tél. 06.02.03.41, Crédit VW par S.V.E.
* Consommations conventionnelles Golf Spéciale: 7,0 à 90 km/h, 9,2 à 120 km/h, 9,3 l en ville - essence ordinaire. ** Modèle 1981.

153000F
AU LIEU DE 202000F
VOTRE APPARTEMENT

REBERTY-LES MENURES

Fourtout pour vous à la nouvelle propriété, renvoyez ce bon à Pierre et Vacances - 54, av. Marceau - 75008 Paris - Tél. 720.70.57

Nom : _____ Profession : _____
Adresse : _____
Tél. : _____ Tél. bux : _____

alfa
duplex
spécial salon

Jusqu'au 31 octobre 1980

conditions exceptionnelles
sur les modèles
Alfa 2.0, G.T.V. 2000,
Giulietta 2.0, Alfa 6.

6 rue Duplex, Paris 15^e
567.35.53

UN 2 PIÈCES
245000F
AU LIEU DE 330000F

AVORIAZ

Fourtout pour vous à la nouvelle propriété, renvoyez ce bon à Pierre et Vacances - 54, av. Marceau - 75008 Paris - Tél. 720.70.57

Nom : _____ Profession : _____
Adresse : _____
Tél. : _____ Tél. bux : _____

AFFAIRES

LES DIFFICULTÉS DE L'INDUSTRIE TEXTILE

Une crise conjoncturelle qui compromet une délicate mutation

On l'a dit, presque malicieusement, après avoir tenu son bureau depuis 1971, la vieillesse des industries textiles, le textile semblait, depuis dix ans, avoir repris son souffle. Et voilà que la crise recommence. Depuis la fin de l'été, les conférences de presse et les déclarations officielles se multiplient. Les organisations patronales se relaient pour disséquer la crise, les syndicats pour dénoncer les responsabilités et les parlementaires des régions « touchées » pour faire le siège du gouvernement. Le président de la République, lui-même de passage, devrait, vendredi 10 octobre, répondre à ces alarmes.

La crise de l'habillement, frappée depuis quelques mois par une plus grave récession que la précédente, a entraîné des commandes catastrophiques (en baisse de 10 % à 20 % selon les cas), depuis le bilan en chaîne, chômage partiel (12 % à 15 % effectifs), il n'est que de dresser la liste des suppressions d'emplois annoncées dans le secteur depuis quatre mois (sept mille cinq cents emplois perdus) pour s'en persuader. Toutes les régions, toutes les branches, presque toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, sont touchées. Aux côtés des indubitables canards boiteux (Linsvages, A.R.C.T., UGEO, Tissages de soierie réunis, Giron, etc.), on voit apparaître, depuis peu dans cette triste liste quelques-unes des entreprises les plus dynamiques (Dunpré, la CIOEL, Armand Thiery et Sigand, Bidermann, Texunion, SATC - Velorex, Cordoual, etc.) et beaucoup d'autres, moins performantes mais jugées relativement saines (Bri, Filles de Fourmies, S.A.C.M., Dampierre, etc.).

Rien de très original a priori dans cette crise. La plupart des industries de consommation résistent, au même titre, les effets dévastateurs de la politique de « maintien du pouvoir d'achat » du gouvernement. L'ennui, c'est que ce recul frappe une industrie textile fragile, car mal remise de la précédente alerte et engagée depuis peu dans un processus de reconstruction assez profond que difficile, en 1974, la profession, engourdie par douze ans de croissance relative facilitée, a permis la constitution de quelques grands groupes (D.G.C., Laitière de Roubaix, Willet, Devanlay, Reisinger, etc.) n'avaient fondamentalement changé ni sa mentalité, ni ses méthodes, ni son organisation du travail traditionnelle, à l'exception de réagir. L'urgence rapide de nouveaux pays producteurs se greffant sur une évolution profonde de la mode, de la consommation l'avait prise de court.

Ben que, pour la première fois depuis des lustres, la consommation finale d'articles textiles a diminué en France : -1 % en volume en 1979, -3,7 % pour la saison printemps-été 1980, probablement -2 % au total pour l'année 1980. Mais qu'après le boom des années 60 (+5 % l'an de 1960 à 1971), la consommation s'était à peu près maintenue jusque-là (+1,5 % de 1972 à 1979), le recul qui a frappé l'aval (distribution et habillement) s'est vite répercuté à tous les stades en amont de la filière, les professionnels, instruits par l'expérience, ayant réagi immédiatement aux premiers signes d'alarme en réduisant leurs commandes et leurs productions de façon à limiter les pertes.

La « voie française »

En gros, on peut dire que la révolution qui se dessine dans la filière française est une révolution de la structure, spécialisée dans la production de produits à haute valeur ajoutée, à la fois plus souples et plus innovants. Or, cette révolution n'est applicable en France. Le premier suppose une articulation parfaite des articulations de la filière, une articulation qui n'existe pas en France. Le second implique, d'une part, un marché important (permettant de longues séries), une main-d'œuvre maximale des outils de production (difficile à trouver compte tenu des coûts sociaux) et, d'autre part, une industrie de la machine-outil et de l'électronique (de plus en plus utilisée dans le textile et l'habillement) innovatrices et dynamiques.

104000F
DE MOINS SUR
VOTRE APPARTEMENT

AVORIAZ

Fourtout pour vous à la nouvelle propriété, renvoyez ce bon à Pierre et Vacances - 54, av. Marceau - 75008 Paris - Tél. 720.70.57

Nom : _____ Profession : _____
Adresse : _____
Tél. : _____ Tél. bux : _____

DU SAMEDI 11 AU SAMEDI 18 OCTOBRE

prix exceptionnels

MADELIOS

PLACE DE LA MADELEINE - PARIS
POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR

| | | | |
|---------------------------------------|-------|-------------------------------|-------|
| Des exemples : | | | |
| COSTUME pure laine | 895 F | PULLOVER laine d'agneau | 130 F |
| CHEMISE 65 % polyester 35 % coton | 58 F | CHAUSSURES cuir semelle gomme | 219 F |
| IMPERMEABLE 50 % polyester 50 % coton | 550 F | CRAVATE soie doublée | 29 F |

L'EMPLOI ET LES REVENDICATIONS DES CADRES

Les syndicats en ordre dispersé

Les trois principales organisations de cadres viennent de présenter leurs revendications. Tandis que la C.G.C. prépare les états généraux convoqués à Paris le 7 novembre — qui pourraient se prononcer pour la présentation d'un candidat à l'Élysée, — l'UGICT-C.G.T. organise, le 16 octobre, une journée nationale de lutte. Elle comportera des actions de travail et un rassemblement sur le parvis Montparnasse.

À la C.F.D.T., l'U.C.C. (Union confédérale des cadres) refuse les opérations spectaculaires « tous azimuts » qui ne correspondent pas à l'état d'esprit véritable de l'encadrement. C'est donc en ordre dispersé que chacune des organisations « travaille » la bataille pour des objectifs différents. Chacune accuse ses concurrents de faire fausse route.

L'UGICT-C.G.T. : le 16 octobre à Paris

De plus en plus, a dit à la presse le 9 octobre, M. Séguin, secrétaire général de la C.G.T., les cadres veulent exprimer leur mécontentement et participer aux luttes. La seule solution, pour eux, est de s'engager avec les autres travailleurs. C'est pourquoi la journée du 16 octobre ne s'adresse pas seulement aux ingénieurs, cadres et techniciens ; elle interpelle aussi les ouvriers et les employés. Leur participation aux consignes de grève lancées pour le 16 octobre est indispensable pour que les cadres ne risquent pas d'être isolés et sanctionnés.

Le malaise des cadres n'est pas nouveau, a déclaré, de son côté, M. René Le Guen, secrétaire général de l'UGICT. Ce qui l'est, c'est leur volonté de passer à l'action en abandonnant le « cancan catégoriel ».

C'est la première fois que l'UGICT organise une journée nationale avec arrêt de travail et pétitions, pour ses revendications propres. Aussi le 16 octobre est-il intensément préparé par des discussions à la base. Il y a eu, selon M. Le Guen, des débats dans un millier d'entreprises. Soixante-quinze départements ont confirmé leur participation au meeting de Paris. Dix mille ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise viendront de province, estime M. Le Guen. Ce

qui, avec des délégations de la région parisienne, fera vingt mille personnes au moins.

Parmi les consignes d'arrêts de travail données en exemple, M. Le Guen cite vingt-quatre heures dans les services publics, de trois à vingt-quatre heures dans les services de santé des Bonobes-du-Rhône, deux heures à l'É.D.F. en Provence-Côte d'Azur, et des débrayages variables dans la métallurgie, la papeterie, les aéroports d'Orly, Roissy, etc.

Les cégétistes accusent la C.G.C. d'orienter les cadres « vers une voie de garage au nom de la concertation ». Elle freine le mouvement, disent-ils, comme le fait la C.F.D.T. Mais la C.G.C., de son côté, n'avait-elle pas déjà déclaré que la journée de l'UGICT n'avait été lancée que pour contrecarrer sa propre initiative et occuper le terrain ?

C.F.D.T. : priorité à l'emploi

« À la veille des présidentielles », a déclaré le même jour aux journalistes M. Pierre Vanlerenberghe, secrétaire général de l'U.C.C.-C.F.D.T., nous croyons avoir perçu, du côté de la C.G.T. et de la C.G.C., une certaine agitation qui confine au spectacle. Nous voulons faire autre chose. Trois changements majeurs sont intervenus : les cadres sont de plus en plus nombreux à agir. Ils jouent de moins en moins les intermédiaires entre direction et syndicats, attitude éculée qui causait les conflits. Ils sont capables d'apporter leur contribution originale en élaborant souvent avec les autres travailleurs des contre-propositions.

L'U.C.C. est l'une des organisations de la C.F.D.T. les plus engagées dans la « restructuration » de la centrale. Elle affirme que son action patiente lui a valu des succès dans les élections professionnelles et dans l'évolution de ses effectifs. Ainsi, aux F.I.T., elle occupe la première place dans les télécommunications, après que la F.N.T. autonome aient fusionné avec elle.

M. Vanlerenberghe met en avant deux préoccupations essentielles : l'emploi et les innovations technologiques, avec, en particulier, la généralisation de l'informatique. L'U.C.C. ne croit pas à un quelconque pacte sur l'emploi des cadres. C'est en « allant » que doivent intervenir

fortement les recherches et les investissements. La réduction du temps de travail contribuera, elle aussi, à réduire le chômage.

L'émergence de nouvelles technologies a conduit le gouvernement à élaborer une « sortie technologique » de la crise, qui ne va pas sans poser de larges questions sur l'issue même d'une telle politique. Les ingénieurs et cadres seront, pour une large part, les initiateurs et les promoteurs de ces changements.

L'U.C.C. va donc organiser une vaste campagne sur les changements technologiques.

Au sujet du pouvoir d'achat, M. Vanlerenberghe observe que sa position de 1976 est maintenant admise par la C.G.C. maintenant ce pouvoir d'achat moyennant une réforme de la fiscalité. Cette convergence d'empêche pas l'U.C.C. de reprocher aux « états généraux » de la C.G.C. « de dévoyer le syndicalisme » et de confirmer à la manœuvre politicienne.

Les cadres C.F.D.T. sont encore plus sévères. À l'égard de l'UGICT, car ils refusent « le spectaculaire et l'action tous azimuts ». Les ingénieurs et cadres, disent-ils, résisteront aux opérations de séduction de la campagne électorale et jugeront les hommes politiques comme les jugent déjà les syndicats, à leurs « propositions concrètes et crédibles ».

UNE CAMPAGNE D'INFORMATION DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Toutes les familles ne perçoivent pas la totalité des prestations familiales auxquelles elles ont droit. Pour combler cette lacune, due aux effets cumulés d'une législation complexe et de procédures d'attribution compliquées, la C.N.A.F. (Caisse nationale d'allocations familiales) lance une vaste campagne d'information et de sensibilisation auprès des allocataires potentiels.

En effet, si des prestations comme l'allocation de rentrée scolaire sont automatiquement payées, d'autres doivent faire l'objet d'une demande, par exemple l'allocation de logement ou l'allocation d'orphelin accordée aux femmes seules sans pension alimentaire pour élever leur enfant.

L'objectif de la C.N.A.F., défini par son directeur, M. Pragonard, est d'atteindre 100 % de prestations versées au moment voulu.

Un « allocataire », destiné aux travailleurs sociaux (et à ceux qui en feront la demande) permettra, dans un premier temps, de vérifier les droits à prestation et renverra au dépliant « ad hoc » parmi les seuls dépliant décrivant chacune des prestations en vigueur.

À 31 décembre 1979, la vague avait atteint 58 millions de familles — dont 6 240 millions d'allocations de logement à 1 988 000 bénéficiaires.

SELON LA C.F.D.T. DU BATIMENT

La retraite à soixante ans ne ferait augmenter que de 0,24 à 0,94 % les besoins de financement

Démarches auprès des pouvoirs publics et du patronat, campagne de sensibilisation de l'opinion : la Fédération nationale des salariés de la construction et du bois C.F.D.T., en annonçant jeudi 9 octobre ces initiatives, veut mettre fin à la scandaleuse situation des ouvriers du bâtiment.

Salaires : alors que les pouvoirs publics avaient inscrit le bâtiment et le bois comme secteur prioritaire pour la revalorisation des bas salaires, ces professions semblent parmi les plus mal loties : au 1^{er} mai 1980, 32 % des salariés du bâtiment — soit quatre cent soixante-dix mille — gagnaient moins de 3 000 francs par mois (40 %, soit cent vingt mille, dans les industries du bois). Et de citer le cas d'un O.S. en région parisienne qui percevait 2 498,39 francs de salaire net en juin 1980 ; celui d'un ouvrier qui, après vingt-trois ans d'usine dans la céramique, ne touche que 3 076 francs, dont 330 francs en prime d'ancienneté.

Emploi : de 1974 à 1979, les effectifs ont diminué de 9 % (1 530 000 au lieu de 1 700 000), les plus touchés étant les immigrés (— 17,6 %) et les ouvriers non qualifiés (— 19,5 %). Et pourtant la durée moyenne hebdomadaire du travail reste élevée (42,4 heures), et le patronat utilise, systématiquement, le recours au tra-

vail précaire. « Le travail intérimaire a été multiplié par 2,5, déclare la C.F.D.T. : 387 770 contrats d'intérim en 1977 au lieu de 170 853 en 1975 et 1 584 444 en 1979. Le travail intérimaire avoisine les 627 065. Sur certains chantiers nucléaires, plus de 50 % de salariés sont intérimaires : dans une entreprise de bois, sur 1 700 salariés, 850 ont un contrat à durée déterminée. »

Retraite : après avoir souligné l'importance des accidents du travail (faible diminution en nombre, mais augmentation du taux de gravité), la C.F.D.T. estime, à partir d'une étude menée à la Caisse de retraites complémentaires (C.N.R.O.), que le droit à la retraite des soixante ans aurait un coût très faible : + 0,24 % à + 0,94 %, selon les formules « durée d'ancienneté dans la profession », et ce coût « serait diminué de 31,5 % par les économies réalisées en matière de chômage et de maladies » (1). D'où la revendication C.F.D.T. : le droit à la retraite pour tout salarié qui a quarante années de cotisations validées (trente-cinq années pour ceux qui ont travaillé quinze ans dans les métiers pénibles).

(1) Le calcul de la C.F.D.T. ne porte que sur la retraite complémentaire. Pour le régime général, le coût serait de deux points de cotisation.

Les effets de la promotion interne

Selon une étude de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), présentée au cours d'une conférence de presse réunie jeudi 9 octobre, l'emploi des cadres du secteur privé a sensiblement évolué de 1976 à 1980 : tout d'abord, la population cadre a augmenté en quatre ans de 16,8 % (1 464 659 cadres actifs au 1^{er} janvier 1980 contre 1 253 827 au 1^{er} janvier 1976), mais avec de notables différences selon l'âge.

On constate en effet une diminution des effectifs dans la tranche vingt-vingt-neuf ans (— 7,6 %), un fort accroissement dans celle des trente-trente-neuf ans (+ 29,5 %), notamment dû à la promotion interne, une augmentation chez les quarante-quatre-neuf ans (+ 11,9 %) et une chute à partir de cinquante-quatre ans (au-delà de soixante ans en 1976). On note ensuite, selon la formule de l'APEC, « une pyramide en rééquilibrage » pour les femmes cadres, dont le nombre a progressé de 33,5 % en quatre ans contre 14,1 % pour les hommes,

qui, en chiffres absolus, restent très largement majoritaires.

L'APEC observe que l'emploi des cadres « continue de croître plus vite que celui des autres catégories », y compris dans les secteurs industriels en difficulté et dans ceux qui ont traditionnellement un faible taux d'encadrement (habillement, cuir, automobile). La palme revient aux activités de service informatique (cabinets d'études et travaux à façon informatiques), qui ont créé plus de six mille emplois de cadres de 1976 à 1978. Enfin, l'APEC constate aussi une évolution dans les fonctions des cadres et le devenir professionnel (1).

Au cours de cette conférence de presse, M. Michel Logan, directeur de l'APEC, a estimé que, compte tenu de la nature et de la profondeur de ces changements, il fallait « s'orienter vers la gestion qualitative des ressources humaines ».

(1) L'APEC, 8, rue Duret, 75116 Paris (tél. : 5621350), édite des « guides fonctions ».

EDITION SPECIALE
7840F
LE CANAPÉ CUIR PLEIN FLEUR

ROCHE-BOBOIS

Ce canapé California est une Édition Spéciale de Roche-Bobois. Nous venons de programmer des marchés qui nous permettent de vous faire bénéficier pendant un temps limité (jusqu'au 15 novembre) d'un prix préférentiel. Compte-tenu de ses qualités et de son prix, cette Édition Spéciale de Roche-Bobois nous semble être l'un des produits les plus compétitifs et les plus intéressants de notre collection.

A Paris, 92-98, bd de Sébastopol - 10 à 18, rue de Lyon - 207, bd St-Germain - 52, avenue de la Grande-Armée.
En banlieue, Athis-Mons, 37, route de Fontainebleau - Bourg-la-Reine.
73, bd du Mal Joffre - Melun, 2, rue St-Etienne - Versailles, 6, rue au Pain (pl. du Marché) et dans toutes les grandes villes de France.

Avis financiers des sociétés

COB

Associez-vous à notre réussite

Obtenez une augmentation de capital. Vous bénéficiez d'avantages importants.

Votre participation au Groupe de financement de la Banque de France.

Une actionnariat (C.F.D.T.)

après des discussions avec le patronat.

BALO du 6 octobre 1980. Visa COB n° 80148 en date du 30 septembre 1980.

SIDÉRURGIE

La crise de l'acier européen

LES SIDÉRURGISTES OUEST-ALLEMANDS DÉCIDENT DE REVENIR À UN CONTINGENTEMENT VOLONTAIRE

Les sidérurgistes ouest-allemands se sont mis d'accord pour prolonger jusqu'au 30 juin 1981 le cartel de l'acier Eurofer et pour rédiger une nouvelle convention, à l'annulation le 10 octobre, M. Herbert Koehler, membre du comité directeur de la Fédération ouest-allemande de la sidérurgie, a déclaré que cet accord ne rend plus nécessaire, à-t-il ajouté, l'application de l'article 58 du traité de la CEEA prévoyant le contingentement volontaire de la production sidérurgique. La société IKBöckner participe à cet accord. Cette firme a-t-il déclaré en juillet le système de contingentement volontaire de la production instauré dans le cadre d'Eurofer, ce qui avait été le détonateur de la crise de l'acier (le Monde du 9 octobre).

La Commission européenne se réjouit, a déclaré à Bruxelles un porte-parole de la CEE, de la volonté des sidérurgistes ouest-allemands, qui est de nature à restaurer la confiance. Mais elle n'a jamais prétendu que les difficultés actuelles de la sidérurgie sont imputables aux seules sociétés de R.F.A. Aussi la Commission continuera-t-elle à demander le recours à l'article 58, qu'elle estime être la seule solution pour faire face à la guerre des prix que se livrent actuellement les producteurs.

Cependant la R.F.A. n'a toujours pas arrêté sa position définitive sur la proposition de la Commission européenne à l'indiqué, le 9 octobre, le porte-parole du ministère ouest-allemand de l'économie. Si la R.F.A. est d'accord avec ses partenaires pour faire connaître sa décision le 22 octobre, le gouvernement dispose toujours de quatre possibilités. Ou il se rallie à ses partenaires et adopte l'article 58 du traité de la CEEA ou il le rejette. Le gouvernement fédéral garde aussi la faculté de réclamer une nouvelle session du conseil des ministres de la CEE, si les pré-

visions que doit lui fournir la Commission d'ici la fin de la semaine prochaine ne lui donnent pas satisfaction. Enfin, a-t-il dit, le porte-parole, la R.F.A. peut à l'extrême utiliser son droit de veto, en invoquant son « intérêt vital ». Même si ce veto apparaît très improbable, il n'en reste pas moins envisagé, indiquait-on au ministère de l'économie.

Cette mise au point de Bonn est intervenue quelques heures après que M. Giscard d'Estaing ait déclaré dans le Nord que la R.F.A. ne s'opposerait pas au plan de redressement de la sidérurgie européenne. « J'ai eu hier soir (mercredi 8 octobre) un contact téléphonique avec le chancelier Schmidt qui m'a donné cette assurance », avait déclaré le chef de l'Etat. — (A.F.P.)

● La production française d'acier a atteint en septembre 1.780.000 tonnes, soit un recul de 15,2 % par rapport à celle de septembre 1979. La production de fonte a de son côté fléchi de 14,6 % à 1.448.000 tonnes.

● La production britannique d'acier a fléchi de 55,7 % en septembre, revenant de 485.000 tonnes à 268.000 tonnes par semaine.

● L'Europe et les inondations. La Commission des Communautés européennes a décidé de débloquer une somme de 3 millions de francs destinée aux départements français victimes des inondations du mois dernier.

Cette somme sera répartie en fonction des dégâts, et une mission de fonctionnaires se rendra sous peu dans les régions sinistrées en Ardèche, Loire, Haute-Loire, Aveyron, Gard, Lozère et Hautes-Alpes. — (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPES D.M.C. SOCIÉTÉ DOLLFUS-MIEG ET Cie (HOLDING)

Au 30 juin 1980 les comptes de la société démontrent un bénéfice de 27 millions de francs contre une perte de 3,6 millions de francs au 30 juin 1979.

Ce résultat intermédiaire, calculé après amortissements mais avant provisions pour dépréciation des titres des filiales, n'est pas significatif du résultat net de l'année, le système d'encaissement des dividendes étant irrégulier au cours de l'exercice et les provisions sur titres ne pouvant être appréciées qu'en fin d'année.

GROUPES D.M.C.

Le retournement brutal de la conjoncture constaté en mai-juin dernier sur le marché de l'habitat, notamment en France, en Allemagne, en Espagne et en Italie, a entraîné une dégradation du chiffre d'affaires du premier trimestre (-14,5 %) à +7 % à fin juin. Malgré les mesures poursuivies pour alléger les charges de structure, cette faible progression des ventes n'a pas été suffisante pour compenser l'augmentation des coûts.

Le résultat consolidé du premier semestre 1980 est proche de l'équilibre d'exploitation : -1,3 millions de francs, après 74,2 millions de francs d'amortissements.

Enfin, avant toutes provisions réglementées, le résultat net comptable est en perte de 23 millions de francs, après 9,8 millions de francs de provision pour impôt, et prise en compte d'une charge exceptionnelle de 18 millions de francs au titre des « usages de Fiers » dont la cession est intervenue le 2 juillet dernier : du premier semestre 1979, le bénéfice net s'élevait à 37,4 millions de francs.

En dépit des frais de restructuration importants et de la conjoncture difficile du deuxième trimestre, le premier semestre 1980 dégage un cash-flow positif de 32,3 millions de francs contre 108 millions de francs au 30 juin 1979. Poursuivant sa politique d'allègement dans les secteurs qui n'ont pas dans sa stratégie, « D.M.C. » a conclu un accord avec l'impératrice strasbourgeoise « Lestra ». Il devait aboutir, d'ici à la fin de l'année, à la prise de contrôle, sous certaines conditions, des arts graphiques D.M.C.

EMPRUNT E.D.F. 9 % (ex-5 %) 1983

Electricité de France a émis en février 1983 un emprunt représenté par des obligations à valeur nominale et revenu constant, qui, depuis le 10 février 1979, portent intérêt au taux nominal net de 9 %, correspondant à un taux nominal brut de 10,06 %, crédit d'impôt inclus.

Ces titres sont remboursables avec primes en trente-six ans, par tirage au sort tous les six ans d'une des six séries composant l'emprunt.

Les porteurs peuvent aussi obtenir par anticipation le remboursement de leurs titres le 10 février 1981 à 375 % à condition de les avoir déposés à l'une des caisses désignées par la Caisse nationale de l'énergie trois mois au moins à l'avance, soit le 10 novembre 1980 au plus tard.

Toutefois, Electricité de France a l'intention d'offrir une augmentation du taux d'intérêt aux porteurs qui ne demanderont pas le rembourse-

ment de leurs titres au 10 février 1981.

Les obligations non déposées au 10 novembre 1980 bénéficieront, pour la période comprise entre le 10 février 1981 et le 10 février 1987 (date de l'échéance optionnelle suivante), d'une majoration d'intérêt telle que, compte tenu des autres avantages dont jouissent les porteurs (primes de remboursement, etc.), le rendement des titres soit en harmonie avec le niveau des taux pratiqués sur le marché financier à la fin du mois d'octobre 1980.

Les autres caractéristiques des titres demeureront inchangées.

Un second communiqué précisera, à la fin du mois d'octobre, le montant de la majoration d'intérêt pour la période susvisée et les conditions dans lesquelles les porteurs auront à demander l'estampillage de leurs titres pour bénéficier des nouvelles modalités.

CEDEST CEMENTS ET ENGRAIS DE DANNES ET DE L'EST

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours du premier semestre 1980 par CEDEST, filiale de la Compagnie générale d'Industrie et de Participations (C.G.I.P.), s'est élevé à 288,5 millions de francs contre 200,5 millions de francs pour la même période de 1979. Les ventes de ciment, avec 1.028.000 tonnes, ont progressé de 22 %, tandis que les exportations de ciment se sont accrues de 12 %, atteignant 573.000 tonnes.

La situation intermédiaire au 30 juin se solde par un bénéfice de 24 millions de francs après déduction des amortissements de 27 millions de francs et avant provisions fiscales, participation du personnel et impôts sur les sociétés.

Contrairement à 1979, le premier semestre 1980 a bénéficié, tant pour les cimentiers que pour les engrais, de conditions climatiques favorables et d'une conjoncture satisfaisante qui a permis pour une large part la progression du volume d'activité d'un semestre sur l'autre.

Malgré un ralentissement des ventes au second semestre, le bénéfice net de l'exercice 1980 devrait, sauf

accident de conjoncture, être en progrès sur celui de 1979 ; dans ces conditions on devrait s'attendre à un relèvement du dividende. Rappelons que le coupon n° 1 mis en paiement le 30 juin 1980 était de 11 F net, soit 16,50 F global par action et que l'action CEDEST est actuellement cotée aux alentours de 155 F.

Les travaux de transformation des cimenteries de Dannes et de L'Est en vue de permettre leur fonctionnement au charbon au lieu du fuel et du gaz sont en cours d'exécution, avec mise en service prévue courant 1981. Il doit en résulter une réduction sensible du coût de l'énergie, excédant l'amortissement des installations nouvelles.

Il est rappelé aux titulaires d'obligations convertibles Dannes et L'Est 2 1/2 % 1976 de 115 F que ces titres, dont la charge a été reprise par CEDEST, ont été appelés au remboursement anticipé le 1^{er} août 1980 et ne demeurent convertibles, à raison de sept actions CEDEST pour trois obligations, que jusqu'au 2 novembre 1980.

UNION FONCIÈRE ET FINANCIÈRE

Le conseil d'administration de l'U.F.F., réuni le 30 septembre dernier, a élu à la présidence M. Michel Mouton, dirigeant du groupe à capitaux arabes, nouvel actionnaire de la société ; cette fonction était précédemment assurée par M. Jean-Loup Telleps, fondateur de l'Union Foncière et Financière.

Le conseil a nommé M. Bernard Gossot vice-président-directeur général ; Jean-Paul Sarrailh, directeur général ; Samir Bayra, directeur général adjoint. En outre, ont été nommés à M. Ibrahim Daher et Salah Slim

les directions du marketing et du Moyen-Orient.

Ces nominations au sein du conseil et de la direction font suite à l'acquisition par le groupe qui représente Son Excellence Nadim Dimanché, ambassadeur du Liban, des deux tiers du capital de l'U.F.F., le groupe Crédit lyonnais demeurant actionnaire pour le tiers restant.

Ces changements s'inscrivent dans le cadre des relations plus étroites établies entre le Crédit lyonnais et le groupe acquéreur, concernant notamment les sociétés immobilières de la rue de Rome.

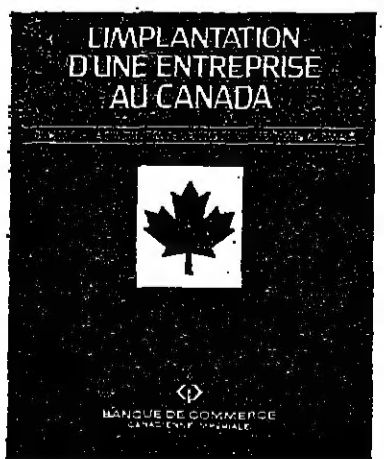
TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

Dix questions que se posent les hommes d'affaires au sujet du Canada...

1. A quelle réglementation seront soumis mes agents commerciaux au Canada?
2. Dans quelles conditions puis-je rapatrier mes bénéfices ou honoraires?
3. L'autorisation de constituer une société, ou d'établir une agence, doit-elle être demandée au niveau fédéral ou provincial?
4. Quel est le régime fiscal canadien et comment s'applique-t-il aux sociétés internationales?
5. Existe-t-il des aides gouvernementales aux investisseurs pour favoriser l'implantation de sociétés, par exemple dans des régions moins favorisées? De telles aides peuvent-elles également être accordées aux sociétés internationales?
6. Dans quelle mesure aurai-je à tenir compte des lois, coutumes et habitudes canadiennes?
7. Quelles sont les formalités à suivre en matière de licences d'importation, d'enregistrement, etc...?
8. Que dois-je savoir sur la législation sociale?
9. A quelles associations professionnelles ou chambres de commerce dois-je m'adresser pour obtenir un complément d'information?
10. Une grande Banque internationale, telle que la Canadian Imperial Bank of Commerce, peut-elle me faire bénéficier de son expérience locale et m'aider à monter le financement nécessaire à mon implantation?

...une seule réponse



Si vous voulez faire des affaires au Canada, demandez notre guide gratuit "L'implantation d'une entreprise au Canada". La plupart des questions que vous vous posez y trouveront une réponse. Ce guide est rédigé par la banque qui connaît le mieux le Canada. Pour obtenir votre exemplaire, n'hésitez pas à écrire aujourd'hui (sur papier à en-tête de votre société) à l'adresse suivante: Dept. Canadian Imperial Bank of Commerce, 19 Avenue Montaigne, 75008 Paris.

CANADIAN IMPERIAL BANK OF COMMERCE

Siège Social - Commerce Court, Toronto M5L 1A2, Canada. Agence en France - 19 Avenue Montaigne, 75008 Paris. Actifs plus de \$90 milliards. Plus de 1600 agences au Canada, et des succursales ou bureaux dans les grands centres d'affaires du monde.

(Publicité)
La publication de ce texte est financée par une souscription parmi le personnel du C.T.G.R.E.F.

AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE : MENACES SUR LE SERVICE PUBLIC ET SUR L'EMPLOI

Un projet gouvernemental déjà bien avancé de transformation du C.T.G.R.E.F. (Centre Technique du Gâtin Rural, des Eaux et des Forêts) en Établissement Public remet en cause les missions jusqu'à présent imparties à ce service du Ministère de l'Agriculture.

Le C.T.G.R.E.F. est divisé en 8 groupements régionaux (1) et 60 personnes (fonctionnaires, contractuels et vacataires). Ses activités s'étendent à de nombreux secteurs : productions agricoles, aquacoles et forestières, industries agro-alimentaires, équipement rural, protection de la nature, gestion et protection des ressources naturelles (essentiellement eaux et forêts). Dans ces domaines lui sont confiées d'importantes missions de service public (arrêté ministériel du 13 mars 1976) :

- assurer l'information et l'appui technique des services (2) ;
- participer à la formation permanente des personnels du Gâtin Rural des Eaux et des Forêts ;
- effectuer des contrôles techniques, sous le contrôle des services compétents, des installations et des équipements d'autres organismes spécialisés ;
- veiller à la cohérence méthodologique des études techniques directement menées par les services.

Le transfert de ces missions à un établissement public soulève de graves interrogations tant au niveau du principe que du fonctionnement ultérieur :

- Est-ce le rôle d'un établissement public d'exercer des missions réglementaires et de contrôle incombant normalement à l'administration de l'Etat? (3) ;
- Compte tenu de sa structure juridique le dotant de l'autonomie financière et d'un conseil d'administration où siègeront de nombreux représentants de la profession agricole, des industries agro-alimentaires et du machinisme agricole (4), cet organisme :
- pourrait-il continuer à fournir aux petites collectivités locales un appui technique à faible coût, reprendre et développer des activités non immédiatement rentables, visant le long terme (recherche méthodologique, acquisition de données sur les rivières ou les aménagements...) ;
- aurait-il à cœur de soutenir et promouvoir les nombreuses activités liées à la protection de la nature (étude des pollutions chimiques engendrées par l'agriculture, prise en compte des problèmes d'impact sur l'environnement, dans les projets d'aménagement...) ;

De fait, nous pensons que le passage en Établissement Public entraînerait une modification profonde des tâches du C.T.G.R.E.F. (au moins dans leur contenu et leurs objectifs) avec des répercussions inévitables sur le service public et sur le personnel (éventuellement, suppression d'emplois).

Le Ministère de l'Agriculture, pour sa part, affirme que cette restructuration n'est pas le fruit d'une volonté de désengagement financier de l'Etat, ni vise à restreindre ni les activités, ni les missions, ni même le personnel actuel. Mais il est difficile de le croire quand ce projet s'inscrit si parfaitement dans une volonté politique d'ensemble, tant sur le plan de la politique agricole (priorité absolue au développement, à l'industrialisation, à la production agricole et des techniques de transformation et de conservation de nos produits, que sur le plan de la politique générale (démantèlement du secteur public et création d'établissements publics appelés à se concurrencer entre eux). Ce qui se traduit au niveau du Ministère de l'Agriculture par :

- un redéploiement des activités vers les secteurs directement « productifs » (drainage, irrigation, machinisme agricole, technique du froid...) au détriment de secteurs moins centraux sur la production (aménagement, protection de l'espace rural, qualité des eaux...) ;
- un transfert de ces activités à des établissements publics à caractère administratif (id est à caractère industriel et commercial) où les intérêts privés prennent de plus en plus de poids.

A terme, on peut imaginer les services du Ministère de l'Agriculture réduits à une centrale d'administration, minimale chargée de récolter les statistiques agricoles et de distribuer les subventions.

Les puissances publiques renonceraient ainsi aux moyens de réflexion et d'intervention à long terme (déjà largement insuffisants aujourd'hui) qui lui permettaient de faire autre chose que du coup par coup, en matière agricole. Cela est lourd de conséquences pour le monde agricole. Ce n'est pas à dire que le monde agricole ne soit pas en danger, mais il le sera, si les pouvoirs publics ne prennent pas conscience de la situation et ne font pas évoluer leur politique.

Seules les firmes agro-alimentaires y trouveront sans doute leur compte. Si cette évolution verra le jour, nous, les hommes de l'environnement et du Centre de Vie, E.D.F., compagnies d'aménagement..., sur des problèmes d'intérêt général.

Les Syndicats SODPMA-COT, SYOMA-COT, UNION-FO du Ministère de l'Agriculture.

(1) Antony, Grenoble, Aix-en-Provence, Bordeaux, Nogent-sur-Vernisson, Rennes, Clermont-Ferrand, Nancy.

(2) En premier lieu, bien sûr, les services du Ministère de l'Agriculture (Administration Centrale, Directions Départementales de l'Agriculture Régionales...). Mais de plus en plus, au fur et à mesure de son développement, il s'ouvrira vers l'extérieur et travaillera avec de nombreux autres ministères ou organismes, tant publics que privés (Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie, E.D.F., compagnies d'aménagement...), sur des problèmes d'intérêt général.

(3) Voir à ce sujet un rapport du Conseil d'Etat de 1971 émettant de sérieuses réserves quant à la nécessité, la finalité et la viabilité des Établissements Publics.

(4) Le projet prévoit dans le même temps la fusion avec un Établissement Public déjà existant et employant 250 personnes : le C.N.E.E.M.A. (Centre National d'Études et d'Expériences du Machinisme Agricole).

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 10 OCTOBRE

Effritement

Le mouvement de baisse constaté depuis le début de la semaine s'est poursuivi vendredi, mais à un rythme plus faible. L'indice de tendance termine à encroûton - 0,20 %.

Autour de la corbeille, on commentait toujours assez défavorablement les conditions du nouvel emprunt d'Etat. Le niveau élevé du taux retenu ne laisse pas, en effet, augurer une déflation prochaine de l'inflation.

Dans ce climat d'incertitude, les initiatives sont plus nombreuses et la baisse des valeurs françaises restait limitée.

Parmi les hausses, on note Saurat et Gory (+ 0,60 %), El-Gabry (+ 0,50 %), qui ont un nouveau cours record, Rafi Saint-Thérèse (+ 0,52 %), Arjomari (+ 0,35 %), B.C.T. (+ 0,30 %), Talc (+ 0,25 %), L'Espresso (+ 0,25 %), qui passe son plus haut, Laboratoire Roger Bello (+ 0,24 %), Comptoirs modernes (+ 0,20 %), Institut Méreux (+ 0,10 %).

Les baisses les plus importantes à la baisse sont enregistrées sur Clément-Lafayette (- 0,34 %), Dofus-Mieg (- 0,36 %), au plus bas de l'année, Sonaf (+ 0,35 %), Marine-Wendel (- 0,20 %), Euro-France (- 0,20 %), Chiers-Châtillon (- 0,20 %), P. P. P. (- 0,20 %), Orléans (- 0,20 %).

Aux étrangers, les mines d'or progressent légèrement. Sur le marché du métal jaune, le lingot gagne 100 francs à 92 495 francs et la napoleon 90 francs à 799 900 francs. Les emprunts indés sont en progrès. A noter la suspension de la cotation de Révillon. La société prépare une opération financière. La veille, on avait constaté une expédition de 33 000 titres sur cette valeur.

Tout le marché monétaire est en baisse de 10/100 à 11 1/2 %.

LONDRES

Découragé par le refus du chancelier de l'Echiquier d'assouplir sa politique monétaire, le marché poursuit son repli. Baisse des industries, des pétroles et des Fonds d'Etat. Les mines d'or s'effritent.

Or (nouveau) (milliers) 500 500 500

| VALEURS | CLOSURE | 10/10 |
|--------------------|---------|---------|
| Banque Paribas | 148 | 144 |
| Comptoirs modernes | 488 | 482 |
| El-Gabry | 12 | 12 1/2 |
| Rafi Saint-Thérèse | 328 | 318 |
| Arjomari | 418 | 414 |
| B.C.T. | 318 | 318 |
| Talc | 118 | 118 1/2 |
| L'Espresso | 118 | 118 1/2 |
| Chiers-Châtillon | 118 | 118 1/2 |
| P. P. P. | 118 | 118 1/2 |
| Orléans | 118 | 118 1/2 |

NEW-YORK

Faible

Après une séance de hausses, les valeurs américaines se sont repliées jeudi. L'indice Dow Jones perd 5,03 points à 888,96.

Les investisseurs sont préoccupés par le pourcentage du conflit entre l'Iran et l'Irak. Une rumeur, démentie par la suite, a même circulé d'après laquelle un navire aurait été coulé dans le détroit d'Ormuz.

D'autre part, le marché s'est montré déçu après la publication de résultats mitigés pour les ventes au détail du mois de septembre.

Aux pétroles, Occidental Petroleum, l'une des valeurs les plus actives de la séance, gagne 7/8 à 32 1/8, alors que Louisiana Land se replie (- 1/8 à 50).

General Motors perd 5/8 à 52 1/8. Les résultats du groupe pour le troisième trimestre seront en déficit, mais le dividende ne subira aucune réduction. Ford recule (- 3/8 à 28).

Les actions d'acier sont en baisse. Homestead Mining gagne 4 points à 78 3/4, Anaconda 1/2 point à 78 1/2.

Au total, les baisses (86) ont été plus nombreuses que les hausses (74). Le volume des échanges s'est un peu contracté (43,98 millions de titres contre 45,28 millions).

INDICES QUOTIDIENS

(Dow Jones base 100 : 29 déc. 1929)

Valeurs françaises : 1114 111

Valeurs étrangères : 121 121

Ci des AGENTS DE CHANGE (base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général : 112,7 112,7

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yens) : 206 54

Clos : 206 54

BOURSE DE PARIS - 10 OCTOBRE - COMPTANT

| VALEURS | % | VALEURS | % | VALEURS | % | VALEURS | % |
|---|-------|---------|-------|---------|-------|---------|-------|
| 3 % | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 % | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 1/4 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 3/8 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 3/4 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 7/8 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 15/16 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 31/32 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 63/64 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 127/128 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 255/256 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 511/512 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 1023/1024 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 2047/2048 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 4095/4096 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 8191/8192 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 16383/16384 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 32767/32768 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 65535/65536 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 131071/131072 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 262143/262144 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 524287/524288 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 1048575/1048576 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 2097151/2097152 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 4194303/4194304 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 8388607/8388608 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 16777215/16777216 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 33554431/33554432 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 67108863/67108864 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 134217727/134217728 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 268435455/268435456 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 536870911/536870912 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 1073741823/1073741824 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 2147483647/2147483648 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 4294967295/4294967296 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 8589934591/8589934592 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 17179869183/17179869184 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 34359738367/34359738368 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 68719476735/68719476736 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 137438953471/137438953472 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 274877906943/274877906944 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 549755813887/549755813888 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 1099511663775/1099511663776 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 219902332755/219902332756 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 439804665511/439804665512 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 879609331023/879609331024 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 175921862047/175921862048 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 351843724095/351843724096 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 703687448191/703687448192 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 140737496383/140737496384 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 281474992767/281474992768 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 562949985535/562949985536 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 1125899971071/1125899971072 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 2251799942143/2251799942144 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 4503599884287/4503599884288 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 9007199768575/9007199768576 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 1801439953715/1801439953716 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 3602879907431/3602879907432 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 7205759814863/7205759814864 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 14411519629727/14411519629728 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 28823039259455/28823039259456 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 57646078518911/57646078518912 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 11529217037783/11529217037784 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 23058434075567/23058434075568 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 46116868151135/46116868151136 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 92233736302271/92233736302272 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 18446747260455/18446747260456 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 36893494520911/36893494520912 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 73786989041823/73786989041824 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 14757397803747/14757397803748 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 29514795607495/29514795607496 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 59029591214991/59029591214992 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 11805918242999/11805918242999 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 23611836485997/23611836485998 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 47223672971995/47223672971996 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 94447345943991/94447345943992 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 188894698867983/188894698867984 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 377789397735967/377789397735968 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 755578795471935/755578795471936 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 15111575119431/15111575119432 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 30223150238863/30223150238864 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 60446300477727/60446300477728 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 120892609555455/120892609555456 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 241785219110911/241785219110912 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 483570438221823/483570438221824 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 967140876443647/967140876443648 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 1934281752887295/1934281752887300 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 3868563505774591/3868563505774592 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 7737127011549183/7737127011549184 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 15474254023098367/15474254023098368 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 30948508046196735/30948508046196736 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 61897016092393471/61897016092393472 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 123794032184786943/123794032184786944 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 247588064369573887/247588064369573888 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 495176128739147775/495176128739147776 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 990352257478295551/990352257478295552 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 1980704514956591103/1980704514956591104 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 3961409029913182207/3961409029913182208 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 7922818059826364415/7922818059826364416 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 15845636119652728831/15845636119652728832 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 31691272239305457663/31691272239305457664 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 63382544478610915327/63382544478610915328 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 126765088957221830655/126765088957221830656 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 253530177914437661311/253530177914437661312 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 507060355828875322623/507060355828875322624 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 1014120711657750645247/1014120711657750645248 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 2028241423315501290495/2028241423315501290500 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 4056482846631002580991/4056482846631002580992 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 8112965693262005161983/8112965693262005161984 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 16225931386524010323967/16225931386524010323968 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 32451862773048020647935/32451862773048020647936 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 64903725546096041295871/64903725546096041295872 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 12980745109219208259173/12980745109219208259174 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 25961490218438416518347/25961490218438416518348 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 | 5 1/2 | 27 20 |
| 5 51922980436876833036695/51922980436876833036696 | 27 20 | 5 1/2 | 27 2 | | | | |

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. L'EMBOÛTEMENT.
— Des machines à gouverner, par Lucien Kellon ; « L'entre planète », par Gabriel Matzneff ; « Le mythe », par Jean Delpy ; « Le puzzle », par Pierre Drouin.

ÉTRANGER

3. EUROPE
— Berlin-Est impose des restrictions monétaires à la circulation entre les deux Allemagnes.
3. ASIE
— CHINE : le programme de la visite de M. Giscard d'Estaing.
4. DIPLOMATIE
— LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN.
6. AMÉRIQUES
— La campagne électorale aux États-Unis.
7. AFRIQUE
— « Le Tchad du Sud, sans guerre ni paix » (I), par Patrice Claude.

POLITIQUE

8. POINT DE VUE : « Fausse route », par Henri Fiebig.
9. Les travaux de l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

10. LA LUTTE CONTRE LE RACISME.
12. LES PRIX NOBEL DE MÉDECINE.
14. DÉFENSE : première manœuvre de la division alpine avec le 1^{er} corps d'armée.
— ÉDUCATION : de nouvelles habitations pour les universités.
— Deux syndicats dressent un bilan pessimiste de la rentrée scolaire.
15. JUSTICE : après le rejet du pourvoi en cassation de M. H. Tourner, le procès de l'affaire de Ramatuelle commencera le 12 novembre.

LOISIRS ET TOURISME

17. Nouvelle politique aux Maldives : des Robinsons sous surveillance.
— Tourisme social : les membres fondateurs jouent l'économie.
19. Hétéroclite d'été et d'automne : Cherries, ville de congrès ? Ambois avec une chaîne.
20 à 22. Philatélie ; Hippisme ; Plaisirs de la table ; Jeux.

CULTURE

23. LETTRES : le prix Nobel à Czesław Miłosz.
— CINÉMA : De la vie des marionnettes, d'Ingmar Bergman.
— MUSIQUE : créations à la Biennale de Venise.

RÉGIONS

31. Le voyage du président de la République dans le Nord-Pas-de-Calais.

EQUIPEMENT

32. EN MARGE DU SALON : l'automobile et la route dans les cahiers de l'État : 73 ou 108 millions de francs ? « Je ne roule plus », point de vue, par Michel Lavièvre.

ÉCONOMIE

33. ÉTRANGER : le Zimbabwe devient le seizième pays membre de l'association C.E.A.C.P.
— AGRICULTURE : ouverture de la seconde conférence internationale sur le commerce international.
34. AFFAIRES.
35. SOCIAL : l'emploi et les revendications des cadres.

RADIO-TELEVISION (23)
INFORMATIONS
« SERVICES » (18)
Les urgences du dimanche :
Météorologie ; « Journal officiel » ; Loto.
Mots croisés (22) ; Annonces classées (28 à 30) ; Carnet (14) ; Programmes spectacles (26 et 27) ; Bourses (37).

Moi je skie à La Plagne
Maison de La Plagne
176 av. Charles de Gaulle
92532 Neuilly-sur-Seine
Tél. : 747.12.80

A B C D E F G

L'uranium enrichi français livré à l'Irak est-il toujours gardé par des Français ?

« Libération » écrit, ce vendredi 10 octobre, que 12 kilogrammes d'uranium enrichi fourni par la France à l'Irak ont été « abandonnés par les techniciens français à la discrétion des Irakiens ».

La livraison d'uranium très enrichi pour le petit réacteur (« maquette critique ») d'une puissance de 800 kilowatts, et le réacteur de recherche Osirak, construite par la France pour le compte de l'Irak n'a jamais été confirmée officiellement.

Interrogé à ce sujet par un sénateur, M. François-Poncet s'est borné à répondre (*le Monde* du 26 septembre) que les nombreux réacteurs de recherche en fonctionnement dans le monde étaient alimentés par de l'uranium très enrichi (notamment américain) ; que l'Irak, signataire du traité de non-prolifération (contre l'usage de l'uranium à des fins militaires), acceptait le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne et que « toutes les précautions nécessaires » étaient prises par la France (notamment par la présence de techniciens français au centre nucléaire irakien) pour que l'uranium français ne soit utilisé que pour les réacteurs et ne puisse être détourné pour construire une bombe atomique.

Selon des informations officieuses, mais de bonne source, les Irakiens fonctionnent pendant une demi-heure à pleine puissance, ce qui implique qu'une charge de 12 à 13 kilos (il s'agit d'uranium enrichi métal) a bien été fournie à l'Irak.

La question qui se pose est de savoir comment cette charge est gardée depuis l'attaque sérieuse

dont le centre nucléaire irakien de Tammuz, près de Bagdad, a été l'objet le 30 septembre par des avions qui n'ont pas été précisément identifiés. Le Commissariat à l'énergie atomique avait indiqué, après cette attaque, que des techniciens français volontaires étaient restés sur place pour surveiller le chantier (*le Monde* du 3 octobre). Le Quai d'Orsay a précisé, jeudi 9 octobre, que, sur près de cinq mille Français travaillant en Irak avant le conflit, huit cent soixante-dix-huit s'y trouvaient toujours le 8 octobre dont six cent trente et un dans la région de Bagdad.

Libération publie également le fac-similé d'une correspondance interne de Technicatome, filiale du C.E.A., travaillant avec l'Irak, indiquant qu'un document intitulé *Israeli boycott* devait être considéré comme « contractuel » avec l'Irak. Il ne semble pas que ce document concerne une interdiction à l'encontre de techniciens français israéliens, mais un engagement de Technicatome de ne pas travailler avec Israël ni avec des Israéliens.

Il n'est pas douteux, cependant, que de nombreux accords passés entre des entreprises françaises et des pays arabes contiennent des dispositions frappant d'ostracisme les Français juifs, contrairement à la loi antisémite du 1^{er} juillet 1972. L'Irak ne serait d'ailleurs pas le pays arabe le plus intolérant sur ce chapitre.

L'Arabie Saoudite le serait beaucoup plus. Une directive du premier ministre de juillet 1977 tendant à « éliminer les effets de cette loi dans « l'intérêt économique de la France » a été annulée par le Conseil d'État le 18 avril 1980. Elle a été reprise

sous une autre forme par une directive du 9 mai dernier qui fait actuellement l'objet d'un nouveau recours devant le Conseil d'État (*le Monde* du 3-4 août).

L'ENQUÊTE SUR L'ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC

La piste chypriote

Ainsi que la piste chypriote semble se préciser, les enquêteurs de la brigade criminelle seraient parvenus à identifier le dernier propriétaire du cyclomoteur Suzuki qui ne s'était pas fait connaître par les services de police au lendemain de l'attentat. — Les interpellations dans les milieux d'extrême droite continuent. Dans tous les services de police judiciaire, mission avait été donnée de procéder, jeudi 9 octobre, à des vérifications. A Lyon, une douzaine de militants d'extrême droite ont été interpellés. Parmi eux M. de Sully, propriétaire du château de Poule-les-Echameaux (Rhône) qui avait accueilli pour fêter le solstice d'été, au mois de juin, des néo-nazis (*le Monde* du 25 juin). Toutes les personnes interpellées ont été relâchées.

Dix personnes d'Argenteuil (Val d'Oise) avaient été conduites, jeudi, dans les locaux de la 6^e section des R.G. de la direction centrale de la police judiciaire. Ces interpellations faisaient suite à des agressions racistes commises les 12 et 13 septembre dans un bar tenu par des Nord-Africains à Argenteuil. M. Henri Robert-Petit, quatre-vingt-un ans, un responsable de l'ex-FANE, ancien directeur du *Pilori* et secrétaire de Daquière de Fellepoix, ancien commissaire aux questions juives de Vichy, avait également été interpellé.

Pour la « piste chypriote », le nom du propriétaire de la moto serait M. Alexander Panaryu. Ce chypriote, ancien commissaire aux questions juives de Vichy, avait également été interpellé.

D'autre part, les vendeurs de la moto, 12 rue de Versailles, ont été neufs à un habitant de Versailles en 1977, puis revendus récemment à M. Panaryu, se serait étonné de la façon dont le « ressortissant chypriote » aurait été, au moment de l'achat, à faire sa nationalité en exhibant son passeport. On affirme, à l'ambassade de Chypre, que le nom de Panaryu n'est pas d'origine chypriote non plus que le prénom d'Alexander. « Si nous avions pu voir l'écriture du suspect sur la fiche d'hôtel, nous aurions peut-être pu dire si la graphie indiquait un habitant de l'île », dit-on à l'ambassade de Chypre dont le chargé de presse a publié un communiqué indiquant : « Le seul fait que le passeport ait été montré ne devrait pas inciter à des conclusions hâtives qui porteraient atteinte à la réputation de la République de Chypre. »

Interpellations de militants d'extrême droite dans la Seine-Saint-Denis. Plusieurs militants d'extrême droite ont été interpellés, le jeudi 9 octobre dans diverses communes de la Seine-Saint-Denis. Ces interpellations, en relation avec les suites judiciaires de l'attentat de la rue Copernic, ont eu lieu sur réquisition du procureur général près la Cour de Paris et de l'État. Ces opérations, menées par la brigade criminelle de la préfecture de police et les brigades territoriales du département, ont également donné lieu à des perquisitions aux domiciles des personnes interpellées.

Les organisations syndicales s'inquiètent de la situation de l'industrie automobile

Les principales organisations syndicales manifestent leur inquiétude sur l'évolution de l'industrie automobile et ses conséquences sur l'emploi.

Le jeudi 9 octobre, la Fédération Force ouvrière de la métallurgie a demandé au ministre du travail la mise en place au sein du groupe Peugeot d'une convention de protection sociale analogue à celle de la sidérurgie. La fédération C.F.D.T. de la métallurgie a, le même jour, rencontré les collaborateurs du premier ministre, après avoir procédé à une distribution de tracts au Salon de l'automobile qui se tient à la porte de Versailles. La C.F.D.T. inquiète des conséquences de la crise sur l'industrie automobile française, a souhaité un renforcement de la coopération européenne face à la concurrence japonaise et américaine, ainsi que la création d'une mission gouvernementale pour étudier les possibilités de réduction de la durée du travail et de mise en retraite anticipée dans l'automobile.

La C.G.T., enfin, organise, ce vendredi 10 octobre, une journée d'action des travailleurs de l'automobile, qui devrait se traduire à Paris par une manifestation et un meeting au Salon de Paris. Le parti communiste, dans un document distribué le 7 octobre à l'occasion de la visite du Salon par M. Marchais, soutient cette

initiative, soulignant que « la « politique actuelle vis-à-vis de l'automobile (...), toute tournée vers la recherche de rentabilité financière immédiate, sacrifie l'emploi et hypothèque l'avenir ». Le P.C. réclame, outre le maintien de l'emploi dans ce secteur en France, un développement de l'outil de production « s'appuyant, autour de Renault, sur un important secteur de la machine-outil, de la robotique et des automatismes ».

NOUVELLES BRÈVES

● Une interview de M. Sadegh Ghotbadeh, ancien ministre irakien, a été publiée par le *Monde*. M. Sadegh Ghotbadeh, dans une interview accordée au quotidien conservateur suédois *Svenska Dagbladet*, M. Ghotbadeh critique également l'attitude de son gouvernement sur la question des otages américains. « Ce n'était pas une erreur de prendre ces otages, mais c'est une erreur de les garder. » — (A.F.P.)

● Le bureau national de la C.F.D.T. a, le 9 octobre, fixé sa position sur la prochaine élection présidentielle, sa démarche étant « purement syndicale ». La centrale réaffirme son attachement à la négociation contractuelle, et rappelle les priorités pour un autre développement : le plein emploi, la réduction des inégalités et une véritable solidarité nationale et internationale.

● Sanction réduite pour l'agent de service à l'Assemblée nationale. M. Patrick Huot, qui pour s'être endormi quinze minutes vers 24 heures, après une journée ayant débuté à 7 h 30, avait été suspendu sans traitement pour un an (*le Monde* du 7 octobre). Le bureau de l'Assemblée nationale, présidé par M. Chaban-Delmas, a décidé mercredi 8 octobre de ramener la suspension à six mois plus six mois avec sursis.

● Les cosmonautes Valéri Roudnev et Léonid Popov, regagnent la Terre samedi 11 octobre. Ils ont annoncé, ce vendredi 10 octobre, l'agence Tass. Ces recordmen de durée de vol « habités » dans l'espace — avec cent quatre-vingt-trois jours parachevés, ce vendredi, leurs travaux de conservation de différents « systèmes » de bord, et préparant le vaisseau Soyuz-37 (amarré à Saliout-6), qui doit les ramener sur la Terre. — (A.F.P.)

● Grève générale en Italie. Neuf millions de travailleurs italiens observent, ce vendredi 10 octobre, une grève de quatre heures pour protester contre les mises en chômage technique et les menaces de licenciements chez Fiat. D'importants rassemblements se sont formés en milieu de matinée à Rome, Milan et Turin à l'appel des principaux syndicats. En outre, six millions de travailleurs du secteur public doivent observer une grève d'une heure pour marquer leur solidarité.

● Pechney vient de signer un contrat de trois ans avec la firme indienne M.M.T.C. (Minerals and Metals Trading Corporation) pour la fourniture annuelle de 12 000 tonnes d'aluminium à l'Inde.

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES
TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
Seule adresse de vente :
37 Av. de la République • PARIS 11
Métro Parmentier • Parking assuré
Tél. 357.45.35
Ouvriers du Travail et de la République

Un piano droit pour 8900 F ttc
Larges possibilités de crédit personnalisées.
Venez visiter nos 5 étages d'exposition offrant le plus grand choix de marques de Paris.
Nour • Occasion • Vente • Achat • Réparations • Accord • Transport.
hamm
Le piano... et toute la musique.
135-139 r. de Rennes, 75006 Paris
Tél. : 544 38-66 • Parking près Montparnasse.

Le premier MAGASIN DE TISSUS, A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES...
LE CHARMÉ SUBLIM DES INIMES D'HIVER DEPUIS 18,50 F LE MÈTRE
LE COIN DES TROUVAILLES ET DES BONNES AFFAIRES
LE CLUB CHC DES LAINAGES, TWEEDS, DRAPS, RÉVERSIBLES, ÉCOSSAIS, CACHEMIRE, MOHAIRS
LA FAMEUSE BOUTIQUE DES SOIERIES, DENTELLES, LAINES, TISSUS BRODÉS ET BROCHES
RODIN
35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Votre bibliothèque à colonnades
170 combinaisons différentes
Demandez notre documentation LMI gratuite
Fonctionnalité Bureau
RÉGENCY
modèles déposés
200 modèles
à la carte
à la carte
paringer
PARIS : 121, rue de la Chapelle-Midi (angle bd Montparnasse) 75006 Paris tél. (1) 222 22 08
LYON : 89, rue Bellecour 69003 Lyon Tél. 171 954 65 16

A TOUTS PROBLÈMES D'ÉCLAIRAGE :
READY-MADE
SPECIALISTE DE LAMPES DE LECTURE
38-40, rue de la Chapelle-Midi, 75006 PARIS 208-84-23

home contemporain
ENSEMBLIER DÉCORATEUR
10 RUE DU 4 SEPTEMBRE 75002 PARIS
s'agrandit
NOUVELLE ADRESSE À PARTIR DU 15 OCTOBRE
67
boulevard Sébastopol
75002 Paris
tél. 296.92.53 - 233.28.44
angle rue Etienne Marcel
métro : Etienne Marcel - RER : Châtelet - parking assuré